



Université de Montréal

**Fragmentation et stagnation : enjeux de mobilisation du mouvement LGBTIQ aux Philippines**

Par Alex Chartrand

Département de science politique  
Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté en vue de l'obtention du grade maître ès sciences (M. Sc.) en science politique

Lundi 18 juillet 2016

© Alex Chartrand, 2016

## Résumé

Le présent mémoire s'intéresse au développement du mouvement social Lesbien, Gai, Bisexuel, Trans, Intersex et Queer (LGBTIQ) depuis la chute de la dictature de Ferdinand Marcos en 1986 jusqu'à aujourd'hui. À partir de 1990, le mouvement est caractérisé par un développement rapide. Il était parmi les premiers en Asie du Sud-est à organiser une marche de la fierté et à créer un parti politique LGBTIQ. Toutefois, malgré le dynamisme inhérent à ce mouvement, les communautés LGBTIQ sont toujours discriminées sur le marché du travail, à l'université ou encore dans le système de santé. De plus, elles sont toujours les victimes de violence et de meurtre commis sur la base de leur orientation sexuelle ou de leur genre. Actuellement, le mouvement LGBTIQ n'a toujours pas été en mesure d'obtenir des gains politiques afin de mieux protéger les droits et la sécurité de ces communautés. Même si ce problème pourrait être attribué au conservatisme de l'élite politique ou encore à l'influence du Catholicisme et de l'homophobie dans la société philippine, l'argumentation de ce mémoire propose plutôt que la fragmentation et le manque de cohérence au sein du mouvement ont compliqué la formulation et l'adoption de politiques pouvant régler ces enjeux. Mon analyse du mouvement pendant les 30 dernières années identifie quatre conflits internes majeurs expliquant ce problème 1. la définition de l'identité collective 2. le cadrage utilisé afin de conceptualiser cet enjeu 3. les différentes idéologies structurant l'action des militant.es et 4. les divergences par rapport aux modes d'organisation et aux stratégies employées. Ainsi, ce mémoire tourne l'attention vers ces conflits internes plutôt que vers les facteurs exogènes. Mon argumentation est basée sur 17 entrevues semi-dirigées réalisées à Manille avec des militant.es du mouvement, de mai à octobre 2015. Dans les deux premiers chapitres de ce mémoire, j'analyse la littérature portant sur la théorie des mouvements sociaux en général pour ensuite aborder la littérature traitant précisément sur les Philippines et l'Asie du Sud-est. Cette revue servira de base théorique afin de comprendre les quatre facteurs identifiés ainsi que leur rôle dans la fragmentation du mouvement. Dans le quatrième chapitre, j'analyse la fragmentation du mouvement selon les échelles d'action des militant.es, leurs cibles ainsi que leur trajectoire de mobilisation. Dans le cinquième chapitre, j'explique cette fragmentation à l'aide des quatre facteurs identifiés dans la littérature.

Mots clés :

*Mouvements sociaux; LGBTIQ; identité collective; cadrage; idéologies; modes organisationnels; stratégies.*

## Summary

This Master's thesis investigates the development of the Lesbian, Gay, Bisexual, Trans, Intersex and Queer (LGBTIQ) movement in the Philippines from the fall of Ferdinand Marcos' dictatorship in 1986 to the present moment. Since then, the LGBTIQ movement has developed rapidly. It was among the first in Southeast Asia to organise a Pride March and to constitute an LGBTIQ political party. However, despite this dynamism, LGBTIQ communities are still discriminated in the workspace, schools, and the healthcare system. Moreover, they are still the victims of homophobic crimes. To the present day, the movement has not been able to secure political protection for the rights and the safety of these communities. Although the current situation can be attributed to a certain extent to conservatism in the ruling class or the strong influence of Catholicism and homophobia, this thesis argues that the fragmentation and the lack of coherence of the movement

has itself complicated the formulation and implementation of concrete policies. My analysis of the movement's development throughout the last 30 years will highlight four fundamental conflicts resolving around 1. the definition of one collective identity, 2. the framing used to conceptualize these issues, 3. the different ideologies underlying the social activists' actions, and 4. the divergence in organisational modes and strategies. As such, this thesis shifts attention from external factors to internal conflicts within the LGBTIQ movement of the Philippines. My arguments are based on 17 interviews with social activists, conducted between May and October 2015 in Manila. In the first two chapters of this thesis, I review current scholarship on social movements in general and about the Philippines and South East Asia in particular. This review will provide the theoretical foundation necessary to identify and understand the four identified social factors and their role on the fragmentation of the movement. In chapter four, I analyse the fragmentation of the movement based on the social activists' scales of action, their targets of mobilization, and their mobilization trajectories. In chapter five, I analyze this fragmentation through the identified factors in the literature.

Keywords:

*Social movements; LGBTIQ; collective identity; framing; ideology; organisational modes; strategies.*

## Table des matières

<b>Introduction .....</b>	<b>1</b>
• <b>Facteurs explicatifs .....</b>	<b>4</b>
• <b>Démarche méthodologique .....</b>	<b>7</b>
• <b>Structure du mémoire.....</b>	<b>9</b>
<b>Deuxième chapitre : Revue de la littérature .....</b>	<b>11</b>
• <b>L'identité collective.....</b>	<b>11</b>
• <b>La théorie du cadrage .....</b>	<b>17</b>
• <b>L'idéologie et les mouvements sociaux.....</b>	<b>21</b>
• <b>Différences organisationnelles et orientations stratégiques .....</b>	<b>23</b>
• <b>La théorie des structures d'opportunités politiques .....</b>	<b>25</b>
• <b>La littérature appliquée aux mouvements sociaux LGBTIQ : concepts retenus .....</b>	<b>27</b>
<b>Troisième chapitre : L'étude des mouvements sociaux en Asie du Sud-est et aux Philippines .....</b>	<b>32</b>
• <b>Les mouvements sociaux en Asie du Sud-Est.....</b>	<b>32</b>
• <b>Contextualisation des enjeux LGBTIQ aux Philippines .....</b>	<b>37</b>
• <b>Évolution des mouvements sociaux des communautés LGBTIQ aux Philippines ....</b>	<b>38</b>
<b>Quatrième chapitre : Les mouvements LGBTIQ aux Philippines.....</b>	<b>44</b>
• <b>Les multiples échelles des actions des communautés LGBTIQ .....</b>	<b>45</b>
• <b>Les différentes cibles des militant.es et organisations LGBTIQ .....</b>	<b>54</b>
• <b>Les modalités d'action et les trajectoires des militant.es LGBTIQ.....</b>	<b>61</b>
<b>Tableau 1 : Les militant.es LGBTIQ interviewé.es.....</b>	<b>67</b>
<b>Cinquième chapitre : Analyse des dynamiques du mouvement LGBTIQ aux Philippines .</b>	<b>69</b>
• <b>Diversification et fragmentation du mouvement LGBTIQ.....</b>	<b>70</b>
• <b>Les enjeux d'identité collective du mouvement LGBTIQ philippin .....</b>	<b>72</b>
• <b>Différences de cadrages : cadre identitaire, cadre socioéconomique ou cadre intersectionnel? .....</b>	<b>77</b>
• <b>Différences idéologiques : le redéploiement de la division entre <i>rejectionist</i> et <i>reaffirmed</i>.....</b>	<b>84</b>
• <b>Différences stratégiques et organisationnelles .....</b>	<b>87</b>
• <b>Fragmentation du mouvement LGBTIQ : le rôle des structures d'opportunités politiques? .....</b>	<b>89</b>

• Peut-on vraiment parler d'un mouvement LGBTIQ aux Philippines? .....	91
• Cadre conceptuel revu .....	93
<b>Conclusion.....</b>	<b>94</b>
• L'apport théorique de la recherche .....	96
• Limites de la recherche.....	98
<b>Bibliographie.....</b>	<b>100</b>
<b>Annexe A : Grille d'entrevue .....</b>	<b>106</b>

## Remerciements

J'aimerais tout d'abord remercier mon directeur Dominique Caouette, qui a démontré un intérêt constant pour ma recherche et qui m'a poussé à sortir de ma zone de confort. J'ai beaucoup appris de son expertise et grâce à lui, la qualité de ma recherche a été grandement améliorée. Je voudrais également le remercier de m'avoir aidé lors de mon séjour de recherche et d'avoir été présent dans les moments un peu plus difficiles. Enfin, sa patience et ses commentaires lors de la rédaction m'ont vraiment permis d'approfondir mon analyse. Cette expérience de recherche a donc été extrêmement formatrice et je tenais à le remercier de m'avoir accompagné dans ce projet.

Ensuite, j'aimerais remercier ma codirectrice, Pascale Dufour. Les commentaires précis formulés à propos de la recherche m'ont vraiment permis de saisir les problèmes dans mon analyse au moment de la rédaction. Avec cet aide, j'ai pu affiner mon analyse et éviter les longues descriptions vagues. Avec tous ses commentaires, j'ai vraiment pu apprécier l'exercice de rédaction du mémoire et de la recherche académique, ce qui me laisse avec un bagage pertinent pour la poursuite de mes études.

Aux Philippines, j'aimerais remercier le Third World Studies Center qui a accepté de m'héberger à titre de Visting Research Fellow. Cette position m'a grandement aidé lors de mon séjour à Manille et m'a permis pour la première fois de discuter de mon projet de recherche.

J'aimerais également remercier tout.es les militant.es ayant accepté de faire une entrevue pour cette recherche : Ging Cristobal, Germaine Trittle P. Lenonin, Eric Manalastas, Mikee Inton, Brenda Alegre, Red Murphy, Jesus Falcis, Perci Cendaña, Aian Perucho, Anne Lim, Marie Rose R. Ramos, Ryan Sylverion et Roselle Pineda. Ces entrevues sont au cœur de cette recherche et m'ont permis d'avoir une compréhension concrète des enjeux LGBTIQ aux Philippines. Les conversations que j'ai eues avec chacun d'entre vous étaient des plus enrichissantes.

J'aimerais également remercier Ima Ariate et Xavier Bilon qui m'ont mis en contact avec beaucoup de militant.es et qui ont toujours été d'excellente compagnie pendant mon séjour.

Merci à Wataru Kusaka et l'Université de Kyoto qui m'ont permis de présenter les premiers résultats obtenus suite à la réalisation de mes entrevues. Votre accueil et votre intérêt envers ma recherche ont été des plus appréciés.

Enfin, j'aimerais préciser que la réalisation de cette recherche a été possible grâce au soutien financier obtenu de la part de la Maison Internationale et de la FAÉCUM.

**Liste des acronymes et des sigles utilisés**

ADB : Anti-Discrimination Bill

ASEAN : Association of Southeast Asian Nations

CADB : Comprehensive Anti-Discrimination Bill

GALANG : terme philippin signifiant respect

Ladlad : parti politique LGBT en Indonésie signifiant « out of the closet ».

LAGABLAB : Lesbian and Gay Legislative Advocacy Network – Philippines

LGBTIQ : Lesbienne, Gai, Bisexuel, Trans, Intersex et Queer

PRISM : Promoting Rights and Equality for Society's Marginalized Sectors

SOGIE : Sexual Orientation and Gender Identity Expressions

STRAP : Society of Transexual Women of the Philippines

TVT : Transphobia vs transrespect

VFA : Visiting Force Agreement



## Introduction

Les études des mouvements sociaux LGBTIQ aux Philippines sont de plus en plus florissantes, notamment parce que ce mouvement social joue un rôle de modèle important dans la région sur le plan politique. En effet, ces communautés ont été parmi les premières en Asie du Sud-Est à se mobiliser et à organiser une marche de la fierté en 1994. De plus, le premier parti politique LGBTIQ a été créé dans ce pays, exemple qui a été suivi notamment par le Népal. D'un point de vue régional, lorsqu'il est question de ces enjeux, les Philippines occupent une position de leadership au sein des forums regroupant divers membres de la société civile et ont beaucoup d'expérience à partager avec leurs homologues sud-est asiatiques (Tan, 2001 et Soriano, 2014). D'ailleurs, la *Society of Transsexual Women of the Philippines* (STRAP), une organisation non gouvernementale philippine occupe le poste de secrétariat aux enjeux trans pour l'International Lesbian, Gay, Bisexual, Trans and Intersex Association (ILGA), réseau qui milite à l'international sur ces questions. À l'échelle nationale, ces communautés sont particulièrement présentes dans l'espace public, notamment lors des *Pride March* ou dans divers événements promouvant leur visibilité. Du côté du divertissement, la présence de ces communautés s'accroît, avec des séries télévisées comme *My Husband's Lover* et *The Rich Man's Daughter*, tous deux intégrant des couples homosexuels et lesbiens au centre de l'histoire<sup>1</sup>. D'un point de vue académique, de nombreuses recherches sont consacrées à ces enjeux. Par exemple, l'association des psychologues philippins a consacré un numéro spécial complet en 2013 sur les questions LGBTIQ<sup>2</sup>. Enfin, l'attention internationale portant sur les mesures de légalisation des mariages entre partenaires du même sexe a eu une réception particulièrement forte aux Philippines, dynamisant davantage ces groupes dans leur mobilisation respective.

Pourtant, malgré ce dynamisme, la situation de ces communautés est toujours difficile sur le plan national. Aujourd'hui, ce mouvement fait face à un statu quo persistant en termes de gains pour la promotion et la protection de leurs droits. À vrai dire, il semble que les gains, même s'ils représentent des avancées significatives, se limitent à des questions de visibilité. Or, lorsque des mesures plus complexes sont mises de l'avant, les avancées sont beaucoup plus restreintes. À ce propos, il est important de préciser que l'attention de la majorité des groupes LGBTIQ porte sur la

---

<sup>1</sup> Il est important de préciser que les cotes d'écoute de ces séries étaient très élevées et donc leur popularité allaient au delà des communautés LGBTIQ elles-mêmes.

<sup>2</sup> Special issue on LGBT Psychology. 2013. Philippine Journal of Psychology, vol. 46, no 2.

promotion et l'adoption de mesures législatives visant à éliminer toute forme de discrimination rencontrée par ces individus. De fait, en 2000, un projet de loi visant à enrayer la discrimination rencontrée par les individus LGBTIQ a été présenté au Congrès philippin. Pourtant, 16 ans après ce dépôt, ce projet de loi n'a toujours pas été adopté et il n'est pas assuré que cela sera effectué au cours des prochaines législations.

Cet intérêt particulier envers ces mesures législatives s'explique lorsqu'on s'attarde à certaines conditions propres au contexte philippin. D'abord, ces individus sont toujours victimes de discrimination à plusieurs niveaux, que ce soit dans le milieu de travail, au sein de leur famille, dans leur contact avec les autorités ou encore dans leur accès aux services de santé. De plus, cette discrimination continue à se manifester sous forme de violence alors que chaque année, un nombre alarmant d'individus LGBTIQ sont blessés ou assassinés aux Philippines (Balzer et Hutta, 2012). Les femmes trans sont particulièrement à risque d'être ciblées lors de ces actes de violence. L'importance de la transphobie, en plus des plusieurs sources de discriminations rencontrées par les individus LGBTIQ, témoigne des conditions difficiles dans lesquelles ils se retrouvent. Ces conditions expliquent également la divergence des priorités des mouvements LGBTIQ comparativement à ceux rencontrés aux États-Unis et en Europe, où l'attention a beaucoup plus porté sur les questions d'union entre partenaires du même sexe et où les actes de violence ont sensiblement diminué.

Cette situation pourrait paraître contre-intuitive, considérant le dynamisme des mouvements LGBTIQ aux Philippines. Conséquemment, ce travail cherche à répondre à la question suivante : dans le contexte actuel aux Philippines, où le mouvement LGBTIQ témoigne d'un dynamisme important, et ce depuis le début des années 1990, comment est-il possible d'expliquer les difficultés d'obtention de gains politiques substantifs? Ces gains incluraient, entre autres, la protection législative avec des projets de loi comme l'*Anti-Discrimination Bill* (ADB), la reconnaissance des genres, l'accès à l'éducation et au service de santé.

Pour répondre à cette question, la recherche se penchera sur les facteurs internes au mouvement LGBTIQ aux Philippines. Plus précisément, il s'agit d'analyser les enjeux de mobilisation, de coopération entre les différents membres, des divergences rencontrées au niveau du cadrage de ces problèmes et de la variété de stratégies déployées. Une raison justifiant ce choix est qu'une attention importante a déjà été apportée à l'opposition des groupes conservateurs comme l'Église catholique au programme politique de ces groupes afin d'expliquer la stagnation du

mouvement. Or, malgré l'importance de ces analyses, elles ne suffisent pas à expliquer la stagnation à laquelle le mouvement est confronté. En effet, les dynamiques conflictuelles internes nuisent aux avancées du mouvement. Dans ce mémoire, je propose que, pour comprendre la stagnation dans les progrès et gains législatifs, judiciaires et sociétaux, il soit nécessaire d'aborder la fragmentation propre au mouvement LGBTIQ. Aujourd'hui, cette fragmentation rend quasi impossible l'uniformisation de la réponse de ces communautés face à l'opposition des groupes conservateurs. Or, ces derniers s'opposent vivement à la promotion des droits des individus LGBTIQ et disposent de ressources importantes, ce qui complique la promotion de l'agenda des communautés LGBTIQ et l'adoption de projets de loi comme l'*Anti-Discrimination Bill*<sup>3</sup>. Cette fragmentation est la résultante de différentes sources de tensions et différences majeures entre les membres et aussi entre les différentes organisations, ce qui nuit davantage à une communication et à une mobilisation conjointe des mouvements sociaux LGBTIQ.

Bien que de nombreuses organisations aient été créées depuis 1990 et sont maintenant actives dans la protection des droits de ces individus, la portée de ces différentes actions et l'agenda de chacune sont loin d'être uniformes et homogènes. Alors qu'une certaine coopération existe, plusieurs sources de divergences se manifestent entre les différentes formes de militantisme LGBTIQ aux Philippines, ce qui rend l'analyse de ces mouvements particulièrement complexe.

Analyser les enjeux de mobilisation au sein des communautés LGBTIQ demande qu'on s'attarde aux conflits se déployant au sein même des processus d'identification liés aux identités sexuelles et de genre. Il est donc important de définir ces identités collectives comme étant contingentes et mobiles, s'opposant à une vision stable et homogène. De fait, cela demande que ces identités soient comprises comme un processus de négociations entre les différents acteurs au lieu d'être conceptualisées en termes essentialistes, c'est-à-dire comme étant fixes ou encore naturelles. Comme l'affirme Anna Carastathis, en les posant comme processus de coalition, il est possible de comprendre le rôle qu'elles peuvent avoir dans la mobilisation politique (2013, p. 941). Ainsi, il est possible de s'intéresser aux divergences identitaires se retrouvant au sein des communautés LGBTIQ aux Philippines et donc aux potentielles sources de conflit. Une vision homogène ignore ces différences au sein de ces communautés et limite notre compréhension des dynamiques identitaires ainsi que leurs influences dans la construction de mouvements sociaux (*ibid.*, p. 945). En posant ces identités comme un facteur de coalition ou de division entre les

---

<sup>3</sup> Expliquer l'Anti-Discrimination Bill

différents groupes, il est possible d'analyser davantage les facteurs internes pouvant faciliter ou encore freiner le développement de ce mouvement aux Philippines.

En considérant ces questionnements préliminaires, il est pertinent d'élaborer davantage l'argumentation du présent mémoire. En ce qui concerne les explications alternatives sur le sujet, elles seront abordées plus en détail dans la prochaine section. L'attention portée aux dynamiques internes permet de cerner pourquoi un statu quo persiste lorsqu'il est question de ce mouvement particulier. Quatre facteurs peuvent être identifiés afin d'expliquer les sources de tensions internes au mouvement et la fragmentation des actions de mobilisation qui en découle. Il s'agit de l'identité collective partagée entre les groupes du mouvement, les différences par rapport au cadrage de ces enjeux, les différences idéologiques et enfin les différences stratégiques. À ces facteurs causaux, des variables intermédiaires sont les structures d'opportunités politiques, notamment la disponibilité du financement international et l'ouverture de l'administration philippine. En effet, ces variables influencent, bien qu'à une moindre mesure, la stagnation des demandes du mouvement LGBTIQ. Ainsi, il est proposé dans ce mémoire que les conflits et diversions internes majeurs diminuent significativement l'efficacité des actions de mobilisation, alimentent le statu quo et ralentissent davantage les gains pouvant être obtenus par ce mouvement. Pour mieux comprendre ces facteurs, diverses composantes de la littérature sur les mouvements sociaux sont abordées dans le deuxième chapitre de cette recherche.

Avant d'entrer plus en détail dans ces questionnements et présenter les concepts et théories mobilisés pour cette recherche, la prochaine section examinera les explications alternatives pouvant être avancées tout en justifiant le choix de s'intéresser aux facteurs internes dans l'argumentation de ce mémoire.

### Facteurs explicatifs

Face au problème de la stagnation des gains obtenus par le mouvement LGBTIQ, on pourrait considérer que les facteurs significatifs à étudier sont exogènes à celui-ci. En effet, on pourrait croire que ce qui explique vraiment cette situation est le conservatisme du gouvernement et le peu d'ouverture envers l'adoption de mesures de protection des communautés marginalisées. Il pourrait aussi s'agir de l'influence toujours significative de l'Église et le conservatisme inhérent au catholicisme philippin. Ou encore, la fragmentation du mouvement pourrait découler de l'homophobie dans ce pays et dans la société en général. Bien que ces arguments aient mené à des

explications intéressantes quant à l'évolution du mouvement LGBTIQ philippin, les facteurs externes ne permettent pas à eux seuls d'expliquer ce statu quo.

D'abord, ces facteurs externes, malgré leur présence, n'ont pas empêché la formation et le développement rapide du mouvement LGBTIQ. À titre d'exemple, l'homophobie était forte même à l'intérieur de la gauche révolutionnaire, ce qui a d'abord créé un scepticisme face à l'émergence du mouvement (Tan, 2001). Or, malgré ces facteurs et le peu d'ouverture retrouvés simultanément dans les institutions gouvernementales et dans les groupes révolutionnaires, le mouvement a pu se développer rapidement et obtenir des gains significatifs dans les années 1990. Pensons au fait que la Pride March ait déjà pu se tenir en 1994 et est devenue significativement plus populaire au fil des ans. En effet, en 1994, environ seulement 50 participant.es y avaient pris part alors qu'en 2015, ce nombre passait à plus de 1000 dans Quezon City seulement, une des villes de la région métropolitaine de Manille. Ensuite, plusieurs sources de financement internationales se sont présentées et ont dynamisé le mouvement, élargissant ainsi la portée des actions entreprises par ces communautés. Il est pertinent ici de rappeler que le premier parti politique LGBTIQ en Asie du Sud-Est a été créé aux Philippines ; Ang Ladlad s'étant présenté pour la première fois aux élections de 2010 (Soriano, 2014). Suite au rejet initial de la Commission électorale, la Cour suprême a finalement infirmé cette décision, permettant au parti de finalement s'engager dans la course électorale. Selon Soriano, cette décision représentait une avancée politique majeure pour le mouvement, surtout considérant le rôle toujours prédominant de la religion catholique (p. 21). D'ailleurs, l'enregistrement du parti a donné une tribune encore plus large aux revendications de ces communautés et a permis une meilleure visibilité au sein de la société philippine. Tout ceci s'est produit, et ce, même si l'opposition des groupes conservateurs était toujours présente et forte. Or, depuis le début des années 2010, les gains des communautés LGBTIQ semblent n'avoir progressé qu'au niveau de cette dite visibilité. Ainsi, malgré le dynamisme démontré par les différents acteurs et actrices de ce mouvement, les gains demeurent plutôt limités. En ce qui concerne des gains plus significatifs, par l'exemple l'adoption de l'*Anti-Discrimination Bill*, les efforts des militant.es stagnent. En effet, ce projet de loi est maintenant âgé de 16 ans et n'est toujours pas en voie d'être adopté. Outre ce projet de loi, qui est perçu comme une base nécessaire à d'autres gains, plusieurs militant.es du mouvement aimeraient faire adopter le mariage entre partenaires du même sexe. Même si cette question est extrêmement débattue dans la communauté, elle apporterait une meilleure protection des familles LGBTIQ, notamment en permettant d'assurer

son conjoint, sa conjointe ou encore ses enfants adoptifs. En ce moment, cette impossibilité laisse beaucoup d'individus dans la précarité. Pour la communauté trans, il s'agit, notamment, d'obtenir la reconnaissance légale du changement de genre, qui n'est toujours pas reconnue présentement. Conséquemment, la communauté trans est frappée plus durement par la discrimination, particulièrement sur le marché du travail ou à l'université, où il peut leur être imposé de porter des vêtements associés à leur sexe biologique et non à leur genre.

Essayer d'analyser la question seulement à l'aide des facteurs externes omet de considérer certains détails. Par exemple, malgré le fait que certaines ouvertures politiques étaient présentes avec le dernier président Benigno Aquino III de 2010 à 2016 et que certains gains auraient pu être faits, peu a été gagné par le mouvement LGBTIQ. Sous son administration, le Congrès a adopté une loi sur la santé reproductive, une autre mesure progressiste vivement rejetée par les groupes conservateurs. Or, l'adoption d'une telle loi aurait pu être un tremplin pour les communautés LGBTIQ afin de faire adopter l'ADB, profitant alors de cette ouverture politique, ce qui n'a toutefois pas été réalisé.

D'ailleurs, la position selon laquelle les facteurs externes au mouvement sont déterminants peut être rejetée lorsqu'on s'intéresse précisément au cas de la loi sur la santé reproductive (RH Bill). Considérant que les organisations féministes militant pour pour cette loi étaient confrontées aux mêmes facteurs externes dans leur mobilisation, il est important de rappeler qu'à l'interne, ce mouvement était beaucoup plus fort et unifié et que les sources de tensions ne prenaient pas autant d'importance qu'à l'intérieur du mouvement LGBTIQ. À ce propos, Nolwenn Gueguen s'est intéressé à la mobilisation autour du RH Bill dans son rapport de stage réalisé auprès de Likhaan, une association clé de ce mouvement. Dans son rapport de stage, elle note que les groupes conservateurs, comme l'Église Catholique, s'opposaient à ce projet notamment pour le motif que cela mènerait à la légalisation de l'avortement aux Philippines (p. 26). Cette même rhétorique est utilisée aujourd'hui contre des mesures comme l'ADB, sur la base que cela mènera à la légalisation du mariage entre partenaires du même sexe, alors que cela n'est aucunement l'un des buts de ce projet de loi. Likhaan et d'autres groupes en faveur du projet ont su maintenir une présence constante lorsque ce projet était débattu, permettant de fournir constamment de l'information aux sénatrices et aux sénateurs intéressé.es par ce projet (*ibid.*). Cette présence accrue, en plus d'un support relativement partagé en faveur du projet entre les groupes féministes, a finalement mené à l'adoption de la loi sur la santé reproductive.

Dans ce cas-ci, une différence majeure entre les deux mouvements se situe justement dans la solidarité interne de chacun. La mobilisation autour de l'ADB n'est pas aussi forte que la mobilisation pour le RH Bill parce qu'il n'y a pas de consensus clair quant aux priorités à cibler à l'intérieur du mouvement LGBTIQ. Cela fait écho à des propos souvent avancés par des interviewé.es dans la recherche, notamment Roselle Pineda qui précise que le mouvement LGBTIQ est encore très jeune et qu'il ne comporte pas de solidarités aussi fortes que celles retrouvées dans d'autres mouvements de gauche, comme le mouvement féministe. Ce dernier était actif depuis plus longtemps, précédant même l'époque de résistance à la dictature de Marcos (1972-1986), ce qui semble avoir eu un impact positif sur la force des solidarités internes. Cette caractéristique s'oppose au mouvement LGBTIQ qui s'est réellement développé seulement dans un contexte post-dictature, lié à une division importante de la gauche philippine. Ainsi dans ce mémoire, je souhaite mettre la lumière sur les dynamiques internes, car elles permettent de comprendre la persistance du statu quo dans les gains législatifs, judiciaires et sociétaux du mouvement LGBTIQ. Les facteurs externes n'ont qu'une portée limitée afin de comprendre ce statu quo.

### Démarche méthodologique

D'abord, il est pertinent de préciser que la démarche ayant guidé ce travail était inductive. Ainsi, c'est en entrant en contact avec les militant.es et en ayant une expérience empirique du développement de ce mouvement qu'il a été possible de cerner précisément la problématique pertinente à ce mémoire. En interviewant des militant.es, il a été possible de développer une compréhension de ces enjeux beaucoup plus fine de leurs expériences vécues, ce qui s'arrime avec mes intentions initiales.

L'analyse s'articule autour des informations obtenues lors de 17 entrevues semi-dirigées réalisées avec des membres de la société civile, d'organisations non gouvernementales et des chercheurs et des chercheuses s'intéressant à ces questions. Ces entrevues ont été réalisées au cours d'un séjour de recherche à Manille de mai à octobre 2015.

La méthode d'entrevue était pertinente puisqu'elle permettait aux participants.es d'occuper un rôle plus actif dans l'élaboration des informations pour cette recherche, considérant qu'il leur était permis de formuler librement leurs opinions et leur vision de l'évolution des mouvements LGBTIQ contemporains à Manille. D'ailleurs, bien que ce type d'entrevues demandait que certains thèmes soient établis d'avance et abordés lors des entretiens, les questions demeuraient ouvertes

de manière à ce que les participant.es orientent les conversations selon les informations jugées pertinentes (Halperin et Heath, 2012, p.257)<sup>4</sup>.

Pendant les entretiens, il s'agissait d'abord de déterminer le rôle des participants au sein de leur organisation en plus de discuter de leur agenda actuel. Ensuite, la position de l'individu et de l'ONG représentée face aux mesures visant à contrer les sources de discriminations, l'*Anti-Discrimination Bill* étant l'exemple le plus connu, était abordée. Puis, il était question des mesures mises de l'avant, les priorités de l'organisation ainsi que les méthodes de mobilisation. Le deuxième thème abordé au cours des entretiens était la communication entre les organisations LGBTIQ, notamment lorsqu'il est question de mobiliser un support populaire dans la poursuite des objectifs de l'organisme. Entre autres, comment les organismes, qui dans beaucoup de situations utilisent un langage plus occidental (l'acronyme LGBTIQ par exemple), arrivent à adapter leur message de manière à ce qu'il soit compréhensible et pertinent pour les populations contactées? Enfin, lors des entretiens, les élections de 2016<sup>5</sup> étaient abordées de manière à dresser un portrait des actions déployées. En outre, leurs perceptions quant aux avantages et désavantages que la période électorale pouvait représenter dans la promotion des objectifs des participants et participantes ont été explorées.

Avec ces questions, je cherchais à cerner les points de divergence et de convergence entre les différents groupes, notamment par rapport à la coopération intramouvement. Généralement, ces informations ressortaient au moment des questions portant sur les contacts avec les autres organisations et sur les mesures à privilégier dans le cadre de leur mobilisation. À titre d'exemple, lorsque j'abordais l'*Anti-Discrimination Bill*, il s'agissait de savoir si les personnes interviewées étaient d'accord ou non avec sa formulation actuelle et sinon, quelles mesures devraient plutôt être mises de l'avant. Ensuite, toujours en ce qui concerne les mesures législatives, même si ces personnes étaient d'accord avec leur promotion, quels étaient les moyens de mobilisation qui devraient être utilisés? Plus exactement, considéraient-elles qu'il était toujours pertinent de promouvoir les mesures législatives, qui nécessitent plus de temps afin d'être adoptées, ou serait-il plus approprié d'essayer de se pencher du côté judiciaire ou encore de promouvoir les mesures locales, par exemple les mesures municipales? En abordant les élections de 2016, il devenait possible de demander aux participant.es leur avis quant à la possibilité d'une coopération accrue

---

<sup>4</sup> Voir le guide d'entretien, Annexe A.

<sup>5</sup> Lors des élections de 2016, Rodrigo Duterte a été élu président des Philippines, succédant à Benigno Aquino III jusqu'en 2022.



entre les groupes LGBTIQ si ces questions venaient à être débattues pendant les campagnes électorales. Enfin, en abordant les différents buts des organismes et les enjeux ciblés par les personnes interrogées et leur organisme, il était possible de s'intéresser aux différences entre les différents types de cadrage mis de l'avant par ces mouvements sociaux.

Un autre avantage des entrevues semi-dirigées est qu'elles permettaient non seulement de s'adapter à la réceptivité des participants et des participantes, mais également à la diversité d'organismes rencontrés (Halperin et Heath, 2012, p. 257). En effet, un questionnaire fixe risquait d'être moins approprié pour certaines personnes, rendant les entretiens moins naturels et pertinents. Conséquemment, en ciblant des thèmes précis, mais en ne suivant pas un questionnaire rigide, il était possible de s'adapter aux informations divulguées par les participants et d'aborder des thèmes qu'eux-mêmes considéraient importants à approfondir (*ibid.*, p. 257). De plus, ce type d'entretien permettait de s'adapter facilement aux différentes formes de mobilisation propre à chaque participant.es. De ce fait, il était possible de récolter un ensemble de perspectives provenant d'individus œuvrant dans une variété de domaines, que ce soit communautaire, gouvernemental ou encore académique.

D'un point de vue technique, les entrevues ont été d'une durée allant d'une heure à une heure et trente minutes et réalisées en anglais. Si les participant.es y consentaient, les entrevues étaient enregistrées et transcrites à des fins d'analyse. En ce qui concerne le recrutement des participants au projet de recherche, la méthode « boule de neige » a été utilisée en faisant appel aux références des participant.es rencontré.es précédemment. Les participant.es intéressés recevaient une description du projet et une explication quant à la nature de leur participation à la recherche.

Cette recherche s'appuie donc principalement sur des données primaires récoltées lors des entrevues. Ces informations ont été par la suite complétées par une revue de la littérature pertinente. Les informations obtenues en entrevues ont aussi été complétées par de l'observation participante lors de colloques, de rencontres d'organisme et de séminaires de formation. Enfin, ce travail mobilise des sources secondaires sur les mouvements LGBTIQ aux Philippines.

### Structure du mémoire

Suite à cette introduction, le second chapitre du mémoire porte sur la revue de la littérature, où les questions d'identité collective, de cadrage, d'opportunités politiques, d'idéologies, de stratégies et de modes d'organisation sont abordées plus en détail. Par la suite, le troisième chapitre

traite de la littérature sur les mouvements sociaux aux Philippines, plus particulièrement l'évolution des mouvements LGBTIQ dans ce contexte particulier. Ensuite, le cadre conceptuel utilisé pour ce mémoire est présenté. Celui-ci permet d'appréhender les liens entre la revue de littérature proposée et le contexte philippin. Le quatrième chapitre de ce mémoire dresse un portrait de la diversité des actions des communautés LGBTIQ aux Philippines en se concentrant sur trois aspects distincts : les échelles de mobilisation multiples, les cibles des groupes et des individus rencontrés et enfin les différences au niveau des trajectoires de mobilisation, que ce soit d'un point de vue organisationnel ou individuel. Cette contextualisation permet de poser les bases à une compréhension plus fine et nuancée des dynamiques internes expliquant la stagnation du mouvement. Celles-ci sont analysées dans le cinquième et dernier chapitre de ce mémoire, qui élabore davantage sur les divisions internes et les différences à propos des différents facteurs identifiés. En conclusion, je reviens sur les causes de la fragmentation des mouvements LGBTIQ aux Philippines en situant l'impact de celle-ci dans le contexte plus large des demandes de reconnaissance législatives, judiciaires et sociétales de ce mouvement. Je situe également la portée et la contribution de cette étude de cas dans la littérature philippine et plus largement dans la littérature sur le militantisme LGBTIQ.

## Deuxième chapitre : Revue de la littérature

Ce mémoire cherche à comprendre les facteurs expliquant la fragmentation du mouvement LGBTIQ aux Philippines. Comme proposé en introduction, cette fragmentation est en partie responsable de l'absence de gains substantiels. Quatre facteurs internes expliquent cette situation de fragmentation. Il s'agit des problèmes et conflits internes liés à l'identité collective du mouvement, des différentes positions quant au cadrage des enjeux LGBTIQ, des différentes idéologies des militant.es et finalement des choix stratégiques effectués. Dans ce chapitre, je propose d'examiner les différentes littératures liées à ces facteurs. Cette revue de la littérature contribue à délimiter quelles conséquences les conflits autour de ces questions peuvent avoir sur l'avancée et les gains possibles du mouvement LGBTIQ.

### L'identité collective

La première dimension théorique dans cette revue de littérature est celle de l'identité collective. Ce concept est incontournable lorsqu'il est question d'analyser un mouvement social, particulièrement en ce qui concerne les enjeux et dissensions internes à celui-ci. Ceci est d'autant plus vrai considérant l'argumentation proposée dans ce mémoire, car elle permet d'établir les bases nécessaires à la compréhension des conflits se manifestant entre les différentes factions du mouvement LGBTIQ aux Philippines.

Bien qu'il s'agisse d'une notion fréquemment rencontrée dans les travaux portant sur les mouvements sociaux, le concept d'identité collective demeure relativement flou. Effectivement, dans sa revue de la théorie, Cristina Flesher Fominaya note que le concept d'identité collective est « notoriously 'slippery' » et que toute définition donnée n'est pas nécessairement partagée entre les théoriciens et les théoriciennes (Fominaya, 2010, p. 394). Malgré les divergences au niveau de la définition du terme, ce concept occupe une place importante lorsqu'il s'agit d'étudier le potentiel de mobilisation d'un mouvement ainsi que les dynamiques internes.

La mobilisation d'une identité collective nécessite un effort important des leaders d'un mouvement et peut être à l'origine de tensions importantes. Un des auteurs des plus influents est probablement Alberto Melucci, dont les analyses sur les questions d'identités collectives demeurent toujours pertinentes. Dans son ouvrage *Challenging Codes : Collective action in the information age* (1996), Melucci note qu'une partie intégrale du travail effectué par les militant.es dans un mouvement social est d'en gérer la complexité et la diversité inhérente. Sa définition des

mouvements sociaux dépasse la perspective essentialiste, cette dernière les décrivant comme des phénomènes historiques naturels :

Consequently, as a starting point, I will define collective action as a set of social practices (i) involving simultaneously a number of individuals or groups, (ii) exhibiting similar morphological characteristics in contiguity of time and space, (iii) implying a social field of relationships and (iv) the capacity of the people involved of making sense of what they are doing (p.20) (Melucci, 1996, p. 13).

La perspective de Melucci identifie trois caractéristiques précises, soit la présence d'un nombre suffisant d'individus ou de groupes, la persistance dans le temps de certaines caractéristiques, l'intégration d'un champ de relations et la capacité des personnes impliquées d'appréhender le sens et le but de leurs actions (*ibid.*, p.20).

En ce qui concerne l'identité collective elle-même, Melucci précise d'abord qu'il s'agit d'une définition interactive et partagée, produite par diverses personnes. Elle concerne les orientations de leurs actions ainsi que les champs d'opportunités et de contraintes auxquelles ces actions sont confrontées (p. 71). Plus précisément, il la définit comme suit :

Collective identity is an interactive and shared definition produced by a number of individuals (or groups at a more complex level) concerning the orientations of their action and the field of opportunities and constraints in which such action is to take place (p. 70).

Selon lui, une définition plus fluide de l'identité collective permet de réfuter l'idée selon laquelle il s'agit d'une réalité permanente. Ceci permet ainsi de prendre en compte son aspect processuel et interactif tout en tenant compte des dynamiques contradictoires inhérentes aux processus identitaires (p. 72). En effet, en notant ses aspects contradictoires et contingents, il est possible de comprendre comment l'identité collective peut être difficile à mobiliser puisque plusieurs définitions distinctes peuvent entrer en compétition. De cette manière, il est possible de comprendre comment les problèmes d'identité collective peuvent nuire au développement de solidarités à l'intérieur d'un mouvement émergent.

Avec cette définition processuelle et dialogique de l'identité collective, Melucci propose qu'il s'agisse d'un processus d'apprentissage menant à la formation d'un mouvement social. L'identité collective permet la préservation et la continuité du mouvement tout en délimitant les limites de l'agentivité des militant.es (p. 75). Un problème majeur potentiel apparaît lorsque la définition de l'identité collective est redéployée selon des considérations incompatibles ou opposées de la part des différents membres d'un mouvement. Ce faisant, l'unité de l'acteur collectif auquel elle s'applique est réduite. De là, il est possible qu'un mouvement devienne plus fragmenté

ou compartimentalisé (*ibid.*). Les crises auxquelles l'identité collective est confrontée révèlent les conflits émergents entre les membres d'un même mouvement collectif.

L'apport de Melucci se situe également dans son traitement des enjeux liés au déploiement de ces identités collectives pour les mouvements concernés. Il affirme que la complexité inhérente à ces nouvelles identités, liées à des valeurs et idéologies partagées et non à des catégories socioéconomiques déterminées, est particulièrement fragilisante. Une identification solide est alors difficile, contrairement aux identités sociales antérieures (p.158). L'identité est fluide, ce qui amène Melucci à affirmer:

The problem is never mere difference, but rather the parallel necessity to overcome it, to make constant effort of listening and understanding each other. In a highly differentiated world, values no longer bear the seal of the absolute, and their only foundation lies in the human capacity for agreement (p.162).

Ces considérations permettent à l'auteur de traiter des questions d'*identity politics*, un enjeu fréquemment mentionné par les interviewé.es rencontrés aux Philippines. Ce phénomène implique la présence d'une compétition entre les différents groupes opprimés au sujet de la prédominance d'un enjeu par rapport aux autres (p. 186). Il faut donc que les personnes impliquées dans un mouvement trouvent un terrain d'entente quant aux identités mobilisées afin de mener à des développements politiques significatifs. Si les militant.es ne peuvent y parvenir, l'*identity politics* mène à une sectorisation d'un mouvement, pouvant drastiquement diminuer leurs capacités de changement (p. 188). À propos, Melucci précise que lorsque des questions de genre, de culture, d'orientation sexuelle et d'ethnicité deviennent des enjeux politiques, ils encourent le risque de sectorisation dans leur formulation (*ibid.*).

L'auteur arrive à la conclusion que le terrain d'entente nécessaire à des développements politiques pertinents pour ces mouvements sociaux passe par la reconnaissance de l'impossibilité pour ces différents groupes militants d'atteindre leurs buts respectifs sans le support des autres, sans alliance et sans accord. Selon Melucci, une forme plus extrême de politiques de l'identité, outre la dangerosité pour la société, va à l'encontre même du mouvement qui en fait l'utilisation (p. 190).

Quant à lui, Michael Voegtli dans son chapitre « identité collective » précise d'abord qu'il s'agit d'un processus de différenciation et de légitimation des identités formulées au sein d'un mouvement social (Voegtli, 2009, p. 292). La création de l'identité collective apparaît comme un construit plutôt qu'une donnée fixe propre à chaque mouvement, rejoignant l'argumentation de

Melucci. Deux processus internes et externes sont à l'œuvre dans la construction identitaire. Les facteurs externes servent à délimiter ce que l'auteur conçoit comme étant des frontières symboliques. Ces facteurs contribuent à déterminer l'orientation du mouvement concerné, renvoyant à une caractérisation stratégique de ces processus (2009, p. 295). Du point de vue interne, il s'agit plutôt de déterminer les facteurs favorisant la participation des individus et groupes au sein d'un mouvement. Justement, l'auteur écrit : « [i]l s'agit dans cette perspective de montrer que l'identité collective ne peut être comprise que si l'on considère également le sens que lui attribuent les acteurs engagés, sens qui peut fonctionner comme incitation sélective à la participation » (*ibid.*).

Voegtli s'intéresse aussi à l'influence que le mouvement lui-même peut avoir sur ces processus identitaires. Il s'attarde particulièrement aux processus de façonnage institutionnels des membres d'un mouvement donné. Il cherche à déterminer le travail des leaders des mouvements en vue de façonner l'identité des membres. Il cherche aussi à déterminer les méthodes utilisées afin d'attirer l'appui des individus pour les causes défendues. D'ailleurs, il précise qu'une analyse des dynamiques inhérentes aux processus d'identité collective est plus pertinente que d'essayer d'arriver à une définition claire et fixe de ce concept.

L'identité collective est, pour Voegtli, contingente et en constante évolution. De ce constat découle une approche plus productive de l'étude des mouvements sociaux, qui permet de noter le travail notoire qui s'opère du point de vue identitaire et les négociations constantes entre les acteurs et actrices œuvrant à cette redéfinition. Il s'agit d'un travail constant de formulation et de négociation au sein même du mouvement. Cette position de Voegtli rejoint à nouveau celle de Melucci dans son rejet de l'essentialisme dans l'analyse des identités collectives tout en remarquant l'aspect processuel et dialogique des identités collectives.

Le texte de Francesca Polletta et James M. Jasper *Collective Identity and Social Movements* (2001) est également pertinent afin de déterminer plus exactement le rôle joué par les identités collectives dans la mobilisation de militant.es. Leur intérêt envers ce concept répond à plusieurs limites identifiées plutôt dans la littérature sur les mouvements sociaux. En s'y attardant, il est possible de saisir pourquoi les acteurs et actrices de ces mouvements décident d'agir, quelles sont leurs motivations respectives, quels choix stratégiques sont effectués par les mouvements concernés et finalement quels sont leurs effets culturels<sup>6</sup>.

---

<sup>6</sup> D'abord, ils définissent l'identité collective comme suit : « [...] an individual's cognitive, moral, and emotional connection with broader community, category, practice, or institution » (p. 285).

L'analyse de Polletta et Jasper permet de concevoir la création de mouvements sociaux sur des bases différentes qu'une identité de classe partagée. En s'intéressant aux questions identitaires, il est possible de concevoir comment les participant.es des mouvements sociaux n'agissent pas seulement dans le but d'atteindre des gains personnels. En effet, dans certains cas, ils et elles cherchaient plus précisément la légitimation de nouvelles identités et de styles de vie (p. 286). L'analyse de Polletta et Jasper élargit donc le spectre de conditions influençant les acteurs et les actrices à se mobiliser.

Un autre aspect intéressant dans l'analyse de Polletta et Jasper est leur utilisation du concept de réseau (*network*), concept retrouvé également chez Melucci. Ils situent l'origine des identités collectives au sein de différents réseaux, notamment les réseaux de patronage, de résidence urbaine ou encore d'affiliation politique (p. 288). Cet argument réitère le point de vue de Voegtli, qui a souligné la contingence de l'identité collective. Cette compréhension du concept témoigne de son aspect dynamique, dialogique et évolutif. De plus, cette approche permet d'appréhender diverses sources de tensions pouvant se manifester au sein de ces processus.

Les auteurs avancent que ce changement dans le traitement de l'identité permet de s'intéresser aux phénomènes historiques ayant mené à la construction d'identité. De plus, cette conception contingente et non fixe contribue à formuler des modèles plus appropriés afin de comprendre les facteurs sociaux, politiques et économiques dans lesquels se forment des identités collectives. Cette approche reconnaît le rôle notable joué par les considérations culturelles dans la création d'identités collectives ainsi que les conditions politiques propices afin que ces identités soient influentes dans un mouvement (p. 289).

Polletta et Jasper arrivent à un questionnement concernant l'identité collective, à savoir si celle-ci se manifeste nécessairement avant les processus de mobilisation (p. 290). Ils proposent plutôt que les processus de mobilisation ne demandent pas forcément qu'une identité collective soit mobilisée préalablement, un *apriori* retrouvé antérieurement dans la littérature.

Polletta et Jasper affirment également que si les identités collectives permettent de comprendre pourquoi les acteurs se mobilisent au sein d'un mouvement, elles peuvent aussi expliquer pourquoi certaines personnes s'en dissocient (p.292). Leur analyse réitère que les mouvements sociaux doivent constamment construire et modifier leur identité collective. Ils considèrent que même les identités existantes préalablement sont sujettes à changement au cours de leur déploiement au sein d'un mouvement (*ibid.*).

Enfin, il est utile d'aborder leur conceptualisation de l'identité dans l'analyse des choix et stratégies employées par les mouvements étudiés, car elle permet de comprendre certaines décisions comme n'étant pas nécessairement instrumentale. Cette conceptualisation suggère que des choix sont parfois pris en tenant compte des multiples identités à l'œuvre au sein du même mouvement (p. 293). Cette manière d'appréhender les actions des militant.es permet de dépasser une approche de type « choix rationnels », qui ne permet pas de considérer l'aspect parfois inconscient dans ces développements.

Un autre apport de ces analyses est la compréhension des conséquences internes et externes que les identités collectives peuvent apporter aux développements des mouvements sociaux, en ayant des impacts institutionnels et extrainstitutionnels. À titre d'exemple, que ce soit un but ou non, l'identification à un groupe et à un mouvement peut mener à des changements significatifs pour les identités personnelles des militant.es impliqué.es, cela pouvant continuer même lorsqu'un mouvement devient inactif (p. 296).

L'identité collective permet de comprendre les dynamiques de partage et d'appréhender comment elle peut être redéployée d'un mouvement à l'autre. Pour ce faire, il faut que ces identités soient plus larges et inclusives. À titre d'exemple, les auteurs mentionnent les identités pacifistes et anarchistes radicales qui ont eu des répercussions importantes dans la culture populaire à l'extérieur des mouvements auxquels ils sont associés (p.297).

De plus, il est pertinent de souligner comment les auteurs formulent ce concept d'identité collective, ce qui permet également d'approfondir la définition offerte par Voegtli. Polletta et Jasper arrivent à la conclusion que:

it is fluid and relational, emerging out of interactions with a number of different audiences (bystanders, allies, opponents, news media, state authorities), rather than fixed (p. 298).

Mary Bernstein et Vera Taylor s'intéressent justement aux conflits quant à la position théorique de la littérature sur l'identité collective, plus précisément de l'*identity politics*. Il faut noter que pour les théoriciens néomarxistes, l'approche identitaire n'est pas politique, car seules les inégalités de classes sont source d'oppression (Bernstein et Taylor, 2013, p.1). D'un autre côté, les approches postmodernistes ou poststructuralistes voient dans l'approche identitaire le redéploiement d'un certain essentialisme stato-centré et la conçoivent comme étant trop politique (p. 2). Sans trancher entre ces critiques, les auteures avancent que ce concept occupe une place centrale dans l'étude des mouvements sociaux, présence qui ne peut être ignorée. Citant des travaux



antérieurs (Bernstein, 1997), Bernstein et Taylor réitèrent le rôle que l'identité occupe dans la mobilisation de tout genre de mouvement social ou à titre de stratégie politique. L'absence ou la difficulté de maintenir une identité collective unie et forte a des répercussions importantes sur les mouvements concernés (p. 2). D'ailleurs, l'*identity politics* représente une forme de travail émotif. Les auteures mentionnent que les mouvements peuvent déployer une identité à la fois acceptée à l'interne, mais également imposée dans un contexte sociétal donné. Cette théorie complexifie davantage notre compréhension de la formation et du partage de ces identités (p. 4).

Cette première section a permis de comprendre l'importance de l'identité collective dans le développement de mouvements sociaux. D'abord, elle peut orienter les revendications des militant.es selon la formulation adoptée. De plus, selon la réceptivité à cette identité, elle permet la mobilisation et le support d'une partie de la population concernée ou sensibilisée à ces enjeux. Elle est donc utile afin que les pressions exercées par le mouvement apportent des changements politiques et sociétaux concrets. Le traitement de l'identité selon les auteur.es abordé.es permet également de tenir compte de son aspect contingent et construit. Cette conception réfute l'idée selon laquelle l'identité d'un mouvement est inhérente, constante et partagée par les militant.es. Il faut analyser son aspect processuel et dialogique et les tensions et conflits qui en résultent pour saisir son rôle fondamental. Enfin, avec cette définition, il devient pertinent d'analyser les dynamiques internes d'un mouvement et leurs conséquences pour la cohésion ou la fragmentation de celui-ci.

### La théorie du cadrage

La théorie du cadrage fait écho au deuxième facteur explicatif identifié dans ce mémoire, soit le rôle joué par les processus de cadrage à l'intérieur des mouvements sociaux. Le cadrage représente la manière dont les militant.es d'un mouvement conceptualisent leurs enjeux. Cela ne se fait pas de manière unanime. De ce fait, des désaccords significatifs entre les organisations et les militant.es peuvent en résulter. Il importe alors de prendre compte de ces sources de tensions et leurs conséquences pour le développement d'un mouvement.

Dans leur ouvrage *Framing Processes and Social Movements : An Overview and Assessment*, Robert D. Benford et David A. Snow abordent le concept de cadrage (*framing*) tel qu'employé dans les études portant sur les mouvements sociaux. Le concept de cadrage est caractérisé par les processus d'agentivité et de contestation. Le premier processus découle du fait

que les actions entreprises proviennent de l'initiative des membres de la société civile. Le second renvoie au fait que plusieurs cadres se côtoient, menant quelques fois à des conflits à savoir lequel est le plus approprié (Benford and Snow, 2000, p. 614). Ces cadrages d'action collective servent de base pour les activités de mobilisation et les campagnes des ONG, définies comme étant des *Social Movement Organization* (SMO). Les processus de cadrage impliquent trois tâches, soit l'identification de la source du problème, la formulation des solutions et leurs stratégies ainsi que le recrutement de nouveaux participant.es et la mobilisation d'individus déjà actifs dans la société civile (2000, pp. 616-617).

À cet effet, quelles sont les principales caractéristiques permettant de différencier un cadre d'action collective propre à un mouvement précis et un cadre populaire redéployé à travers différents mouvements, par exemple celui des droits humains? Pour répondre à cette question, les auteurs identifient une première différence, soit la flexibilité et le degré d'inclusion propre à chaque cadre. Une hypothèse proposée est que plus un cadre est inclusif et flexible, plus il y a de chance qu'il devienne ce qu'ils appellent un cadre englobant (*master frame*):

some collective action frames are quite broad in terms of scope, functioning as a kind of master algorithm that colors and constrains the orientations and activities of other movements (2000, p. 618).

Certains cadres peuvent être utiles à un seul mouvement alors que d'autres sont redéployés à travers différents mouvements.

Deux autres caractéristiques importantes distinguant ces types de cadres sont leur influence et leur portée. Ici, il s'agit de déterminer si les cadres d'action collective se limitent à des intérêts particuliers propres à un seul mouvement ou s'ils touchent à des problèmes socioéconomiques plus larges, regroupant alors différents mouvements avec des objectifs similaires (p. 618).

Benford et Snow abordent les questions de résonance, qui traitent de la réceptivité des cadres développés par les mouvements sociaux. Ce concept concerne le degré auquel les audiences ciblées peuvent s'identifier à un cadre mobilisé par un mouvement. Or, le degré de résonance est influencé par deux groupes de facteurs distincts, soient la crédibilité propre à chacun ainsi que sa prééminence.

À ce propos, la crédibilité des cadres déployés dépend de leur cohérence, leur résonance empirique et la perception des militant.es l'ayant formulé. La cohérence du cadre renvoie à la présence ou non de contradictions dans son utilisation ou à une disparité entre ce qui est dit et les actions entreprises subséquemment. La résonance empirique renvoie à la pertinence d'un cadre en

fonction du contexte dans lequel il est déployé. Enfin, plus les individus ayant initié les processus de cadrage sont respectés et pris au sérieux, plus il y a de chance que les cadres formulés soient acceptés.

Pour la prépondérance des cadres, trois dimensions doivent être considérées : la centralité, la « comparabilité expérientielle » et la fidélité narrative. La centralité concerne le degré avec lequel les idées, opinions et valeurs associées sont prioritaires et importantes pour les réalités individuelles et collectives des populations représentées. La seconde dimension renvoie à la congruence des cadres développés avec les expériences de ces mêmes populations. Enfin, la troisième dimension élucide à quel point un cadre est résonant d'un point de vue culturel (p. 622).

Au moment de la création et de la mobilisation des cadres, plusieurs processus sont à l'œuvre. D'un point de vue stratégique, il s'agit d'aller chercher le soutien de nouveaux membres ou d'accroître les ressources nécessaires à la mobilisation. Cela demande, notamment d'élargir le cadre afin de rejoindre le plus de personnes possible. Cet élargissement est une source importante de conflits d'un point de vue interne (*ibid.*, p. 625).

Les auteurs proposent que les études portant sur les cadres d'action collective permettent de comprendre que ces processus soient contestés et ne soient pas appliqués unilatéralement dans une logique *top-down*. De fait, l'utilisation d'un cadre peut avoir différentes conséquences qui ne représentent pas nécessairement les objectifs de ceux et celles l'ayant formulé (*ibid.*).

Les processus contestés (ou de contestation) signifient qu'il est impossible que les militant.es imposent leur propre définition de la réalité et leur conceptualisation d'un enjeu sans être objectés. De fait, plusieurs sources internes et externes de contestations se manifestent entre les acteurs et les actrices participant dans les processus de cadrage (p. 625).

Les auteurs conçoivent les phénomènes de cadrage comme étant en constante évolution. Ces processus sont influencés par de nombreux facteurs socioculturels propres au contexte où ils sont déployés, soient les structures d'opportunités politiques, les opportunités et contraintes culturelles et enfin les populations visées. Ces caractéristiques influencent, entre autres, la résonance d'un cadre et les reformulations possibles tout en tenant compte de l'aspect intrinsèquement culturel de ces processus. En tenant compte de ces facteurs, on peut comprendre ces processus de cadrage comme étant dialogiques et dynamiques et non pas unidirectionnels.

Les auteurs traitent également des effets des processus de cadrage sur les mouvements sociaux. Un de ses effets concerne le lien créé par les processus de cadrage entre identités collectives et identités personnelles. À propos, ils citent les travaux de Hunt et al., qui avaient écrit :

[Not] only do framing processes link individuals and groups ideologically but they proffer, buttress, and embellish identities that range from collaborative to conflictual (Hunt et al., 1994, cité dans Benford et Snow, 2000, p. 632).

Les processus de cadrage jouent un rôle important dans l'alignement des identités personnelles au sein des mouvements sociaux, ayant des répercussions sur le potentiel de mobilisation des personnes concernées.

À ce point, il est important d'aborder quelques critiques formulées à l'égard de la théorie du cadrage telle appliquée à l'étude des mouvements sociaux. Cela permet de nuancer davantage l'utilisation de cette théorie pour cette recherche. Il ne s'agit pas de l'appliquer systématiquement à l'analyse proposée des conflits internes au mouvement LGBTIQ des Philippines, mais bien de s'en inspirer dans la formulation de l'argumentaire.

Le texte de Porismita Borah, *Conceptual Issues in Framing Theory: A Systematic Examination of a Decade's Literature* est approprié (Borah, 2011) aborde un problème général qu'est le manque de recherche à propos de ce qu'elle appelle les cadres mixtes. À son avis, la littérature sur les cadres se concentre principalement sur des cas « uniques » alors que plusieurs cadres peuvent être utilisés simultanément. De fait, cette mixité complique davantage l'instrumentalisation des cadres à des fins de mobilisation. Elle fait également mention du problème du flou entourant la conceptualisation du cadrage, menant à l'utilisation de ce terme pour définir des approches relativement différentes (p. 246).

Une différence importante se manifestant dans la littérature sur le cadrage concerne le choix des caractéristiques étudiées, soit selon une perspective sociologique ou psychologique (p. 247). Chaque perspective apporte une réflexion différente sur l'analyse de ces enjeux. Par exemple, l'approche sociologique s'intéresse plus particulièrement à ce que l'auteure identifie comme des cadres communicationnels (id).

Borah note également que l'approche des théories de cadres dénote la possibilité d'influencer l'opinion des individus en portant l'attention sur des considérations précises. Par contre, il est noté qu'en ce qui a trait aux enjeux politiques, il n'est pas toujours possible de présenter un enjeu de différentes manières sans que certains aspects soient omis par rapport à d'autres. Donc, le concept de cadrage propre aux enjeux politiques est décrit comme la

caractérisation d'une série d'actions guidées par une idée centrale qui sert un rôle de justification et de liaison entre ces actions distinctes. (*ibid.*)

Un autre point majeur noté par l'auteure porte sur l'utilisation de cadres uniques ou de cadres consistants. Elle dénote d'ailleurs un certain manque de différenciation entre un thème, un sujet (« a story topic ») et un cadre. Cette confusion conceptuelle ignore la manière dont les cadres génèrent différentes compréhensions (p. 249). Ce problème se reflète également dans la tendance des études de cadrages à formuler un seul cadre pour le cas étudié. Or, pour bien comprendre ces dynamiques au sein d'un mouvement, il est parfois nécessaire d'étudier simultanément plusieurs cadres à la fois ainsi que l'interaction dans leur utilisation.

Une autre considération majeure concerne l'analyse de la production des cadres. Borah croit qu'il y a des carences quant à l'analyse des multiples acteurs menant à la création de cadres, que ce soient des politiciens, des organisations ou des mouvements sociaux. Elle avance alors l'idée que ce ne sont pas seulement les leaders d'un mouvement qui peuvent contrôler la production de cadre, signifiant que ce n'est pas un processus à sens unique. L'auteure écrit plutôt que la production de cadre est un processus à plusieurs facettes aux influences diverses et provenant de plusieurs sources distinctes (p. 250).

Borah avance également que les études des phénomènes de cadrage se sont beaucoup intéressées aux effets que les cadres peuvent avoir sur les expériences, l'apprentissage et l'attitude politique des groupes ciblés. Toutefois, cela a mené à un manque d'analyse quant aux effets de multiples cadres entourant les mêmes enjeux. Cet aspect de compétition entre les cadres est important à intégrer puisqu'il permet de mieux comprendre les désaccords au sein d'un mouvement quant à l'utilisation d'un cadre plutôt qu'un autre.

Enfin, elle remarque que les effets associés à la production de cadre ne sont pas universels, les individus pouvant avoir une certaine influence sur leur développement. Elle conçoit donc que la compréhension des facteurs individuels dans la production des cadres est nécessaire au développement de ce champ d'études. Il faut prendre en compte le rôle des négociations dans l'analyse des effets des cadres (p. 252).

### L'idéologie et les mouvements sociaux

Une troisième dimension permettant la compréhension des conflits et tensions à l'intérieur des mouvements sociaux provient de la littérature traitant de l'idéologie. En particulier, Mayer N.

Zald, dans son texte *Ideologically structured action : an enlarged agenda for social movement research* (Zald, 2000). Ce texte reconnaît qu'il a été possible pour la discipline d'étudier les mouvements sociaux sans tenir compte de l'idéologie, notamment à travers la théorie des opportunités politiques. Or, il suggère que l'idéologie est un facteur inhérent qui peut avoir des répercussions multiples. Cette manifestation se décrit comme suit :

Ideological concerns may be manifested in elaborate, relatively coherent, and integrated systems of beliefs that have long histories and are widespread in a civilization, or they may be manifested in catch-phrases and metaphors that have mainly local resonance. Cadres and leaders of social movements are likely to have more developed and coherent systems of beliefs than casual adherents, sympathizers, and by-stander publics (p. 4).

Une conséquence directe de l'idéologie selon l'auteur se retrouve dans le comportement des acteurs et actrices actifs et actives dans un mouvement (*ibid.*). En tenant compte de l'idéologie, l'aspect culturel lié aux mouvements sociaux étudiés n'est pas écarté (*ibid.*), critique auparavant adressée aux théories de cadrage. Zald avance que si l'on s'intéresse à l'analyse d'un mouvement particulier, il est nécessaire de considérer les facteurs idéologiques puisqu'ils influencent la vision des militant.es et leur mobilisation (p. 5). Zald suit la logique de Russell Dalton qui, en 1994, a envisagé un rôle différent pour l'idéologie dans l'étude des mouvements sociaux. Auparavant, ce facteur était considéré comme un élément descriptif, mais Dalton l'a plutôt considéré comme élément causal afin d'expliquer l'agenda, les stratégies et les gains obtenus par les mouvements étudiés (p. 6). Ce concept joue donc un rôle important dans le choix des échelles de mobilisation, des cibles concernées par les revendications et des trajectoires de mobilisation des militant.es.

Pamela E. Oliver et Hank Johnston traitent de l'importance de l'idéologie en la distinguant davantage des processus de cadrage. Ces deux concepts sont considérés utiles lorsque distincts pour la compréhension des mouvements sociaux (Oliver et Johnston, 2000). L'idéologie s'intéresse aux systèmes de valeurs des individus et des mouvements sociaux ainsi qu'à leurs dimensions multiples (p. 45). Malgré une certaine distance dans la littérature avec l'idéologie pour analyser les mouvements sociaux, les auteurs considèrent maintenant qu'elle demeure une caractéristique intrinsèque aux processus de mobilisation qui caractérise le choix des actions des militant.es (p. 47). D'ailleurs, plutôt que de parler de résonance, comme cela est le cas pour les cadres d'action collective, l'idéologie est traitée comme un processus devant être appris, notamment par la socialisation et qui est donc beaucoup plus difficile à modifier (p.47-48). Il ne s'agit donc pas d'un outil malléable par les leaders d'un mouvement afin d'orienter les actions du mouvement dans une

direction ou une autre. En intégrant la dimension idéologique dans l'argumentation de ce mémoire, il est possible d'éviter une application de la théorie des cadres minimisant le rôle joué par la culture dans les mouvements sociaux ou limitant son influence aux stratégies de recrutement seulement, approche critiquée à plusieurs reprises (p. 38). Or, pour les auteurs, l'idéologie tient compte du facteur culturel et de son rôle dans le développement des mouvements.

L'idéologie, après l'identité collective et les processus de cadrage, est un concept pertinent à la compréhension des dynamiques des mouvements sociaux. Alors que les cadres ont un rôle plus fonctionnel dans l'influence des actions entreprises par un mouvement, l'idéologie touche plus directement les valeurs des militant.es. Ce faisant, le concept d'idéologie permet d'expliquer leurs actions comme des choix non nécessairement rationnels et calculés. En insistant sur l'importance de l'idéologie, il est possible de dépasser une vision plus statique et relativement fixe des processus et dynamiques à l'œuvre dans les mouvements sociaux et dans les actions de mobilisation.

Ayant traité de la littérature pertinente aux trois premiers facteurs explicatifs, la prochaine section abordera plus en détail la littérature sur les différences organisationnelles, notamment en ce qui concerne la création et le maintien de coalitions.

### Différences organisationnelles et orientations stratégiques

Cette section s'intéresse aux facteurs influençant l'organisation et les orientations stratégiques d'un mouvement. Terry Mizrahi et Beth B. Rosenthal dans leur article *Complexities of coalition building : Leaders' successes, strategies, struggles, and solutions* (2001) abordent les conditions jugées nécessaires pour que les processus de coalition au sein ou entre différents mouvements sociaux soient réussis.

Selon la littérature mobilisée par les auteurs, les facteurs contribuant au succès de la mise en place de coalition sont l'environnement, les caractéristiques de l'adhésion, les processus, la structure, la communication, le but et les ressources disponibles (p. 64). Les auteurs développent ainsi une typologie regroupant ces divers facteurs : les conditions, l'engagement, les contributions et les compétences (p. 65). Les conditions concernent les réalités politiques et économiques, par exemple l'importance et l'urgence associées aux changements revendiqués. L'engagement représente la dichotomie relative aux parts d'altruisme et d'intérêt personnel propre à chaque coalition. Il s'agit de déterminer la part de pragmatisme et d'idéologie au sein de ces mouvements. L'aspect pragmatique d'une coalition vise l'accumulation de ressources et l'augmentation de son

influence alors que les bases idéologiques renvoient plutôt aux « engagements de valeur » (*value-based commitment*), c'est-à-dire un intérêt par des causes plus larges où l'intérêt public peut être défendu (p.65-66). Les contributions jugées nécessaires au maintien de coalitions entre différents groupes sont les ressources, l'idéologie et le pouvoir. Enfin, le critère de compétence concerne le degré de leadership des membres impliqués.

Un apport intéressant des auteurs à la littérature sur les mouvements sociaux découle de cette compréhension plus détaillée du fonctionnement des coalitions, notamment dans l'identification des facteurs déterminants à leur création, mais également à leur maintien (p. 68). On peut donc contextualiser davantage les structures organisationnelles et les choix stratégiques effectués par un mouvement social.

Nella Van Dyke (2003) s'intéresse également aux facteurs permettant les coalitions entre différents mouvements, ce qui approfondit les arguments avancés jusqu'à maintenant. Elle avance que les membres d'une coalition inter mouvements, au même titre que pour les coalitions au sein d'un même mouvement, sont influencées par plusieurs facteurs internes et externes. Ces facteurs sont, notamment les autorités en place, les organisations opposées à leur agenda et les médias (p. 227-228). C'est pourquoi l'auteure cherche à déterminer quels facteurs influencent particulièrement les coalitions entre mouvements tout en comparant leur effet pour les coalitions internes. Par exemple, pour ces dernières, il y a plus de chances qu'elles se forment s'il y a plus de ressources économiques. Toutefois, ces ressources n'ont pas autant d'influence pour les relations entre différents mouvements puisqu'il y a moins de compétition pour le financement, par exemple (p.228).

L'auteure affirme que les coalitions intra et inter mouvements ainsi que les mobilisations sont influencées par les objectifs et buts organisationnels. Les organisations à objectifs multiples risquent de faciliter les processus de coalition, autant au sein d'un même mouvement qu'entre différents mouvements (p. 229). En effet, cette influence se produit en considération des cadres, généralement plus larges et ouverts, et de la publicisation de problèmes impliquant différents mouvements. Ces organisations permettent alors la rencontre de nombreux militant.es travaillant sur divers enjeux tout en facilitant l'échange d'information. Cela alimente les réseaux interpersonnels et organisationnels que l'auteur juge nécessaires afin d'augmenter et de soutenir la participation des individus dans un mouvement (*ibid.*).



L'auteure conçoit également que les acteurs et les actrices au sein d'un mouvement collectif ont plus de chance de se mobiliser au sein d'une coalition s'ils et elles font face à une menace commune importante plutôt que s'ils et elles sont face à des opportunités politiques favorables (*id.*). Ainsi, un ennemi partagé qui aurait des incidences sur les populations représentées par différents mouvements peut agir en tant que facteur facilitant la formation de coalitions. Cela s'explique par le fait qu'il devient une base permettant la construction d'une affinité entre des groupes qui à première vue ne semblent pas partager d'intérêts communs (*ibid.*).

Toutefois, la mobilisation contre un ennemi commun demande l'utilisation d'un cadre général, concept d'ailleurs déjà traité par Benford et Snow. Ce type de cadre doit pouvoir refléter la variété des cadres des différents mouvements se joignant à la coalition. À ce propos, l'auteure est d'avis que les coalitions au sein d'un mouvement se forment autour de menaces locales alors que les coalitions entre mouvements se réalisent en lien avec des menaces plus larges (*ibid.*).

La prochaine section abordera la littérature liée à une variable intermédiaire, mais pertinente à cette étude des mouvements LGBTIQ aux Philippines, soit les structures d'opportunités politiques.

### La théorie des structures d'opportunités politiques

La théorie développée par Sydney Tarrow a largement contribué aux études sur les mouvements sociaux. Pour définir le concept d'opportunité politique, il faut brièvement décrire la dynamique identifiée par Tarrow entre les opportunités (*opportunities*) et les menaces (*threat*) rencontrées par un mouvement. Les opportunités peuvent être simplement décrites comme la perception des militants quant aux possibilités que leurs actions aient des retombées positives alors que les menaces se rapportent aux coûts et aux risques liés à l'action ou à l'inaction (2011, p. 160). En citant plusieurs exemples de mouvements au cours de l'histoire, Tarrow conçoit que des modifications dans cette dynamique d'opportunités et de menaces permettent de comprendre l'émergence et les succès de certains mouvements sociaux (p. 162). De cette dynamique découle la définition du concept d'opportunités politiques :

By the concept of political opportunity, I mean consistent – but not necessarily formal or permanent – dimensions of the political environment or of change in that environment that provide incentives for collective action by affecting expectations for success or failure (p.163).

Il est important de noter dans cette définition l'aspect contingent des structures d'opportunités politiques. En fait, pour Tarrow, elles doivent être perçues et ne sont pas stables et immuables (*ibid.*). Cette théorie avance que les répertoires de conflits (concept de *contention*) augmentent lorsqu'un accès à des ressources externes arrive à convaincre les participant.es d'un mouvement qu'il est possible de s'opposer à un système d'injustice et que les opportunités de mobiliser les ressources nécessaires soient fortes (Tarrow, 2011, p. 160).

Selon Tarrow, ce sont les structures d'opportunités et de menaces qui expliquent les différentes actions entreprises par les classes ouvrières dans des contextes nationaux distincts. De plus, pour Tarrow, les opportunités politiques ne sont pas le résultat de structures objectives, mais plutôt une perception partagée qui motive la mobilisation. Ce partage de cette perception d'opportunités répond à plusieurs mécanismes de conflits. En effet, des processus de communication et d'apprentissage sont nécessaires afin qu'il y ait une mobilisation concrète autour d'opportunités identifiées. À propos, Tarrow précise que:

short-term changes in opportunity cannot compensate for weaknesses in cultural, ideological, and organizational resources (*ib.*, p. 164).

L'approche de Sydney Tarrow autour des structures démontre comment les opportunités politiques ont une influence sur le choix d'actions des militant.es engagé.es dans un mouvement donné. À titre d'exemple, il est pertinent de tenir compte de l'importance accordée aux allié.es influent.es dans les processus d'opportunité politiques. Cela peut encourager et initier les revendications de certains mouvements lorsque les membres perçoivent qu'ils ou elles ont le support d'alliés importants dans les différentes instances gouvernementales auxquelles les militant.es s'adressent (p. 166).

Dans le cadre de cette recherche axée sur les dynamiques internes et leur rôle dans la fragmentation des mouvements, il est pertinent de tenir compte de la dynamique entre structure d'opportunités politiques et menaces contre le mouvement. Ainsi, il sera possible de nuancer mon explication des dynamiques internes en considérant la façon dont certaines sources de financement ou niveaux de réceptivité des instances gouvernementales ont une influence sur l'éclatement des actions de mobilisation. L'argumentaire ici proposé permet d'éviter que le problème de la stagnation des gains du mouvement LGBTIQ soit abordé uniquement à l'aide d'une lentille de conflits internes, approche qui pourrait être critiquée si elle est appliquée unilatéralement et sans nuances.

La dernière section de ce chapitre se penche sur l'apport de ces éléments théoriques à la compréhension des dynamiques internes des mouvements LGBTIQ philippins.

### La littérature appliquée aux mouvements sociaux LGBTIQ : concepts retenus

En ce qui concerne la théorie sur l'identité collective, les définitions avancées par Melucci et Voegtli quant à son aspect contingent évolutif amènent à considérer l'ampleur et la constance du travail des communautés LGBTIQ dans le déploiement de leur identité. D'une part, il est nécessaire de se définir par rapport à la population externe au mouvement. D'autre part, il existe une constante contextualisation de ces identités au sein du mouvement, certains membres préférant les terminologies locales et d'autres les terminologies transnationales. Il est important de comprendre les identités LGBTIQ comme étant contingente et ancrée dans un processus dialogique. Ce faisant, on remarque la difficulté de leur déploiement tout en analysant les réticences affichées par certains groupes et membres de ces communautés. Elles ne sont pas fixes ni ne sont acceptées unilatéralement par toutes et tous, ce qui permet de comprendre davantage les enjeux auxquels ces groupes sont confrontés dans leur mobilisation. De plus, les identités collectives se situent dans un contexte de dialogue et de négociation pluridirectionnel continu, permettant à plusieurs individus et groupes de redéployer leur propre compréhension de ces identités. Cette approche permet de dépasser une approche essentialiste de ces identités, ce qui est particulièrement pertinent dans le cas philippin.

Le rôle de l'identité collective dans les processus de mobilisation permet d'appréhender les conflits entre les différents membres et organisations des communautés LGBTIQ aux Philippines. En effet, dans ce mouvement, le façonnement d'une identité collective nécessaire à leur mobilisation nécessite le dialogue entre de multiples identités locales, nationales et transnationales. Ce dialogue mène à des tensions importantes influençant le potentiel de mobilisation et la force des revendications mise de l'avant. Ainsi, pour comprendre les dynamiques internes de ces mouvements et saisir les difficultés rencontrées, il est nécessaire de traiter des problèmes liés à la formulation de cette identité collective.

Quant au débat entourant la politique de l'identité mentionné par Bernstein et Taylor, il s'agit d'une discussion qui se retrouve également de façon empirique dans le contexte philippin. Cette approche identitaire y est acceptée par plusieurs, mais vivement critiquée par d'autres groupes. De plus, ces conflits mènent à un rejet d'une identité collective LGBTIQ ou à une

identification partielle, ce qui a des répercussions sur les possibilités de mobilisation et l'efficacité des actions entreprises. Ainsi, ces auteurs offrent une compréhension des dynamiques conflictuelles internes liées au déploiement d'une identité collective.

L'apport de la théorie du cadrage se trouve dans son déploiement du concept de *master frame*. L'utilisation du sigle LGBTIQ est un bon exemple d'un cadre relativement large et assez populaire pour être déployé à travers différents mouvements dans des contextes nationaux et locaux distincts. Or, cela permet d'appréhender certaines sources de tensions internes importantes. La mobilisation de ce type de cadre ne se fait pas facilement considérant que ce ne sont pas toutes les militant.es qui désirent s'y associer. Pour certains, l'utilisation d'un cadre « occidental » peut être perçue comme un manque de sensibilité à l'égard des identités locales.

Dans le même ordre d'idées, la théorie des cadres permet de s'intéresser aux dynamiques conflictuelles dans l'utilisation et la promotion des identités LGBTIQ et du cadre appelé Sexual Orientation and Gender Identity Expressions (SOGIE). En lien avec le concept de cohérence des cadres, il faut réitérer la nécessité que ce dernier soit cohérent avec les réalités vécues des individus supposément représentés. Il s'agit d'un premier point débattu aux Philippines ; plusieurs groupes considèrent que les identités LGBTIQ ne sont qu'un redéploiement d'identité occidentale ne s'appliquant que partiellement à leurs réalités. De plus, l'importance accordée à la réputation des militant.es déployant ces cadres met en lumière un autre enjeu important aux Philippines. Cet enjeu se manifeste par le fait que les militant.es des grands centres urbains, particulièrement Manille, n'ont pas la légitimité de s'exprimer au nom de toutes les communautés LGBTIQ au pays. Ce faisant, la crédibilité du cadre privilégié par une large portion du mouvement est remise en question. La théorie du cadrage permet alors d'appréhender diverses sources de conflits entre les différentes factions du mouvement.

Un autre aspect problématique soulevé dans la théorie du cadrage est la portée des cadres déployés. Bien que d'un point de vue stratégique, il soit utile d'élargir un cadre afin de mobiliser le plus de personnes possibles, cela ne se fait pas sans critique. Il faut se questionner quant aux limites pour les militant.es d'un mouvement d'élargir cette portée. Aux Philippines, ce problème se manifeste notamment lorsque certaines personnes essaient de décrire les actes de violence envers les femmes trans comme des enjeux de pauvreté ou encore de classes. Or, pour d'autres militant.es, il faut traiter ces événements comme étant des actes de violence commis en considération du genre

ou de l'orientation sexuelle d'un individu. Ainsi, la notion de cadrage permet de tenir compte d'un problème majeur aux Philippines et est abordée plus en détail dans l'étude de cas.

Par ailleurs, les critiques adressées à la théorie de cadrage permettent de nuancer l'utilisation des concepts centraux. Comme le mentionne Borah, un problème majeur de la théorie était sa tendance à étudier les phénomènes de cadrage de manière statique, en s'intéressant à un seul cadre à la fois. Cela ne tient pas compte que les mouvements peuvent être influencés par plusieurs cadres simultanément, complexifiant davantage leur utilisation par les membres de la société civile. Cela est particulièrement frappant à l'intérieur du mouvement LGBTIQ où il y a d'abord une compétition et une tension entre les cadres transnationaux et les cadres nationaux et locaux. De fait, il faut demeurer sensible à cette multiplicité, puisque ces différents cadres ont des répercussions importantes sur le mouvement. Il serait peu approprié d'analyser le développement de la mobilisation de ces communautés en ne tenant compte que de l'utilisation du cadre LGBTIQ, considérant l'influence que des mouvements comme celui des femmes ont eue sur son évolution récente.

En ce qui concerne la littérature portant sur l'idéologie, elle permet de tenir compte des dynamiques culturelles et des valeurs propres aux individus, ce qui influence considérablement la portée de leur mobilisation. Il est donc possible d'appréhender la façon dont certaines sources de tensions sont beaucoup plus importantes que les conflits de cadrage. Au-delà des désaccords quant à l'utilisation du sigle LGBTIQ aux Philippines, il y a des différences idéologiques fortes qui divisent le mouvement et qui sont difficiles à surmonter. Ainsi, la résolution de ces conflits en vue d'une mobilisation plus efficace exige beaucoup plus que l'identification d'un cadre accepté par la majorité des militant.es du mouvement social philippin.

Parallèlement, appliquée à cette recherche, la littérature sur les coalitions permet de cerner plus exactement les conditions de coopération entre les groupes et les facteurs poussant les membres à s'allier avec certaines organisations plutôt que d'autres. De là, on peut analyser les dissensions internes au mouvement et déterminer comment cela affecte le développement d'un agenda commun favorisant la protection des droits des communautés LGBTIQ. De plus, il est important de s'intéresser aux conditions favorisant les coalitions intra et inter mouvements puisque les actions des groupes LGBTIQ ne se fait pas sans l'appui et le support de mouvements connexes, par exemple les mouvements féministes ou de promotion des droits humains. Enfin, considérant les enjeux de pauvreté et de classe souvent associés aux problèmes du mouvement LGBTIQ, on

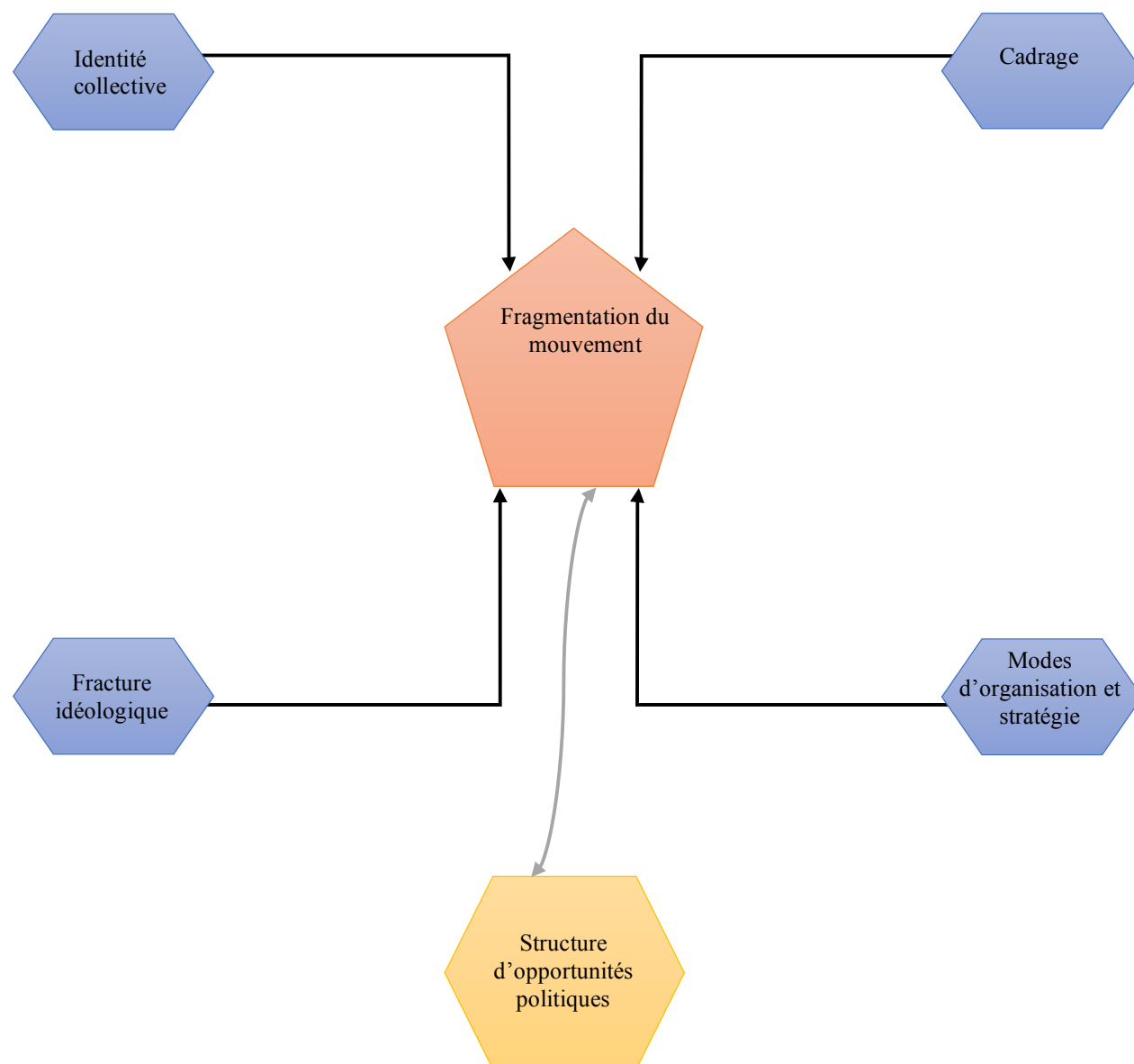
comprend davantage l'intérêt des coalitions externes (des mouvements distincts), et internes, avec les différents militant.es et organisation du mouvement LGBTIQ.

Finalement, les considérations d'opportunités politiques ont été abordées à plusieurs reprises au cours des entrevues et permettent de mieux comprendre les actions des organisations LGBTIQ aux Philippines. Bien que cela n'explique pas la division interne du mouvement, les structures d'opportunités politiques apportent une compréhension quant aux choix des militant.es LGBTIQ dans leur échelle d'action. Un exemple important est celui du financement international, qui pousse les militant.es à être plus actifs et actives à l'échelle internationale. De plus, cela peut également avoir des répercussions sur le type de mesures promues par ces groupes, considérant les exigences de ce type de financement. Ainsi, l'apport de cette perspective théorique pour l'étude de cas est la nuance accrue de l'analyse du dynamisme du mouvement et sa diversité d'actions. Dans le même ordre d'idée, en traitant de l'utilisation du sentiment d'anxiété à des fins de mobilisation, on remarque que cela pose un problème puisque les individus LGBTIQ ne se considèrent pas nécessairement dans une situation de discrimination. Cela découle, entre autres, de la tolérance relative des identités plus traditionnelles *baklas* et *tomboys*.

Avant de traiter plus en détail de la contextualisation de la littérature sur les mouvements sociaux et LGBTIQ en Asie du Sud-Est et aux Philippines dans le prochain chapitre, il est possible d'illustrer le cadre conceptuel découlant de cette revue de la littérature.

Cadre conceptuel

Question : quels sont les facteurs endogènes au mouvement qui expliquent sa fragmentation?



### Troisième chapitre : L'étude des mouvements sociaux en Asie du Sud-est et aux Philippines

Pour traiter du rôle joué par les dynamiques conflictuelles internes dans la fragmentation du mouvement LGBTIQ aux Philippines, il est pertinent de survoler la littérature sur les mouvements sociaux en Asie du Sud-Est plus généralement. Cela permet de lier les apports théoriques du chapitre précédent au contexte empirique choisi.

Je propose d'aborder des ouvrages traitant plus spécifiquement des mouvements sociaux en Asie du Sud-Est. De plus, ce chapitre permet d'illustrer la particularité de ces mouvements sociaux dans la région et plus précisément aux Philippines, notamment en abordant les études réalisées sur les mouvements LGBTIQ. Ainsi, il en découlera une utilisation plus nuancée des concepts mis de l'avant, évitant une approche réductrice de la réalité des mouvements sociaux LGBTIQ aux Philippines.

#### Les mouvements sociaux en Asie du Sud-Est

Dans son ouvrage *Social Activism in Southeast Asia* (2012), Michele Ford offre une perspective qui tient compte de la spécificité propre à la région Sud-est asiatique. L'ouvrage précise qu'il est erroné d'essayer d'appliquer un cadre d'analyse des mouvements sociaux fondamentalement occidental. Au contraire, elle avance qu'il est approprié d'utiliser différents concepts provenant de théories distinctes, de manière à demeurer sensibles au contexte sud-est asiatique. Elle formule aussi une critique de la théorie des nouveaux mouvements sociaux. Selon elle, le problème est la tendance à créer une distinction entre « vieux » et « nouveaux » mouvements sociaux, donc entre identité matérialiste et identité post-matérielle. Cette analyse découle du développement des mouvements sociaux en Europe et en Amérique du Nord et ne peut donc pas être utilisée littéralement dans le contexte sud-est asiatique sans présenter des limites majeures. Elle précise d'ailleurs :

this body of theory [New Social Movement] is an extrapolation from a particular historical moment in a particular kind of society, it has limited descriptive power in situations where social movements are in effect a hybrid between 'old' and 'new' (Ford, 2013, p.2).

L'approche des nouveaux mouvements sociaux ne peut rendre compte de l'aspect hybride des mouvements sociaux en Asie du Sud-Est. En conséquence, l'utilisation de ces concepts



théoriques doit être sensible à ce problème et nuancer leur application à la recherche. Il faut tenir compte de ces biais inhérents à la littérature.

Ford en arrive à la conclusion que, malgré la pertinence des théories dominantes, leur bien-fondé dans l'étude des mouvements sud-est asiatiques se situe dans l'amalgame de concepts qu'elles fournissent et non dans l'utilisation d'une seule d'entre elles :

[It is] the smorgasbord of analytical concepts that [the theories] collectively provide – rather than any one model – that is truly useful when it comes to understanding particular movements [...] (p. 7)

Selon l'auteure, l'approche théorique la plus pertinente serait cet amalgame jumelé avec une analyse détaillée du contexte.

Pour sa part, Meredith Weiss, dans son texte « Civil Society and Close Approximation Thereof » (2008), avance qu'il est possible d'élargir notre compréhension générale du concept de société civile (et d'action collective) en science politique en s'intéressant aux pays d'Asie du Sud-Est. Elle rejette la définition classique de la discipline qui pose la société civile comme vectrice de développement démocratique. Selon l'auteure, une telle approche ne considère pas les différentes formes selon lesquelles la société civile peut se matérialiser. Ce faisant, cette approche n'offre qu'une analyse partielle de l'importance que la société civile peut jouer en tant que force politique. D'ailleurs, elle avance l'idée selon laquelle l'utilisation conventionnelle de ce terme demeure conservatrice et ne permet pas de comprendre ces enjeux en dehors du contexte occidental et nord-américain. Conséquemment, son étude en Asie du Sud-Est permet une reformulation de l'identité collective en tant que concept, dénotant également le rôle que ces études peuvent avoir dans notre propre compréhension de théories en science politique. À propos, Weiss écrit:

[t]he range of institutional and cultural cognates for civil society in the region mandates that we rethink our sense of the term and lays the ground for more targeted theoretical interventions (2008, p. 147).

L'étude de cette région permet de saisir comment le concept de société civile peut se déployer même dans des contextes semi ou non démocratiques. Ainsi, les pays d'Asie du Sud-est démontrent comment l'existence de la société civile peut être favorisée dans certains régimes, même lorsque peu d'évolution démocratique est anticipée. Également, la société civile peut prendre différentes formes et être intégrée à des dynamiques variées tout en n'étant pas complètement indépendantes de l'État. Or, malgré ces différentes formes possibles, l'auteure conçoit la société civile comme étant un terrain important d'engagement et de transformation en Asie du Sud-Est (2008, p. 152). En ce sens, il est possible d'outrepasser la conception occidentale du terme et

d'envisager différents degrés de transformations politiques pouvant être apportés. Cette approche fournie par Weiss nuance également l'idée selon laquelle les changements promus par la société civile sont nécessairement progressifs. Ainsi, il peut être contraignant et erroné d'associer systématiquement la société civile à un processus de démocratisation.

Vincent Boudreau, dans son chapitre « Philippine contention in the democratic 'transitions' », contextualise davantage les mouvements sociaux aux Philippines (2012). Il réfute l'idée les associant à un processus de démocratisation. Pour Boudreau, malgré que des demandes de réformes aient été formulées sous le régime de Marcos (1972-1986), elles ne provenaient pas d'un programme de démocratisation. Plus précisément, il stipule qu'elles reflètent un programme avec plusieurs objectifs, manifestant un désir de prise de pouvoir et de réforme chez les groupes révolutionnaires (p. 58). Il fait alors une distinction entre les mouvements naissant lors de crises politiques et ceux les précédant. Les premiers se concentrent sur des questions de démocratisation alors que les seconds ont un agenda à multiples facettes. Ce dernier point caractérise les Philippines (*ibid.*).

Selon Boudreau, l'association systématique entre démocratisation et pacification est aussi erronée. En effet, d'autres sources de conflits peuvent émerger dans ces processus démocratiques et créer de nouvelles dynamiques d'opposition. D'ailleurs, il avance que ces processus ne résolvent pas les conflits au sujet de la gestion des nouvelles institutions démocratiques créées. Comme il le mentionne justement :

Electoral competition can rupture principled advocacy alliances, or at least make advocacy seem merely a resource in somebody's quest for power (p. 59).

Vincent Boudreau apporte ainsi une nuance quant à l'approche des mouvements sociaux à utiliser dans l'étude du cas philippin et propose de s'émanciper d'une approche téléologique universelle qui inscrit les mouvements sociaux dans une série d'étapes à suivre. Cela évite la création de généralisations simplistes qui ne tiennent pas compte de la réalité complexe de ces phénomènes sociaux.

Au début des années 1990, plusieurs projets de réformes majeurs ont été adoptés et mis de l'avant par divers mouvements sociaux, alimentant un certain optimisme quant aux possibilités de changement pouvant être apporté par les membres de la société civile. Toutefois, Boudreau remarque que de nouveaux conflits ont émergé de cette situation, notamment en ce qui concerne les premiers bénéficiaires de ces nombreux projets. De plus, il souligne que les divisions marquant le mouvement sont devenues plus visibles lorsque certains membres de la société civile ont obtenu

des postes gouvernementaux. Plusieurs d'entre eux ont se sont alors concentré des enjeux précis, selon des intérêts personnels (p. 64). Cette situation a créé une dynamique particulière où les engagements politiques de certains membres de la société civile ont mitigé les critiques adressés au gouvernement. Vincent Boudreau croit en fait que cela a mené à des alliances non cohérentes avec les objectifs poursuivis par les mouvements (p. 65).

Boudreau conçoit que les mouvements sociaux créés après la chute du régime de Marcos sont novateurs jusqu'à un certain degré, conservant des caractéristiques des formes de mobilisations antérieures. Il s'agit, entre autres, de la fluidité des alignements politiques, ces derniers étant plus motivés par la prise du pouvoir que par des positions idéologiques distinctes. Différenciant l'évolution de ces mouvements comparativement à celle connue dans les pays occidentaux, Boudreau avance que les mouvements philippins, bien que conservant une relative capacité de mobilisation et de protestation, ont de plus en plus collaboré avec les différentes factions à l'œuvre dans le milieu politique national. De l'accroissement de ces liens entre mouvements sociaux et factions politiques découle des modèles préétablis d'action collective, menant à une forme de domestication du militantisme. Ainsi, les mouvements sociaux s'inscrivent de plus en plus dans les formes traditionnelles de compétition aux Philippines (p. 69).

Dans son ouvrage *Civil society in the Philippines* (2013), Gérard Clarke précise que les définitions classiques de société civile n'arrivent pas à saisir sa manifestation aux Philippines. La première définition classique à laquelle il fait référence est celle de John Keane, qui voit la société civile comme « an ideal-typical category », c'est-à-dire comme un concept normatif. Selon lui, cette approche ne tient pas compte des caractéristiques réelles de la société civile. La deuxième est celle des théoriciens qui considèrent la société civile comme un espace réel distinct, séparé de l'État et des dynamiques commerciales. Enfin, la troisième définition provient des théoriciens démocratiques et place la société civile comme contrepoids à l'État. Or, pour comprendre le cas philippin, Clarke stipule que le concept de société civile :

[...] has both cognitive and structural dimensions. It is legally distinct from the state and the market, and thus serves as a counter-weight to each in the context of democracy and capitalism. And while Philippine civil society is analytically distinct from both the state and market, it overlaps with each, as a result of extensive inter-institutional relationships (Clarke, 2013, p. 187).

Pour Clarke, la distinction entre État, marché et société civile est simpliste, compte tenu des différents liens existants entre ces trois sphères aux Philippines (2013, p. 190).

Un autre aspect pertinent de l'étude de la société civile est les relations tumultueuses entretenues avec l'État, autant sous le régime de Ferdinand Marcos que sous la présidence de Gloria Macapagal-Arroyo (2001-2010). Bien que la consolidation de la société civile soit reconnue par plusieurs lois, les militant.es ont souvent été les victimes de répressions majeures. En effet, sous prétexte que plusieurs menaces planaient sur différentes régions du pays, les gouvernements de Joseph Estrada (1998-2001) et Gloria Macapagal-Arroyo ont permis à l'armée et divers groupe paramilitaire de tuer, torturer ou encore détenir les personnes soupçonnées d'avoir un lien quelconque avec ces menaces (Clarke, p. 90). Plusieurs membres de la société civile ont été visés par ces accusations, menant à une série de disparitions. Cet incident a finalement justifié la rédaction d'un rapport de l'ONU à ce sujet (id). Ces informations témoignent que, malgré le dynamisme important retrouvé au sein de la société civile philippine, il est erroné de concevoir qu'elle soit protégée et favorisée par le gouvernement. La relation entre l'État et la société civile fluctue significativement entre chaque administration.

Pour Clarke, il devient difficile de faire la différence entre les membres de la société civile ayant des aspirations politiques de ceux et celles se posant dans une logique protestataire dans le système parlementaire (*ibid.*, p.73). Bien qu'à priori cet ouvrage ne traite pas des facteurs internes influençant les mouvements sociaux aux Philippines, il s'agit d'une considération ayant des répercussions sur la coopération entre les différents groupes militants. Cela permet de contextualiser les réticences de plusieurs membres LGBTIQ quant aux liens qu'entretiennent les organismes influents avec des branches gouvernementales. Pour plusieurs, l'activisme de certains groupes reflète plus un intérêt politique que de réelles motivations altruistes. De ces allégations proviennent des accusations selon lesquelles le mouvement est en réalité instrumentalisé par le gouvernement.

Ces perspectives des sociétés civiles en Asie du Sud-Est font ressortir l'importance des différences entre les groupes LGBTIQ et les différentes sources de conflits entre groupes et militant.es. Elle permet également de tenir compte de l'hétérogénéité de ces mouvements, évitant d'assumer que les communautés LGBTIQ soient perçues comme un groupe homogène qui partage nécessairement les mêmes objectifs. Conséquemment, il devient possible d'analyser davantage les obstacles rencontrés par les mouvements LGBTIQ lorsqu'il est question de promouvoir leur agenda respectif.

L'analyse proposée dans le présent travail cherche à adopter une compréhension nuancée de la société civile qui permet de prendre en compte les différentes forces à l'œuvre au sein du mouvement LGBTIQ. En effet, les différents groupes et militant.es impliqué.es ne possèdent pas nécessairement les mêmes buts ni ne représentent tous des vecteurs de changements progressistes.

Inspirée par cette approche, je propose d'aborder la société civile comme étant un concept fluide et contingent au contexte auquel il est appliqué. Dans cette recherche, il n'est pas question d'analyser les enjeux de mobilisation des communautés LGBTIQ en comparaison de ces mêmes mouvements aux États-Unis ou en Europe<sup>7</sup>. En effet, cette tendance à la comparaison crée une perspective téléologique de ces enjeux et ne permet pas une analyse cohérente des dynamiques propres à la région.

### Contextualisation des enjeux LGBTIQ aux Philippines

Au premier coup d'œil, les Philippines pourraient paraître comme un cas paradigmatique de tolérance envers les communautés LGBTIQ. Cela se traduirait, notamment, par la présence reconnue et acceptée des identités *baklas* et *tomboys*, souvent traduits à tort par gaies et lesbiennes. Aux Philippines, ces deux termes réfèrent à des conceptions différentes du genre. D'abord, le terme *bakla* renvoie à la présence d'une âme féminine à l'intérieur d'un corps masculin (Garcia, 2008, p. 25). Ainsi, les besoins et les désirs d'un individu *bakla* seraient similaires à ceux d'une femme. Or, en ce qui concerne les relations avec d'autres partenaires, il chercherait avant tout à rencontrer des hommes hétérosexuels et s'identifiant comme « masculins ». Martin Manalansan rapporte qu'une relation entre deux *baklas* est souvent perçue comme : [...] incestuous, unnatural, and weird. Some *baklas* view the act in cannibalistic terms » (Manalansan, 2006, p. 25).

Cette situation ramène les relations entre un *bakla* et un homme masculin à une relation hétérosexuelle, qui se définit par le genre et l'identité sexuelle des partenaires et non pas en fonction du sexe biologique. Malgré la tolérance importante témoignée envers ces individus, elle est conditionnelle à sa présence dans un cadre hétérosexuel, renforçant ainsi les valeurs hétéronormatives de la société philippine. Comme l'avance l'auteur Neil Garcia, la culture *bakla* ne mène pas à une libération de ce système de valeurs, mais, au contraire, le renforce plutôt (Garcia, 2010, p. 270).

---

<sup>7</sup> Un point théorique qu'apportent également les études de Natalie Oswin (2006) et Peter A. Jackson (2001). Ces études des identités LGBTIQ critiquent la comparaison avec les identités occidentales, souvent placées comme référence alors que cela n'est pas concluant.

Lorsqu'il s'agit de femmes s'identifiant au genre masculin, le terme le plus souvent retrouvé est celui de tomboy. Comme le bakla, la tomboy est associée à des comportements et des besoins du sexe opposé, dans ce cas-ci beaucoup plus masculins et se rapprochant de ceux des hommes hétérosexuels. Tout comme il est attendu que les individus baklas occupent certaines occupations, les tomboys sont souvent représentées comme des agents de sécurité ou bien des chauffeurs d'autobus, encourageant le développement et la reproduction de stéréotypes qui peuvent servir de bases discriminantes pour les individus LGBTIQ (Tan, 2001, p. 122). À titre d'exemple, lorsqu'il est question d'emploi, bien que les stéréotypes professionnels concernant les individus baklas et tomboys ne soient pas absolument représentatifs, ils justifient souvent leur marginalisation et réduisent les possibilités d'avancement (Soriano, 2014, p. 24).

L'étude de Michael Peletz, *Gender, Sexuality, and Body Politics*, nuance la compréhension de cette tolérance au sein de la société philippine des identités bakla et tomboy. Dans son étude, il remarque que les rapports entre personnes de même sexe en Asie dépendent plus précisément de la façon dont chaque individu est généré. Peletz suggère que dans la région, ce qu'il appelle « sexual transgression » n'est pas source de plus de réprimandes. Il s'agirait plutôt des « gender transgression ». En fait, il avance que le concept d'homogender, plutôt que l'homosexualité, consiste la véritable menace perçue pour la communauté LGBTIQ. Une perspective sensible au contexte philippin permet alors de mettre en lumière ces dynamiques particulières des revendications du mouvement LGBTIQ, qui diffèrent des développements récents en Amérique du Nord et en Europe.

### Évolution des mouvements sociaux des communautés LGBTIQ aux Philippines

L'apport de Meredith Weiss se dénote également dans son analyse de l'évolution des répertoires identitaires pour les mouvements sociaux en Asie du Sud-Est, notamment aux Philippines. Dans son texte *Winning and losing in the modern era : Identity, mobilisation, and empowerment in Southeast Asia*, elle démontre le fait que les répertoires identitaires évoluent constamment et que, dans le contexte actuel, ces identités sont beaucoup plus liées à des idéologies partagées qu'à des statuts socioéconomiques et de classe. Cette justification découle de son analyse des mouvements paysans et de la mobilisation LGBTIQ aux Philippines, en Indonésie et en Malaisie. L'auteure écrit :

an increasing share of Southeast Asian activism centres not on structural categories, but issues: human rights, environment, sexuality. (Weiss, 2015, p. 104).

Pour elle, ces mouvements témoignent d'un nouveau type de répertoire identitaire pouvant être employé à des fins de mobilisations. Par exemple, elle présente la mobilisation du parti politique LGBTIQ philippin Ladlad<sup>8</sup>, qui a mené à une mobilisation légitimant les identités LGBTIQ et a formulé des objectifs précis pour ces communautés. Cette mobilisation représente un potentiel important pour le cadrage et les politiques de coalitions. (*ibid.*, p. 105).

En étudiant ces nouvelles formes de mobilisation, Meredith Weiss avance l'idée selon laquelle la mobilisation des communautés LGBTIQ permet de dépasser certains clivages sociaux ou encore religieux (*ibid.*, p.106). Ainsi, en s'intéressant à ces enjeux précis, il est possible de constater l'évolution et les changements apportés à notre compréhension des mouvements sociaux dans la région, notamment en les liant à des dynamiques transnationales. De plus, le traitement de l'auteure du concept identitaire réitère l'importance de le concevoir comme étant un construit contingent au contexte dans lequel il est déployé. Le déploiement des identités LGBTIQ est un processus de négociation qui implique de nombreuses définitions provenant de différentes sources. L'utilisation de ces catégories est sujette à changements et a des répercussions importantes pour le mouvement LGBTIQ. La définition de l'identité collective n'est pas encore partagée ou acceptée par tous les membres de cette communauté, influençant ainsi la mobilisation de ces groupes. L'analyse de Weiss permet non seulement de dénoter les nouvelles bases sur lesquelles les mouvements sociaux se construisent en Asie du Sud-Est, mais aussi l'évolution constante des identités collectives. Il est possible de s'intéresser subséquentement aux effets potentiels sur les dynamiques internes du mouvement LGBTIQ.

L'argumentation de Weiss est rejointe par celle de Cheryl Ruth Reyes Soriano, qui s'intéresse à la mobilisation des communautés LGBTIQ et se questionne quant aux possibilités de mobilisation offertes par les médias en ligne (Soriano, 2014, p. 21). En analysant comment Internet permet de réduire les coûts de mobilisation et facilite le dialogue entre les membres de ces communautés, Soriano abonde dans le même sens que Weiss en affirmant que les mouvements LGBTIQ outrepassent certains clivages sociaux, comme la classe de chaque individu (*ibid.*, p. 22).

L'apport de l'auteure se situe dans la contextualisation des enjeux LGBTIQ aux Philippines. Elle précise qu'à plusieurs niveaux, la société philippine demeure tolérante face aux individus LGBTIQ. Cela s'illustre notamment par le fait que les Philippines ont été le premier pays à tenir une marche gaie et lesbienne et à légaliser le premier parti politique LGBTIQ (*ibid.*, p. 24). Bien

---

<sup>8</sup> Ladlad est une expression qui peut se traduire librement par sortir du placard.

que cette tolérance soit relativement élevée, l'auteure remarque qu'au moins 156 meurtres commis depuis 1996 au sein de ces communautés ont été enregistrés, avançant que :

[...] while a degree of passive tolerance towards the LGBT community exists in the Philippines, this tolerance and leniency do not equate to equal protection by the law (*ibid.*).

Cette tolérance est conditionnelle à ce que ces identités reflètent les stéréotypes établis, limitant ainsi l'expression de ces communautés. L'analyse de Soriano permet de situer les communautés LGBTIQ et de comprendre la position ambivalente dans laquelle elles se retrouvent. Il s'agit en fait d'une société tolérante seulement selon des cadres hétéronormatifs établis, ce qui ne protège pas ces communautés des actes de discrimination et de violence.

En ce qui concerne l'évolution de la mobilisation LGBTIQ, l'article de Michael Tan *Survival Through Pluralism* est pertinent à l'analyse. Selon lui, bien que plusieurs groupes aient été créés avant 1990, peu d'entre eux s'intéressaient vraiment aux enjeux de ces communautés et étaient plus concernés avec le domaine du divertissement. Tan avance que seulement avec la création dans les années 1990 de groupes comme ProGay et the Library Foundation, un engagement plus significatif de ces communautés s'est construit (Tan, 2008, p. 124).

En retraçant cette évolution récente, Tan réussit à décrire la diversité propre à ces communautés. Par exemple, des conflits émergent entre les individus ayant une identité jugée plus occidentale, face à ceux et celles qui préfèrent des identités locales. Selon Tan, les rapports de classes jouent également un rôle dans la construction des communautés LGBTIQ, diversifiant davantage ces communautés en fonction de leur statut socioéconomique (*ibid.*, p. 128). Il note que l'émergence de ces mouvements est complexe et ne se fait pas sans la manifestation de certains facteurs de différenciation. Il est donc important de concevoir ces communautés comme étant hétérogènes et ne pas supposer l'homogénéité de leur mobilisation dans un mouvement social.

Tan remarque également que l'adoption d'identités LGBTIQ plus occidentales peut amener des tensions, notamment parce que cette utilisation risque de réifier ces identités à une définition précise et rigide. Ce faisant, cela pourrait mener à une sous-représentation de certains individus plus désavantagés au sein de ces groupes (*ibid.*, p. 130). Ce conflit entre les différentes compréhensions des identités LGBTIQ est important puisqu'il s'agit d'un facteur de différenciation au sein du mouvement ayant des répercussions quant aux possibilités de mobilisation de ces acteurs et à la création d'actions collectives communes significatives. Enfin, il est important d'analyser



plus en détail les influences provenant des mouvements occidentaux, qui occupent une place importante dans les discussions sur ce sujet.

Ryan Richard Thoreson s'intéresse au déploiement des normes LGBTIQ internationales dans le contexte philippin et à ses effets pour la mobilisation de ces communautés (Thoreson, 2012). Selon lui, les militant.es sont capables de relier ces concepts au contexte local et de leur donner un sens par rapport aux identités déployées aux Philippines. L'identité bakla est alors comprise comme étant une identité transgenre, créant une définition compréhensible selon les termes utilisés par les organisations. Cela renvoie à l'argument considérant l'identité comme un processus de négociation qui doit être adapté selon des considérations transnationales, nationales et locales. Le déploiement de ces identités est en fait un phénomène dialogique complexe, où différentes interprétations se rencontrent. Ce déploiement des identités LGBTIQ n'est toutefois pas accepté par toutes et tous. Il n'est donc pas possible d'affirmer que tous les membres de ces communautés s'y identifient. De cette façon, il est possible d'entrevoir comment cette utilisation des identités occidentales n'est pas unilatérale et que le partage d'une identité collective n'est pas aisé.

Pour sa part, Thoreson apporte une compréhension quant au rôle des ONG dans le redéploiement à l'échelle locale des terminologies occidentales. Ainsi, il offre des clarifications quant à la portée des identités LGBTIQ transnationales. Notamment, la bisexualité représentée par le B du sigle est difficilement reconnaissable dans la société philippine, considérant que certains individus peuvent entretenir des rapports sexuels homosexuels, mais se considérer strictement hétérosexuels. Dans les campagnes de sensibilisation, notamment pour la prévention du VIH/Sida, l'acronyme MSM (« men who have sex with men ») est plus souvent retrouvé (*ibid.*, p. 547).

Pour Thoreson, la portée du déploiement des concepts transnationaux dépend du travail des militant.es qui agissent en tant que médiateurs dans leur importation (*ibid.*, p.534). Analyser les mouvements sociaux des communautés LGBTIQ demande que l'on s'intéresse aux influences régionales et internationales dans le travail des militant.es philippins. L'activisme LGBTIQ consiste en un travail constant de contextualisation de termes globaux et de définitions d'identité multiples pour qu'elles soient compréhensibles dans ce même langage. Enfin, il est aussi important de s'intéresser à la réception de ces identités au sein des communautés LGBTIQ et aux tensions émergeant de leur utilisation.

Thoreson remarque également que la mobilisation des communautés LGBTIQ aux Philippines demande une certaine sensibilité aux enjeux de classes, de genre, de religion et d'ethnicité, notamment (*ibid.*, p.539). De fait, la mobilisation de ces organisations demeure plutôt fragmentée :

[...] the historical split between gendered strains of LGBT organizing has often meant that the most visible forms of advocacy in the Philippines are things such as LAGABLAB's non-discrimination bill and the annual planning of Pride — projects that are directed not at a particular community but where brokers can find common cause under the broad categories of sexual orientation and gender identity (*ibid.*, p. 541).

L'argumentaire de Thoreson permet de comprendre davantage la fragmentation propre au mouvement LGBTIQ philippin. Plus précisément, il rend compte de l'hétérogénéité propre à ce mouvement ; ces facteurs ayant des répercussions importantes dans les relations entre les différents membres.

Un autre problème se manifeste entre les différentes définitions attribuées à ces termes internationaux, les militant.es ayant souvent une perception plus légale de la discrimination (*ibid.*, p. 546). Pour certains, la priorité se situe au niveau des problèmes de discrimination et les mesures à prioriser sont les mesures légales, comme l'Anti-Discrimination Bill. Pour d'autres, les enjeux LGBTIQ concernent prioritairement la possibilité de subvenir à des besoins primaires, comme l'accès à un logement, aux soins de santé ou encore la possibilité de se nourrir décemment.

Brièvement, ce chapitre a démontré que les analyses des mouvements sociaux en Asie du Sud-Est, et plus précisément des mouvements LGBTIQ philippins, demandent que l'on utilise avec précaution les théories dominantes. En effet, essayer de comprendre la fragmentation du mouvement en appliquant une seule théorie n'est pas pertinent. En fait, la majorité des théories découle de l'évolution des mouvements sociaux nord-américains et européens, ce qui ne permet pas de généraliser les concepts formulés. Il faut, comme le font Ford, Boudreau, Clarke et Weiss, tenir compte de l'hybridité retrouvée en Asie du Sud-Est et plutôt utiliser un amalgame de concepts théoriques disponible dans la littérature sur le sujet. L'analyse des prochains chapitres, qui se base sur les informations récoltées en entrevue, s'inscrit dans cette logique, proposant une argumentation plus nuancée de ces mouvements.

Avant de conclure ce chapitre, il faut mentionner l'apport de la littérature *queer* en Asie du Sud-Est dans la compréhension de ces mouvements sociaux. La théorie queer met en perspective les limites du concept identitaire. L'identité est ainsi intimement liée aux idéologies et valeurs

propres des individus et ne peut être considérée comme étant naturelle, fixe ou encore stable et indépendante d'un point de vue scientifique. Elle est donc liée au concept de « performativity » (Jagose, A., 1996, p. 78-79.). Cette position qui fait de l'identité individuelle et collective un construit social permet d'éviter l'interprétation de certains mouvements sociaux et politiques à l'aide d'arguments plus essentialistes. Pour Martin Manalansan, qui a élaboré le concept de New Queer Theory, défini comme étant « a more nuanced understanding of the traffic and travel of competing systems of desire in a transnational frame » (2006, p.6), il conçoit que les identités LGBTIQ sont influencées par de nombreux facteurs se déployant à l'échelle locale, nationale, régionale et internationale. Conséquemment, bien que le sigle LGBTIQ soit utilisé par les militant.es philippins, il est important de demeurer sensible à la contextualisation de ces termes afin de comprendre comment ces identités sont interprétées et reflétées dans la société. D'autres auteurs, comme Bobby Benedicto (2014) et Martin Joseph Ponce (2012) ont analysé comment les processus identitaires LGBTIQ aux Philippines sont liés aux enjeux de globalisation, de différences de classes, d'hétéronormativité, de néocolonialisme, de racisme et ainsi de suite. Cette littérature permet alors de problématiser davantage les identités LGBTIQ philippines et de ne pas les analyser avec une approche essentialiste, mais plutôt dialogique, où leur formulation est en constante évolution et négociation. Ce faisant, cette littérature permet de mieux appréhender les sources de tensions ainsi que les relations de pouvoir conflictuelles à l'œuvre dans le mouvement.

## Quatrième chapitre : Les mouvements LGBTIQ aux Philippines

Établir une cartographie exhaustive des actions entreprises par les communautés LGBTIQ aux Philippines peut être assez laborieux puisque beaucoup d'organisations s'occupent de ces questions à l'heure actuelle<sup>9</sup>. De plus, l'analyse de ces mouvements sociaux demande d'abord une contextualisation des actions entreprises par les différentes organisations. Cela est justifié lorsqu'on considère l'entrecroisement fréquent de dynamiques et de réseaux locaux, nationaux et transnationaux. Cet entrecroisement témoigne du dynamisme du mouvement tout en étant toutefois représentatif de la fragmentation du mouvement. Bien qu'un déploiement à multiples échelles puisse être stratégique, dans le cas du mouvement LGBTIQ, il s'agit plus précisément d'un manque de coordination du mouvement ainsi que des priorisations différentes quant aux enjeux à aborder. De fait, plutôt que de servir au mouvement, ce déploiement disperse le mouvement dans diverses directions et réduit la portée des revendications avancées. Il sera possible de voir comment les actions entreprises par les groupes LGBTIQ s'entrecroisent à différentes échelles., soit de l'international au régional, au national, au local et municipal alors que certains groupes naviguent à différentes échelles simultanément. Un second apport de ce chapitre est l'identification de nuances importantes dans la démarche des militant.es interviewé.es, que ce soit au sein des organisations qu'ils et elles représentent ou dans leurs démarches personnelles.

Sans prétendre dresser un portrait exhaustif, ce chapitre présente divers militant.es du mouvement LGBTIQ et examine les échelles de déploiement ainsi que les cibles de leur mobilisation<sup>10</sup>. Les différentes trajectoires des individus LGBTIQ dans ce mouvement sont également abordées. Il est important de noter que les individus interviewés représentent pour la plupart leur organisation d'attache, ce qui explique l'analyse simultanée des trajectoires personnelles et organisationnelles de ce chapitre. En examinant ces éléments distincts, l'on pourra constater l'évolution rapide de ces mouvements tout en prenant compte sa diversité. Le but de ce chapitre est donc de présenter une vue d'ensemble de ce mouvement en se concentrant sur sa diversité et son éclatement. Ce faisant, on peut mieux appréhender le rôle joué par les dynamiques

---

<sup>9</sup> OutRight Action International (connu auparavant sous le nom d'International Gay and Lesbian Human Rights Commission). 2012. « Human Rights Violations on the Basis of Sexual Orientation, Gender Identity, and Homosexuality in the Philippines ». New York : Human Rights Committee for the Fourth Periodic Review of the Philippines.

<sup>10</sup> Voir le tableau d'entrevues à la fin du chapitre.

conflictuelles internes. Avant de commencer ce portrait, il est justifié de contextualiser brièvement le développement de ce mouvement aux Philippines.

Sous le régime dictatorial de Ferdinand Marcos, il y avait peu de place pour les enjeux LGBTIQ dans la gauche philippine. Considérant que ces groupes étaient souvent associés à l'élite bourgeoise proche de la femme du dictateur, Imelda Marcos, ils n'étaient pas les bienvenus dans le mouvement d'opposition (Tan, 2001, p.123). En réalité, sous la dictature, ces communautés gaies plus aisées, en plus d'être apolitiques, avaient un rythme de vie cosmopolite et festif. C'est pourquoi le mouvement de gauche en est venu à les décrire comme de la « décadence bourgeoise » (*ibid.*) Considérant ce manque d'ouverture, les groupes et les militant.es LGBTIQ actifs dans la gauche ne s'identifiaient pas comme tels, ce n'est qu'à la fin du régime en 1986 qu'a pu se développer ce mouvement en s'articulant autour d'un agenda plus progressiste. Cet agenda était souvent en lien avec d'autres mouvements, par exemple le mouvement environnementaliste, le mouvement féministe ou encore le mouvement de protections des droits humains. Jusqu'à récemment, ces aprioris négatifs envers les communautés LGBTIQ demeuraient relativement influents.

Malgré ce scepticisme, au début des années 1990, cette mobilisation a connu une évolution dynamique et rapide. Par exemple, dès 1994, la première *Gay and Lesbian March* a été tenue par *ProGay*, la première de la sorte en Asie du Sud-Est. Comme le dénote Germaine Trittle P. Leonin, par la suite il y a eu une augmentation importante du nombre d'organisations LGBTIQ. Cela a offert des espaces protégés d'action, mais également de nouvelles sources de financement. Ces sources de financement provenaient, pour la plupart, de l'international et se concentraient sur des enjeux précis, comme la prévention de la propagation du VIH-Sida. Elle considérait d'ailleurs qu'il y avait beaucoup plus de coopération à ce moment qu'il n'y en a aujourd'hui, d'où la création de plusieurs coalitions à l'époque. Celles-ci liaient notamment les militant.es LGBTIQ à ceux et celles œuvrant dans la protection des droits de la femme et de la protection des droits humains. Ces coalitions demeurent jusqu'à aujourd'hui des alliées importantes pour le mouvement.

### Les multiples échelles des actions des communautés LGBTIQ

En étudiant les actions du mouvement LGBTIQ aux Philippines, on remarque que les militant.es sont actifs à de multiples échelles simultanément. Il faut donc les identifier et détailler davantage leur entrecroisement, afin de saisir la diversité d'actions entreprises par le mouvement

et ses effets sur le mouvement. Ces multiples échelles sont importantes puisque symptomatiques de la fragmentation du mouvement. En effet, en réalisant les différentes entrevues, ces échelles ne se sont pas inscrites dans une stratégie concertée au sein du mouvement, mais reflétaient plutôt les intérêts et le contexte particulier de chaque individu et organisation. Cela est d'autant plus affecté par un manque de communication qui se remarque dans l'absence de perspective globale quant à la direction actuelle du mouvement chez les militant.es.

*OutRight Action International et Prism : entrecroisement d'échelle internationale, nationale et locale*

Deux militantes de ces organisations, Ging Cristobal et Germaine Leonin ont une trajectoire de mobilisation relativement similaire. Elles ont toutes deux œuvré dans le réseau législatif LAGABLAB<sup>11</sup> tout en étant membres du parti LGBTIQ *Ladlad*, sans compter leur travail actuel au sein de OutRight Action International<sup>12</sup> et PRISM<sup>13</sup>. Elles sont également critiques de la logique partisane rencontrée dans la mobilisation actuelle du mouvement LGBTIQ en deux factions distinctes, enjeux qui seront abordés subséquentement. Ces considérations critiques envers le mouvement découlent de leur connaissance approfondie de son évolution. Ces deux militantes y participant depuis les années 1990, elles ont eu l'opportunité de travailler dans de nombreuses organisations en plus de s'engager dans des réseaux distincts. Elles ont donc une fine compréhension de l'évolution du mouvement et des conflits rencontrés au fil de ce développement. Leur engagement est multiple et touche à différentes échelles d'actions. Ainsi, les stratégies qu'elles formulent, quant à la direction à prendre par le mouvement, sont également variées.

Cette implication multiple se reflète dans la priorité qu'elles accordent à l'adoption de projets de loi anti-discrimination. Ce travail législatif se concentre sur des projets comme l'*Anti-Discrimination Bill* (ADB), initié par LAGABLAB, qui visent l'élimination de toutes formes de discriminations à l'encontre des individus LGBTIQ. Créé en 1999, ce projet de loi reflétait le dynamisme important à l'époque, notamment en ce qui concerne le militantisme régional. Avec

---

<sup>11</sup> LAGABLAB est un réseau de militant.es LGBTIQ se concentrant sur les questions législatives. C'est à partir de ce réseau que la première version de l'Anti-Discrimination Bill a été rédigée.

<sup>12</sup> OutRight Action International est un organisme œuvrant dans divers pays et qui militent pour la protection des droits des communautés LGBTIQ à travers le mouvement de protection des droits de la personne (voir site web : <https://www.outrightinternational.org/how-we-work>).

<sup>13</sup> PRISM se décrit comme étant « a Non-Governmental Organization (NGO) advocating for the promotion and protection of human rights in the context of gender and sexuality issues » ([https://www.facebook.com/Prisminc/info/?entry\\_point=page\\_nav\\_about\\_item&tab=page\\_info](https://www.facebook.com/Prisminc/info/?entry_point=page_nav_about_item&tab=page_info))

l'ADB, le but était d'obtenir une base légale pouvant par la suite mener à la protection des droits des individus LGBTIQ. Ainsi, leur priorité est, avant tout, l'adoption d'une loi anti-discrimination, avec une préférence pour le Comprehensive Anti-Discrimination Bill (CADB), une version intersectionnelle du même projet de loi. Il s'agit donc d'une orientation plus législative d'activisme LGBTIQ. À l'époque, la popularisation de l'ADB était difficile puisque les termes n'étaient pas populaires aux Philippines. Or, selon Germaine, avec la rédaction en 2006 des principes de Yogyakarta, le cadre SOGIE<sup>14</sup> et les identités LGBTIQ ont été popularisés davantage:

[the adoption of the Yogyakarta principles] is a major development that also pushed our advocacy. Many of us had the opportunity to train abroad in Human Rights programs, gender and sexuality programs [and] became familiar with SOGIE, because of these trainings program it fed into our advocacy here. [Entrevue avec Germaine Trittle P. Leonin : PRISM, 11 juillet 2015, Quezon City.]

Cependant, encore aujourd'hui ce projet de loi n'est toujours pas en voie d'adoption alors que plusieurs groupes y travaillent encore.

Pour instaurer le travail législatif à l'échelle nationale, les membres des communautés LGBTIQ ont dû participer à des formations à l'étranger. De retour aux Philippines, les militant.es comme Ging et Germaine devaient travailler à l'échelle nationale, mais également locale. En effet, pour mener à l'adoption d'une telle loi, il est nécessaire de sensibiliser les populations LGBTIQ à ses avantages. Déjà, les actions législatives demandent des actions simultanées sur trois échelles distinctes (locale, nationale et international) ce qui pose des défis importants. À titre d'exemple, selon ces militantes, la sensibilisation à l'échelle locale est un défi majeur à l'adoption de l'ADB, considérant le manque d'efforts dans le mouvement en ce sens. D'une part, il existe un manque de ressources nécessaire à la réalisation de ce travail à l'échelle locale. D'autre part, selon Germaine Leonin, il y a aussi un enjeu de « self-concerned advocacy », où les groupes représentant les communautés LGBTIQ mieux nanties ne s'intéressent pas vraiment aux enjeux des classes plus pauvres. De plus, ces militantes croient qu'il faut impliquer davantage diverses organisations locales à travers les Philippines, afin que plus de pression soit exercée aux gouvernements locaux, car à long terme, une telle implication pourrait favoriser son adoption.

Dans le même ordre d'idées, les militant.es travaillant sur les questions législatives à l'échelle nationale promeuvent également les projets de règlements municipaux, c'est-à-dire les ordonnances anti-discriminations (ADO). Depuis quelques années, plusieurs règlements ont été

---

<sup>14</sup> SOGIE signifie Sexual Orientation and Gender Identity Expressions

adoptés pour protéger les droits des individus LGBTIQ, notamment lorsqu'il est question d'accès à l'emploi. Ainsi, il est théoriquement possible pour un individu de porter plainte auprès des instances municipales s'il est confronté à un acte discriminatoire. L'adoption subséquente de nouveaux règlements est plus envisageable à court terme étant donné la plus grande réceptivité des élites municipales et locales. Bien qu'utile dans la promotion et la sensibilisation de la population aux enjeux de ces communautés, les ADO ont une portée limitée comparativement à un projet de loi national, considérant leur mécanisme de mise en place, qui est absent ou inefficace pour la plupart. Par exemple, à Quezon City, les amendes à payer pour une entreprise discriminant ses employés LGBTIQ sont dérisoires. Ainsi, elles n'encouragent pas un changement d'attitude significatif. Malgré ces limites, les militant.es ont l'impression que plus il y aura d'ADO adoptés, plus il sera aisé de faire pression sur le gouvernement pour adopter l'ADB ou le CADB. Pourtant, cela augmente les efforts nécessaires de la part du mouvement et considérant que les ressources des organisations sont limitées, la mobilisation des groupes législatifs risque d'être trop dispersée et donc moins effective. En retour, la fragmentation du mouvement est augmentée.

#### *Kapederasyon : échelle locale*

Les actions multiéchelles ne correspondent pas uniquement au travail législatif. Pour des militant.es comme Murphy Red et son organisation Kapederasyon<sup>15</sup>, l'activisme passe d'abord par l'échelle locale. En effet, il est nécessaire que les communautés LGBTIQ à l'extérieur des centres urbains, particulièrement Manille, soient mobilisées. Ces dernières sont confrontées à des enjeux de pauvreté relativement importants. En conséquence, des militant.es comme Murphy Red croient que les mesures législatives ne sont pas prioritaires :

The most important questions in the regions are not necessarily about discrimination, it is more about getting job, having food. A lot of people don't know what does LGBT mean. For example, most of transgender women do not identify as such. [Entrevue avec Murphy Red. Kapederasyon, 1<sup>er</sup> août 2015, Quezon City].

Selon Murphy Red, il est d'abord nécessaire de favoriser les actions plus locales avant de s'engager à l'échelle nationale. Pour Red, il est plus urgent qu'une loi anti crime (*Anti-Crime Law*) soit adoptée, diminuant l'opposition de l'Église Catholique et autres groupes conservateurs influents.

---

<sup>15</sup> Kapederasyon Sectoral Organization est une ONG déployée à travers le pays et qui milite pour la protection des individus LGBTIQ dans une perspective intersectionnelle et pluridisciplinaire (source : <https://kapederasyon.wordpress.com/>).



Les actions à l'échelle locale de Kapederasyon découlent aussi de la constatation que la majorité du mouvement se concentre trop fortement autour de Manille et sur les actions législatives. Kapederasyon cherche à se distancier de cette approche en intégrant les régions dans leurs actions sans s'imposer, en favorisant plutôt l'émancipation locale. Le choix des échelles ciblées découle donc d'une priorisation différente d'autres groupes du mouvement et est le reflet d'un désaccord quant aux actions à entreprendre. D'ailleurs, les multiples localités où se déploient les actions de cette organisation se reflètent dans la prise de position anticoloniale et antiaméricaine. En effet, en adoptant de telles revendications ces militant.es intègrent leur mobilisation à d'autres mouvements dans une perspective socioéconomique plus large, voire intersectionnelle<sup>16</sup>, témoignant de la diversité de leur mobilisation.

### *STRAP et GALANG : entrecroisement de multiples échelles*

Deux militant.es trans du mouvement philippin, Mikee Inton et Brenda Alegre, témoignent de comment le développement récent et rapide des organisations LGBTIQ a mené à un déploiement d'efforts chez plusieurs militant.es à de multiples échelles simultanément. Ces deux militant.es œuvre à la *Society of Transsexual Women of the Philippines* (STRAP), créée en 2002, qui agissait d'abord à titre de groupe de soutien pour les individus trans. Pourtant quelques années plus tard seulement et avec l'arrivée de leurs premiers financements, les militantes de ce groupe ont rapidement élargi leur spectre d'action:

Mikee: and then with the money, we started to expanding the advocacy work. So we started working on HIV issues, we have 2 or 3 girls who underwent HIV counseling training and they are still active in those circles. And then we started doing the TVT<sup>17</sup> project. [...]

Brenda: That's one of the big projects of STRAP that is [a structured], publishable effort.

Mikee: And then last year, I was invited to speak at the ILGA conference in Mexico. [...] Then, it just so happened that they were going to elect a new set of officers for ILGA and we were assigned to handle the trans secretariat. [...] So we have a few project lined up, one of them is the trans terminologies project, so we are working on a global mapping of local terms who are used to refer to trans people or trans like people. So what we are trying to do with the secretariat is to try to introduce the local conceptions of gender and sexuality and try to integrate that in the global

<sup>16</sup> La perspective intersectionnelle consiste à analyser et associer la discrimination des communautés LGBTIQ à d'autres formes de discriminations rencontrées, notamment sur l'ethnicité, la langue ou encore l'âge.

<sup>17</sup> Ce projet de recherche a été lancé par l'association Transgender Europe (TGEU). Voir le site web de l'organisme : <http://transrespect.org/en/>

frameworks [SOGIE et LGBTIQ]. Another project we are going to [do] is, [since] ILGA has six regions, we are setting up semi-formal caucuses for trans people in all the [regions] so by the next Conference, which is going to be next year in Bangkok, at least there will be a more structured trans caucus. [Entrevue avec Brenda Alegre et Mikee Inton. STRAP, 22 juillet 2015, Quezon City].

Les militant.es de l'organisation œuvrent désormais à plusieurs échelles, que ce soit local, national ou encore international. Cette diversité se remarque dans leur appui à des projets comme l'ADB, la création des séminaires sur les enjeux LGBTIQ ou leur participation au sein de forum comme l'*International Lesbian, Gay, Bisexual and Intersex Association* (ILGA). Ce rôle au sein de l'ILGA a permis à l'organisation de mettre sur pied de nouveaux projets de recherches, notamment une cartographie des différentes terminologies utilisées pour décrire les réalités des personnes trans aux Philippines et ailleurs. Cette cartographie contextualise davantage les identités LGBTIQ, puisque ce sigle ne représente pas nécessairement la diversité d'identités et les différentes interprétations associées. Cet effort particulier est un exemple probant de l'entrecroisement de leurs actions transnationales et locales, démontrant à nouveau la diversité et la multitude d'actions entreprises par les militant.es et leur organisation.

À l'échelle locale, le travail de militantes comme Mikee et Brenda se rapporte à la dissémination d'informations à propos des enjeux trans. C'est pourquoi elles ont mis sur un pied un cours comme *Trans 101*, qui discute de ces identités, de leurs origines, en plus de discuter des différentes positions ontologiques et épistémologiques sur le sujet. D'ailleurs, ce cours ne s'adresse pas seulement aux étudiants dans les universités, mais également à certaines organisations ou corps professionnels, par exemple le Département de la police de Manille. Les membres de STRAP reçoivent également des invitations de firmes privées à des fins de formations, comme la Deutsche Bank. De plus, elles participent parfois à des entrevues télévisées à propos de ces enjeux. Ainsi, une grande partie de leurs actions consiste en des mesures de sensibilisation et de partage d'information à propos de ces enjeux en particulier. Ce travail témoigne également d'un engagement dans de nombreux secteurs, que ce soit privé ou public, et ce, sur diverses échelles simultanément.

Cette dynamique particulière se retrouve également chez Marie Rose R. Ramos et Anne Lim, membres de GALANG.<sup>18</sup> Pour cette organisation, les actions concernent principalement l'échelle locale. Le groupe vise la capacitation des communautés lesbiennes et trans de la ville de

---

<sup>18</sup> GALANG est une organisation promouvant les droits des femmes lesbiennes et des hommes trans situés dans la ville de Quezon City, dans le Grand Manille.

Quezon, dans la région métropolitaine de Manille. À cet effet, GALANG fournit des formations diverses aux communautés lesbiennes et trans. Les représentantes de GALANG remarquent que les enjeux des femmes lesbiennes demeurent plus ou moins visibles et donc moins bien acceptés socialement. De par cette orientation, les militant.es travaillent énormément à la diffusion d'informations ainsi qu'à l'éducation des populations ciblées, ce qui demande déjà d'importantes ressources. C'est d'ailleurs une des raisons qui expliquent pourquoi la population visée est beaucoup plus petite pour GALANG.

Malgré tout, le travail de ces militantes dépasse les actions communautaires<sup>19</sup>. En effet, l'organisation fait partie d'un regroupement qui fait pression pour le passage de l'ADB. Les membres ont donc pris part à différents *Committee Hearings* à propos du projet. GALANG fait également partie d'un réseau en faveur du CADB. Ce réseau se basant sur des concepts intersectionnels afin de comprendre la discrimination se rapproche des valeurs de GALANG en tant qu'organisation.

Le travail de Marie et d'Anne demande également que les membres lient les femmes lesbiennes et les hommes trans à diverses agences, comme le *Public Employment Services Office* afin de les aider dans leur processus d'intégration au marché du travail, entre autres. De plus, leurs actions se concentrent régulièrement sur la promotion et la dissémination d'informations sur la santé sexuelle et reproductive. Il s'agit de donner, toujours selon une logique émancipatrice, des ressources afin que les communautés lesbiennes et trans puissent améliorer leurs propres conditions. Ensuite, une partie intégrante de leur travail consiste en une contextualisation des identités lesbiennes et trans, comme pour STRAP. Durant les différentes conférences qu'ils organisent, les membres de GALANG utilisent des termes philippins afin que les participant.es puissent bien comprendre ces identités:

Marie Rose R. Ramos: We try to use Filipino terms for them to better understand this, because majority of them only reach secondary or high school level education. Only a few reach college or graduated in college. That's why we try to provide these trainings or capacity building activities in Filipino, although we also see that even if it's in Filipino, since these [are technically] abstract terms, they still have difficulty understanding. [...] Fortunately, there are some who can now discuss [these concepts]: gender sexuality, lesbianism, gender expression or identity. [...] We don't insist that they label themselves. Fortunately, through the series of training, they were able to realize among themselves where they fit, what they want

---

<sup>19</sup> L'organisation a même créé une bande dessinée traitant des enjeux des femmes lesbiennes philippines, intitulée « Tatsulok » (GALANG, 2010)

to identify with. Now they identify as lesbians, some can say that they are bisexual women, some say they are queer and there are some that say they are transman. [Entrevue avec Anne Lim et Marie Rose R. Ramos. GALANG, 2 septembre 2015, Quezon City].

Tout de même, cette contextualisation est importante, notamment lorsqu'il est question de rejoindre davantage d'individus. Un problème est que dans la définition locale de l'identité lesbienne, seulement la partenaire « masculine » est considérée comme telle alors que la partenaire « féminine » est considérée comme hétérosexuelle. Cette compréhension pose alors un défi lorsqu'il est question de recruter de nouveaux et de nouvelles participant.es pour les activités de l'organisation. En effet, les communautés représentées ne se sentent pas nécessairement visées par les actions de GALANG.

L'engagement des militant.es des groupes comme GALANG et STRAP témoigne ainsi d'un entrecroisement constant entre les échelles locales, nationales et internationales. À l'échelle internationale, cela concerne, entre autres, l'obtention de financement auprès d'organismes occidentaux. Dans le cas de GALANG, le financement provient des États-Unis et des Pays-Bas. Ainsi, même si la priorité demeure les actions locales, les membres de l'organisation se déploient à plusieurs échelles simultanément, témoignant de l'éclatement relativement important dans le registre d'actions des groupes LGBTIQ.

#### *Asean SOGIE-Caucus : échelle régionale*

Pour un militant comme Ryan Sylverio, membre de l'ASEAN SOGIE Caucus<sup>20</sup> et professeur à l'Université Miriam à Quezon City, ce croisement d'échelle se joue entre les initiatives nationales et régionales, c'est-à-dire propres à la région sud-est asiatique. Ce professeur et militant de longue date au sein du mouvement a mis sur pied l'ASEAN SOGIE Caucus. Officiellement basée à Manille, cette organisation organise des événements regroupant des groupes LGBTIQ issus de la région sud-est asiatique en lien avec le discours sur les droits humains. À titre d'exemple, le caucus a rencontré des militant.es malais afin de les appuyer, considérant la vague de répression vécue récemment par ce mouvement LGBTIQ sous leur gouvernement. Cette perspective centrée sur le discours des droits humains est d'ailleurs ce qui a guidé plusieurs de ses initiatives au sein du mouvement à l'échelle nationale. Il remarque que lors de son engagement plus actif avec les

---

<sup>20</sup> L'ASEAN SOGIE caucus est une organisation basée à Manille qui milite pour l'inclusion de ces identités dans les Human Rights Mechanisms de l'ASEAN (source : <https://aseansogie.wordpress.com/about/>).

organisations de droits humains, leur activisme initial était assez traditionnel. Il dénote également que ce discours a été élargi de manière à intégrer les enjeux LGBTIQ de façon récente seulement. De fait, il a milité activement en faveur de cette intégration des enjeux LGBTIQ au sein du discours des organisations militantes pour les droits humains aux Philippines. Il a travaillé afin de faire écho aux progrès légaux obtenus à l'international, par exemple avec l'adoption des principes de Yogyakarta.

On remarque déjà que les actions de Ryan Sylverio se rapportent aux échelles régionales et nationales. D'ailleurs, l'appui de groupes internationaux et le support des militants pour la protection des droits de la personne aux Philippines sont désormais des alliés de taille pour le mouvement LGBTIQ. Par exemple, le Commissaire aux droits humains a mis l'accent sur les enjeux de ces communautés pour la première fois. Il y a aussi plusieurs rapports et communications émises en support au mouvement, entre autres en ce qui concerne le passage de l'ADB. La Commission sur les droits humains participe également à la *Pride March*, démontrant à nouveau son support pour le mouvement. L'engagement de militant.es comme Ryan Sylverio a permis une meilleure intégration des avancées internationales sur les questions LGBTIQ au sein du mouvement aux Philippines. De plus, ces engagements multiples permettent d'élargir le réseau de support disponible pour le mouvement. D'autre part, on remarque dans l'approche de Ryan Sylverio une considération importante face au support d'organisations externes au mouvement LGBTIQ.

### *Babaylanes Inc : échelle locale*

Quant à des militant.es comme Meggan Evangelista, de Babaylanes Inc., l'implication à multiples échelles passe entre autres par l'implication dans les milieux universitaires, dans les démarches de sensibilisation aux enjeux LGBTIQ et dans la mobilisation au sein du réseau législatif LAGABLAB, militant pour l'adoption de l'ADB. Babaylanes Inc.<sup>21</sup> reproduit l'expérience d'UP<sup>22</sup> Babaylan à travers différents campus universitaires, promouvant l'engagement étudiant envers les enjeux LGBTIQ. Le but est de donner aux divers campus leur propre organisation LGBTIQ, dans une logique émancipatrice, tout en visant leur reconnaissance de la

---

<sup>21</sup> Babaylanes Inc. cherche à promouvoir l'organisation des étudiant.es LGBTIQ dans les campus des universités aux Philippines. Cet activisme est basé sur le modèle d'UP Babaylan, l'organisation LGBTIQ ayant été créé sur le campus de l'Université des Philippines Diliman en 1992.

<sup>22</sup> UP signifie l'Université des Philippines.

part des diverses administrations universitaires. Une grande partie de ce militantisme vise également la capacitation des différents groupes étudiants, notamment en leur offrant des bases afin de se mobiliser. Suite à la mise sur pied de certains groupes et le support de groupes existants, Babaylanes Inc. permet qu'il y ait un échange entre eux lors d'une conférence annuelle du réseau philippin étudiant LGBTIQ. Cette conférence permet la discussion et la mobilisation sur des enjeux importants, par exemple l'adoption de l'ADB.

L'action de Babaylanes Inc. consiste également à la réception d'invitation, entres autres, d'agences gouvernementales, qui souhaitent recevoir des informations sur ces enjeux. Cela rejoint le type d'actions régulières d'autres groupes, soit la sensibilisation aux enjeux LGBTIQ. À l'échelle nationale et législative, l'organisation agit en tant que secrétariat du réseau LAGABLAB. Ainsi, les mouvements et organisations étudiantes jouent un rôle important au sein du mouvement. À ce titre, Meggan comptait au moment de l'entrevue se mobiliser en vue de l'adoption d'un décret exécutif en faveur de l'ADB, considérant l'arrivée des élections de 2016.

On remarque que plusieurs organisations sont actives sur différentes échelles d'action simultanément. Bien qu'il s'agisse d'une caractéristique commune dans le mouvement LGBTIQ, les priorités ne sont toujours pas accordées aux mêmes échelles. À titre d'exemple, des groupes comme Kapederasyon et GALANG sont plus engagés à l'échelle locale alors que des militant.es comme Ging Cristobal et Germaine Leonin sont plus actives à l'échelle nationale. La diversité et l'éclatement du mouvement peuvent donc se remarquer à partir de ces différences. La prochaine section abordera la cible de la mobilisation de ces organisations et permettra d'approfondir davantage la fragmentation inhérente à ce mouvement social.

### Les différentes cibles des militant.es et organisations LGBTIQ

Les cibles et les groupes auxquels les revendications du mouvement sont adressées reflètent bien la variété d'échelles notée précédemment. Bien que ce choix tourne généralement autour des institutions gouvernementales, plusieurs autres acteurs sont visés simultanément. Cela fait écho au déploiement des actions des groupes LGBTIQ sur diverses échelles.

#### *Les instances législatives nationales : Congrès et Sénat philippins*

Pour des militantes comme Ging Cristobal, de OutRight Action International et Germaine Leonin, de Prism, les cibles prioritaires sont les instances législatives nationales du gouvernement.

Considérant la priorité accordée à l'ADB et à sa version plus intersectionnelle, le *Comprehensive Anti-Discrimination Bill* (CADB), il est nécessaire de s'adresser au Congrès et au Sénat philippin. Pour ces militantes, l'adoption d'un projet de loi national représente la base nécessaire sur laquelle développer le mouvement. Cette priorité justifie que l'attention soit portée vers les instances gouvernementales. Or, il faut rappeler que même si Ging Cristobal et Germaine Leonin agissent à plusieurs échelles, leurs actions renvoient tout de même à leur cible première, soit les institutions législatives. À titre d'exemple, ces militant.es travaillent afin que les organisations locales soient impliquées et comprennent les avantages qu'apporterait l'ADB. Il s'agit d'un travail de sensibilisation ayant pour but l'accroissement des pressions faites sur les instances gouvernementales locales. Ces dernières, en adoptant des Anti-Discrimination Ordinances, l'équivalent de l'ADB et du CADB à l'échelle municipale, exerceront davantage de pression afin que le gouvernement philippin vote en faveur d'un projet de loi à l'échelle nationale. Donc, à l'arrière-plan de ces actions de sensibilisation et de mobilisation locales, les instances gouvernementales nationales demeurent la cible première pour ces militantes.

Ces militant.es passent par l'échelle internationale toujours avec l'intention d'influencer les décisions du gouvernement national. Comme l'expliquait Germaine, plusieurs membres du mouvement LGBTIQ sont en contact avec des ambassades étrangères, leur permettant de présenter les enjeux de ces communautés. Ensuite, ces ambassades, dans leur dialogue avec le gouvernement, peuvent introduire une mention ou rendre certaines mesures conditionnelles à ce que les droits des communautés LGBTIQ soient protégés. Malgré les multiples échelles sur lesquelles se déploient les actions législatives, on remarque qu'il s'agit principalement d'atteindre le gouvernement, et plus précisément le Congrès philippin.

L'action de militant comme Perci Cendaña rappelle l'importance accordée aux instances gouvernementales en tant que cible du mouvement. Son implication actuelle est caractérisée, entre autres, par la diffusion et la sensibilisation aux enjeux de ces communautés au sein du *Youth Council* et par son implication au sein du groupe politique *Akbayan*. Il est intéressant de constater qu'il se considère toujours comme un militant même s'il opère au sein d'un parti politique. Ainsi, ses actions visent à intégrer des considérations envers ces communautés dans les programmes ou les projets de loi adoptés par le gouvernement, par exemple la loi sur la santé reproductive. Cette dernière loi comprend un volet d'éducation et Perci Cendaña œuvre à ce que les enjeux LGBTIQ

y soient inclus afin que les étudiant.es aient la chance d'aborder ces questions dans leur cursus scolaire.

Ses actions ne s'opposent pas frontalement aux actions gouvernementales, mais cherchent plutôt à apporter une sensibilisation aux enjeux LGBTIQ au sein de celles-ci. Ce faisant, il se distingue de l'approche d'autres militant.es du mouvement. Les actions de Perci face au gouvernement dénotent une approche coopérative et non conflictuelle. Le gouvernement n'est pas considéré comme un « ennemi » du mouvement auquel il faut s'opposer, mais comme un allié potentiel nécessitant plus de sensibilisation à ces enjeux. De fait, il ne cherche pas à aliéner le gouvernement avec ces actions, mais bien à obtenir son appui à long terme dans la promotion de l'agenda de ces communautés. Cette vision n'est cependant pas acceptée par toutes et tous.

### *Les instances judiciaires : la Cour Suprême*

Alors que la majorité des groupes LGBTIQ ciblent les instances gouvernementales, certains militant.es cherchent plutôt à s'adresser à la Cour Suprême qu'au Congrès. L'interviewé Jesus Falcis représente cette tendance. Il stipule que, contrairement aux autres groupes se concentrant sur le législatif et renforçant le statu quo, il arrive à s'extirper des cadres d'action délimités et à entreprendre des mesures novatrices, plus prometteuses de changement à court terme. Il considère que l'inaction des communautés LGBTIQ d'un point de vue judiciaire s'explique par les prétentions démocratiques du mouvement. Celles-ci insistent sur le fait qu'ils ne veulent pas imposer des décisions, mais bien que celles-ci soient acceptées démocratiquement. Or, Jesus Falcis pense autrement:

[The other groups] might have considered the judicial or the judiciary before but they don't pursue it, I would say because they think it's not democratic, something that is a short-cut, something that is imposed, etc. I believe otherwise. I am a believer not in democracy, I am a believer of constitutional democracy [...] You can [force] policies [people] if it's against the Constitution. My perspective on that or what's the legitimate basis [is] that they themselves consented to the Constitution. [...] A democracy put in place self imposed limitations, which we are just enforcing if [the government or other official agencies] want stupid laws or anti minority legislation. So for my perspective, it's democratic [what I do]. Plus, it's fast! [Entrevue avec Jesus Falcis. Avocat indépendant, 24 août 2015, Quezon City].

À propos de mesures législatives comme l'ADB, Jesus Falcis croit que la mobilisation autour de tels projets témoigne d'une certaine naïveté. Il croit la mobilisation pour l'adoption de l'ADB ou du CADB à tout prix ne règlera pas la source des problèmes rencontrés par les



communautés LGBTIQ. En effet, particulièrement en ce qui concerne le CADB, il croit qu'en intégrant les discriminations basées sur le genre et l'orientation sexuelle avec celles basées sur l'âge ou encore la classe sociale, le discours LGBTIQ est perdu. Ce faisant, il ne risque pas d'y avoir sensibilisation supplémentaire quant à l'importance de ces enjeux. En réponse à l'opposition face à ses démarches judiciaires, Jesus Falcis affirme que la légalisation de l'union entre partenaires du même sexe serait bénéfique au mouvement puisque les groupes conservateurs ne pourraient plus utiliser cette crainte afin de discréditer ses revendications. De plus, à moins que la situation ne change définitivement sous peu, Jesus Falcis ne croit pas que l'ADB, soit adopté avant 20 à 30 ans. Cela témoigne donc d'un certain pessimisme à l'encontre des revendications comme l'ADB et le CADB, qui sont toutefois toujours perçues comme prioritaires par plusieurs militant.es du mouvement. Cela témoigne d'un doute quant à l'utilité de cibler le Congrès pour l'amélioration de la condition de ces communautés. Ce pessimisme se retrouve aussi chez Eric Manalastas, professeur de psychologie à l'Université des Philippines-Diliman :

My analysis, from where I stand, I feel like they have been fighting for the Anti-Discrimination law for a very very long time. There are some kind of side trips to other kind of legal projects, for example Hate Crime or Representation in Congress. But those are short-lived projects. And the line has always been Anti-Discrimination, which the argument goes its fundamental. I think, at least from the activists' perspective, it's really hard to put together an Anti-Discrimination policy at the national level unless you have a strong, galvanizing event or incident that sensitizes the people to the harm or the existence of discrimination. Unless there is a clear case or injury or incident, that gets talk about by the media, that people feel empathy for and connect to the need for a law, then that's what we need. I am not seeing that happening. [Entrevue avec Eric Manalastas. Université des Philippines-Diliman, 19 juillet 2015, Quezon City].

Ces propos témoignent d'opinions divergentes en ce qui concerne les gains futurs du mouvement.

*Multiplés cibles : communautés LGBTIQ, secteur privé, gouvernement local et gouvernement national*

Des militantes comme Mikee Inton, Brenda Alegre, de STRAP et Marie Rose R. Ramos et Anne Lim de GALANG visent plusieurs cibles simultanément. Bien qu'elles supportent des projets comme l'ADB et le CADB, et donc ciblent les instances gouvernementales dans leurs actions, leur priorité est de sensibiliser plusieurs secteurs privés et publics aux enjeux LGBTIQ. Dans le cas de STRAP, elle forme la police nationale quant à aux questions trans. De cette façon, les

comportements abusifs de leur part ainsi que la violence dont les membres de ces communautés sont victimes peuvent être évités.

Pour les membres GALANG, une partie de leur travail sensibilise les employeurs potentiels à l'importance et l'utilité d'engager des membres de la communauté lesbienne et trans de Quezon City. Cela correspond à l'un de leurs objectifs primordiaux, soit la réduction de la pauvreté dans cette communauté à travers leur intégration sur le marché du travail. De plus, considérant les problèmes de santé importants et les multiples formes de discriminations encourus par les femmes lesbiennes, les femmes trans et les hommes trans, une grande partie de leurs actions visent la sensibilisation et la capacitation de ces communautés. Comme susmentionnées, plusieurs formations sont offertes afin de contextualiser les identités LGBTIQ et de les rendre compréhensibles pour les communautés qui utilisent plutôt les termes vernaculaires.

Un exemple concret de ce dernier point se remarque dans la réappropriation des membres de STRAP de l'identité philippine *bakla*. Comme abordé dans le troisième chapitre, cette identité renvoie à la présence d'une âme féminine dans un corps masculin et est souvent utilisée pour décrire un homme homosexuel ou une femme trans simultanément. Le terme *bakla* est devenu récemment plutôt péjoratif pour plusieurs militant.es du mouvement LGBTIQ, puisqu'il est associé à des préjugés envers ceux et celles s'y identifiant. Plusieurs militant.es ont alors voulu se distancier de cette identité, notamment en le remplaçant par les termes *gay* et *trans*. Mikee Inton a remarqué que lorsqu'elle a rejoint STRAP, la présidente de l'époque encourageait l'interdiction de s'identifier à cette identité. Ce terme était rejeté afin de privilégier une identité plus « moderne ». Toutefois, Mikee ne comprenait pas ce rejet systématique, surtout considérant que les identités trans, plus occidentales, ne soient toujours accessibles. Cela a mené à un certain débat quant aux enjeux de classes liés à l'utilisation des termes LGBTIQ. STRAP a finalement misé sur une contextualisation des identités plus traditionnelles afin de se réapproprier le terme *bakla* et est même parvenu à la création d'un nouveau terme, soit *transpinay*<sup>23</sup>. La complexité des processus identitaires se reflète dans les propos de Mikee Inton et de Brenda Alegre:

Brenda Alegre: Currently, we still have some members who could not wrap their head around the concept yet, probably because not everyone is an academic, you know. So, for a long time they [the members] were moving away from the label, they see *bakla* as a label, they are moving away from that because they discovered that there is another term that applies to their experience: *transgender*. But they

---

<sup>23</sup> *Transpinay* (et *transpinoy* pour les hommes trans) est un terme créé par les membres de STRAP afin de lier les identités traditionnelles, comme *bakla*, aux identités trans occidentales.

could not wrap their head around the history, also the cultural reality, the discourse itself [associated with the term transgender]. [...] It's still evolving. STRAP, at least at this point, is ensuring that we are contextualizing what bakla means and it is also a way for us to reclaim what it stands for. [We] also have to be proud of the bakla identity, because [...]

Mikee Inton: It's Filipino! [Entrevue avec Brenda Alegre et Mikee Inton. STRAP, 22 juillet 2015, Quezon City].

Il faut noter qu'à travers les cibles identifiées par des groupes comme GALANG et STRAP, il y a un entrecroisement des logiques « top-down » et « bottom-up » jugées nécessaires au développement de l'agenda de ce mouvement social. Plus précisément, pour que des changements significatifs surviennent pour les communautés LGBTIQ, il faut que la société civile et les instances gouvernementales s'engagent dans la promotion et la défense de ces droits.

### *Cibles internes : recherche académique et ressources de mobilisation*

Dans le même ordre d'idées, les actions entreprises au niveau académique par des acteurs comme Eric Manalastas, professeur de psychologie à l'Université des Philippines et Ryan Sylverio, de l'ASEAN SOGIE Caucus et de l'Université Miriam ont pour but d'émanciper davantage les militantes du mouvement. Leurs actions répondent à un manque d'information important dans le développement de cette mobilisation. Il n'est en fait pas évident de savoir exactement ce qui a été fait auparavant, les documents écrits étant peu nombreux. Il est également difficile de savoir quelles sont les statistiques exactes en ce qui concerne des instances de discriminations. En outre, il est difficile de déterminer qui sont des alliés ou des adversaires à l'intérieur même du mouvement dans la promotion de certaines mesures spécifiques. Le travail académique permet la publication d'informations concernant les actions entreprises par les communautés LGBTIQ. Cela a donc le potentiel d'augmenter la visibilité de ces mouvements et des enjeux auxquels ils s'intéressent. Dans ce cas-ci, le travail d'Eric Manalastas aura mené à la création d'un numéro spécial de la revue de l'association consacré aux enjeux LGBTIQ au sein de la *Philippine Association of Psychology* (PAP). Il a aussi réalisé un projet de cartographie identifiant les différents règlements municipaux anti-discrimination envers les communautés LGBTIQ. Cet outil est maintenant utilisé abondamment au sein du mouvement, car il permet de suivre le développement de ces mesures et d'avoir une meilleure vue d'ensemble des gains obtenus à l'échelle législative.

À ce propos de ces projets de règlements, il constate un problème de langage important. Par exemple, les identités *Queer* et *Intersex* du sigle LGBTIQ demeurent largement incomprises pour

de nombreux individus. De plus, les mesures anti-discriminations en place sont très peu connues et donc peu utilisées par les personnes confrontées à des pratiques discriminatoires de façon concrète. Selon Eric Manalastas, il y a un manque d'éducation à ce sujet et il est difficile pour ces individus de comprendre comment ces mesures peuvent les aider. Il faut alors responsabiliser les communautés LGBTIQ afin que la mobilisation face à des acteurs externes au mouvement soit plus efficace. Enfin, toujours en considérant ce manque d'informations, Eric Manalastas doute que l'ADB ou le CADB soit adopté sans qu'un évènement marquant se produise. Un tel évènement serait nécessaire afin que les législateurs et législatrices philippin.es soient conscientisé.es quant aux besoins de mesures anti-discrimination. Aux Philippines, la perception de l'acceptation sociale des communautés LGBTIQ est toujours forte et limite le support aux mesures anti-discrimination, ces dernières étant souvent jugées comme inutiles.

#### *Cibles locales : émancipation des communautés LGBTIQ*

À la différence de ce qui a été mentionné plus tôt, pour des acteurs comme Murphy Red, de Kapederasyon et Aian Perucho de Bahaghari LGBT, bien que l'on cherche à faire entendre leur revendication par le gouvernement, la priorité est d'abord l'émancipation des communautés locales. Sans la mobilisation des populations locales, peu de changement peut être anticipé. Ces militant.es favorisent la mobilisation de ces groupes en faveur des ordonnances anti-discrimination, ciblant davantage les élites locales que nationales. Pour eux et elles, chercher à influencer le gouvernement pour l'adoption de l'ADB ou le CADB est contreproductif et n'est pas une priorité. Plutôt, les questions d'emploi, d'accès à des ressources de base nécessaires, d'accès à l'éducation et ainsi de suite devraient être favorisées. Pour eux, les enjeux LGBTIQ sont indissociables d'enjeux économiques plus larges, notamment les disparités entre classes sociales. Ainsi, ils et elles entretiennent des liens avec des groupes et des membres de mouvements distincts. Ce faisant, les cibles identifiées par leurs revendications varient, allant du gouvernement philippin, à l'Église catholique, aux instances municipales ou encore aux administrations universitaires. Selon eux, peu de changements concrets pourront être apportés à la situation des communautés LGBTIQ si les nombreux enjeux socioéconomiques liés à ceux-ci ne sont pas adressés. Cela explique que l'agenda de ces militant.es se déploie à de multiples échelles, mais soit adressé à des acteurs divers, dont les instances internationales font partie. Ce dernier point fait écho à l'agenda anticolonialiste

des organisations comme Kapederasyon. Précisons que la perspective de ces groupes s'inscrit plus dans une vision dite « bottom-up » que « top-down ».

### *Cible universitaire : émancipation des groupes LGBTIQ sur les campus*

Pour Meggan Evangelista, de Babaylanes Inc., la cible prioritaire est la communauté LGBTIQ universitaire. Il s'agit d'abord de responsabiliser les étudiant.es sur les campus philippins afin qu'ils débute et organisent leur mobilisation pour le mouvement. Meggan et Babaylanes cherchent à interpeler les administrations universitaires dans les cas où les étudiant.es ont de la difficulté à obtenir la reconnaissance de leur groupe. Le secteur privé est également visé, puisque plusieurs formations de la part des militant.es de cette organisation sont demandées. Les efforts de membres comme Meggan contribuent donc aux efforts de sensibilisation et de contextualisation des enjeux LGBTIQ. Considérant son implication dans le réseau législatif LAGABLAB, Babaylanes Inc. cible les instances gouvernementales nationales et locales dans la promotion des mesures anti-discrimination. Ce cas témoigne à nouveau de l'éclatement du mouvement LGBTIQ, qui est diversifié non seulement en ce qui concerne les échelles d'actions, mais également par rapport aux différentes cibles visées simultanément. Même une organisation comme Babaylanes Inc. finit par s'engager plus largement dans le mouvement, élargissant son spectre d'actions, malgré sa mobilisation principale sur les campus universitaires.

Cette deuxième section témoigne de la diversité du mouvement selon les multiples cibles. Bien qu'il soit dynamique, les actes de mobilisation s'adressent simultanément à différents acteurs et institutions, ce qui augmente sa fragmentation interne. Pour terminer ce chapitre, la prochaine section aborde les différentes trajectoires de mobilisation rencontrées par les militant.es à un niveau individuel et organisationnel.

### Les modalités d'action et les trajectoires des militant.es LGBTIQ

Non seulement le mouvement varie par rapport aux multiples échelles d'actions déployées et aux cibles identifiées, mais également en ce qui concerne les trajectoires de mobilisation. Bien que le mouvement soit encore jeune, deux générations de militant.es s'y rencontrent, ce qui crée certains clivages.

Pour des militant.es comme Ging Cristobal, Germaine Leonin et Murphy Red l'implication remonte au début des années 1990. Leur trajectoire de mobilisation est marquée par une pluralité

d'affiliations. Ging Cristobal, par exemple, a travaillé avec LAGABLAB, le parti politique Ang Ladlad et enfin l'Internationale *Gay and Lesbian Human Rights Commission*, qui est récemment devenue OutRight Action International. Quant à Germaine Leonin, son implication ayant commencée en 1995, elle a été membre de nombreuses organisations distinctes, notamment Can't Live in the Closet (CLIC), LEAP, Rainbow Right Project, PRISM, LAGABLAB, le parti politique Ang Ladlad et Task Force Pride. Cette mobilisation multiple témoigne du dynamisme interdisciplinaire retrouvé initialement dans le mouvement et caractérisant les militant.es de l'époque. Pour Ging Cristobal et Germaine Leonin, leurs modalités d'actions découlent d'une trajectoire collective et institutionnelle, ce qui les amène à prioriser les mesures législatives.

À propos de Murphy Red, il fait également partie des activistes ayant connu l'évolution rapide du mouvement LGBTIQ et ayant fait partie d'un nombre varié d'organisations. Il affirme être actif depuis les années 1980, alors que les organisations LGBTIQ n'étaient pas officiellement reconnues au sein de la gauche. Dans les années 1990, il était membre de l'organisation ProGay Philippines, qui a participé à la tenue de la première *Pride March* en Asie du Sud-Est. Toutefois, son implication dénote une compréhension des enjeux LGBTIQ comme étant partie intégrante de problèmes sociaux plus larges. Son analyse du mouvement touche aux questions de pauvreté et aux dynamiques de classes qui, selon lui, affectent toujours les relations au sein du mouvement. Bien que les modalités de Murphy Red découlent d'une trajectoire collective comme celle de Ging Cristobal et Germaine Leonin, sa mobilisation est plutôt sociale et il priorise les mesures socioéconomiques.

Les trajectoires décrites jusqu'à présent concernent la première génération de militant.es. Elles sont caractérisées par une implication multiple, souvent liée à des mouvements distincts et qui s'inscrit plus fortement dans une logique intersectionnelle. Or, quand on analyse celle de la génération présente, on peut remarquer des différences importantes. En ce qui concerne la trajectoire de l'avocat Jesus Falcis, elle est relativement novatrice et beaucoup plus récente, ayant commencé ses démarches en 2014. Elle découle d'une trajectoire individuelle et institutionnelle. Donc, il conçoit que les changements peuvent être apportés par les instances gouvernementales, mais pas à l'aide du Congrès ou du Sénat philippin. En fait, il vise la promotion d'un agenda de protection et de promotion des droits de ces communautés à travers la sphère judiciaire et non pas la branche législative. Cela va à l'encontre de l'approche dominante des organisations, même celle des groupes à vocation plus locale. Cette décision découle de l'impression, selon lui, qu'il faut avoir

une certaine influence politique pour faire avancer les choses. Or, le droit consiste en une façon d'accéder à cette influence, puisque les avocats occupent généralement des positions gouvernementales. Après des études en science politique, cet interviewé a entrepris des études en droit, le menant à contester la constitutionnalité du code familial philippin en mai 2014. Cette contestation avait pour but de légaliser l'union entre partenaires du même sexe. Il envisageait que cela attirerait l'attention et engagerait une discussion sur la question de l'union entre partenaires du même sexe, contribuant ainsi au débat à propos des enjeux LGBTIQ. Il précise qu'il a décidé d'orchestrer cette contestation avant que la décision de la Cour Suprême américaine sur les mêmes questions n'échoie. Ce faisant, il désirait éviter les accusations de *bandwagoning* par les élites conservatrices. Ainsi, la trajectoire de Jesus Falcis se rapproche de la politique de l'identité (*identity politics*) et est plus individuelle, ce dernier n'étant pas membre d'un groupe au moment de l'entrevue.

Ce type de trajectoire n'est pas bien perçue par tous les militant.es. Germaine Leonin constate qu'il doit y avoir plus de cohérence dans les actions entreprises par les différents militant.es du mouvement. Au sujet de la légalisation du mariage entre partenaires du même sexe, elle stipule que l'appel à la Cour Suprême n'est pas nécessairement une action stratégique. Elle explique que dans le contexte philippin, la Cour n'est pas aussi astreignante que peut l'être la Cour Suprême canadienne ou américaine. La Cour Suprême canadienne peut déclarer une loi anticonstitutionnelle et demander au gouvernement de reconsidérer ses lois. Ce faisant, elle exerce un contrôle judiciaire des projets gouvernementaux. Aux Philippines, la Cour n'a pas ce pouvoir. Elle interprète généralement les lois telles qu'elles sont écrites ; les occasions où la Cour a été plus vocale sont rares. Ce type d'action est, selon elle, inefficace étant donné le peu de chances de succès et la diffusion conséquente de l'attention portée aux enjeux LGBTIQ, ce qui peut être nuisible à l'adoption de l'ADB ou du CADB. Germaine Leonin remarque un autre problème en précisant qu'il n'y a pas de tableau clair quant aux réels alliés des NGOs qui travaillent à l'adoption de l'ADB ou non, créant une confusion dans le mouvement à savoir quelles sont les orientations des organisations militantes. Donc, on peut remarquer certaines sources de conflit lorsqu'on s'attarde aux trajectoires de mobilisation. Ceci témoigne des différents facteurs ayant des effets sur la fragmentation du mouvement.

Le travail académique, à l'instar de la trajectoire de Jesus Falcis, correspond à une trajectoire personnelle, mais priorisant la recherche et l'éducation des militant.es LGBTIQ. Ainsi, celle ayant mené au projet de cartographie d'Eric Manalastas découle d'intérêts personnels:

It started with something very personal, I wanted to read what the [Anti-Discrimination] ordinances said. One of my interests academically is how structured interventions and policies can have an effect on the wellbeing of populations. So for example structural stigma, like the presence or absence of policies and its effects on health outcomes. So I need to find out what those structures are first, like what policies and what do policies say. And so, I've heard there is a city that has this [anti-discrimination] ordinance or this other city that had an ordinance and then I kept looking for copies online or from activists, and one of my experience was that they knew about the ordinances but they didn't actually read [them], they [didn't] have a copy of the ordinance. [...] I decided, you know, it's easy enough to compile it, so in my faculty page I created an archive of that and then I asked a colleague of mine, who is a geographer to help to put together the map [Entrevue avec Eric Manalastas. Université des Philippines, 19 juillet 2015, Quezon City].

Cette démarche découle donc d'une logique beaucoup plus individuelle et non pas de la participation dans un groupe ou une organisation quelconque, ce qui était le cas pour Ging Cristobal, Germaine Leonin et Murphy Red. Pourtant, ce travail demeure pertinent pour le mouvement puisqu'il permet de situer un peu plus concrètement les mesures qui ont été réalisées. Toutefois, les efforts en ce sens sont isolés et limités aux capacités d'une seule personne.

On remarque aussi que des militant.es comme Ryan Sylverio ont des trajectoires de mobilisation collectives relativement non structurées, même si elles demeurent relativement similaires aux trajectoires de Ging Cristobal, Germaine Leonin et Murphy Red. Ryan Sylverio mentionne justement qu'il utilise stratégiquement ses propres actions ainsi que les diverses positions qu'il occupe professionnellement afin d'inclure les questions LGBTIQ. D'ailleurs, son implication dans le mouvement LGBTIQ et dans les mouvements de protections des droits humains se faisait en parallèle. Son parcours témoigne d'une trajectoire non linéaire dans le mouvement, ce qui est le cas pour beaucoup de militant.es actifs aujourd'hui. De plus, les trajectoires des militant.es ne correspondent pas nécessairement à des actions coordonnées à l'intérieur du mouvement. C'est pourquoi il promeut l'agenda LGBTIQ selon les positions professionnelles qu'il occupe et les opportunités qui se présentent afin de mettre ces enjeux de l'avant. Il n'y a donc pas toujours un engagement constant dans le mouvement.

En analysant les modalités d'actions des individus parallèlement à l'évolution rapide leur organisation respective, on remarque une évolution rapide dans leur portée. Dans ce cas-ci, la



création et l'évolution de STRAP et de GALANG sont similaires. En effet, GALANG a d'abord commencé à titre de groupe de discussion avec les membres des communautés LGBTIQ. Pourtant, les membres de cette organisation ont rapidement remarqué que les hommes gais s'exprimaient davantage que les femmes lesbiennes. C'est en partie pourquoi la décision a été prise de s'intéresser précisément à leurs enjeux et à ceux des hommes trans par la suite. GALANG est un organisme qui opère à une échelle très locale, en oeuvrant dans les différents quartiers (*barangays*) de Quezon City, la plus grande ville de la région métropolitaine de Manille. Les membres ont ciblé des domaines d'actions à travers lesquels il déploie ses actions, soit la capacitation, la plaidoirie et le réseautage et la recherche. Quant aux membres de STRAP, ils agissaient d'abord à titre de groupe de discussion également. Avec l'arrivée de nouvelles sources de financement, les membres ont commencé à développer des projets de plus grande envergure en ce qui a trait à leur implication internationale. De plus, leur implication autour des questions du VIH-Sida et de la sensibilisation aux enjeux des femmes trans a pris plus d'ampleur. En très peu de temps, le rôle de STRAP aux Philippines et dans la région a considérablement évolué et s'est dispersé sur plusieurs échelles distinctes. Plus précisément, STRAP et GALANG témoignent de l'évolution rapide des organisations LGBTIQ, passant de groupes de discussion à des groupes d'action à multiples échelles. De fait, les militant.es de ces organisations ont dû faire preuve de polyvalence dans leur mobilisation. Ces deux groupes agissent d'abord localement en organisant des séminaires de sensibilisation et en habilitant les individus LGBTIQ, quant aux différentes formes que peuvent prendre leur identité de genre et leur orientation sexuelle notamment. Ensuite, à l'échelle nationale, ces groupes militent pour le passage de législation, particulièrement l'ADB et le CADB. Conséquemment, les militant.es rencontrent des membres des agences gouvernementales et essaient d'attirer l'attention des législateurs et législatrices sur l'importance de ces enjeux. Ces deux organisations s'engagent aussi à l'échelle régionale, entre autres à travers des forums ou des plateformes transnationales, par exemple ILGA, ou interagissent avec des organisations internationales pour des questions de financement.

Les travaux de contextualisation et de sensibilisation aux enjeux LGBTIQ occupent une place importante pour ces organisations. Il ne s'agit pas de sensibiliser seulement la société en général, mais bien les communautés concernées, ces dernières ayant des compréhensions différentes de leurs identités et des enjeux auxquels elles sont confrontées. Cela témoigne de la tâche considérable d'organisations comme STRAP et GALANG, puisque ces actions demandent

beaucoup de ressources afin d'être constantes et d'apporter des changements significatifs. Cela atteste de la difficulté à promouvoir un agenda commun puisque les actions propres à chaque groupe sont déjà très diversifiées et les ressources nécessaires à une meilleure coordination sont plutôt limitées. Pour GALANG et STRAP, il s'agit de modalités et de trajectoires collectives, favorisant la mobilisation sociale et priorisant les mesures socioéconomiques ainsi que l'éducation des communautés trans et la sensibilisation du secteur privé.

### Synthèse

Dans ce chapitre, il a été possible de dresser un portrait de l'activisme LGBTIQ aux Philippines selon trois axes distincts, soient les échelles d'actions entreprises, les cibles pour les revendications avancées et les différences quant aux trajectoires de mobilisations des militant.es et de certaines organisations. Cela permet de mieux appréhender la diversité inhérente à ce mouvement et servira de base à l'analyse des enjeux internes au mouvement ainsi que sa fragmentation effectuée dans le prochain chapitre. Afin de compléter cette présentation du mouvement, un tableau permettant de mieux schématiser les informations abordées dans ce chapitre est intégré.

Tableau 1 : Les militant.es LGBTIQ interviewé.es

Organisation	Date de formation	Personnes rencontrées	Échelle d'action	Cible*	Modalités et trajectoire de mobilisation
<b>OutRight Action International</b>	1990	Ging Cristobal**	Internationale, Régionale, Nationale	Instances gouvernementales nationales et locales (promotion de l'ADB et du CADB)	Collectives; institutionnelle; priorités : mesures législatives
<b>PRISM</b>	2013	Germaine Leonin**	Internationale, Régionale, Nationale	Instances gouvernementales nationales et locales (promotion de l'ADB et du CADB)	Collectives; institutionnelle; priorités : mesures législatives
<b>Kapederasyon</b>	2014	Murphy Red**	Nationale, Locale	Communautés locales; Instances gouvernementales locales et nationales	Collectives; Sociales; Priorités : mesures socioéconomiques
<b>STRAP</b>	2002	Mikee Inton et Brenda Alegre	Internationale, Nationale, Locale	Congrès philippin; gouvernements locaux; Communautés LGBTIQ; Secteur privé (par exemple la police)	Collectives; Sociales; Priorités : mesures socioéconomiques et éducation/formation
<b>GALANG</b>	2008	Anne Lim et Marie Rose R. Ramos	Internationale, Nationale, Locale	Congrès philippin; Gouvernements locaux; Communautés LGBTIQ; Secteur privé (emploi)	Collectives; Sociales; Priorités : mesures socioéconomiques et éducation/formation

<b>Bahaghari LGBT</b>	Non spécifiée	Aian Perucho	Nationale, Locale	Communautés locales; Instances gouvernementales locales et nationales	Collectives; Sociales; Priorités : mesures socioéconomiques
<b>Indépendant : chercheur à l'Université des Philippines, département de Psychologie</b>	N/A	Eric Manalastas	Nationale, Locale	Communautés LGBTIQ; Instances professionnelles	Individuelles; institutionnelles Priorité : recherche et éducation
<b>ASEAN SOGIE Caucus</b>	2011	Ryan Sylverio	Régionale	Communautés LGBTIQ à l'échelle régionale; Instances gouvernementales nationales	Collectives; institutionnelles; Priorités : mesures législatives et éducation/formation
<b>Indépendant : Avocat</b>	N/A	Jesus Falcis	Nationale	Cour Suprême	Individuelles; Institutionnelles; Priorités : mesures judiciaires
<b>National Youth Commission</b>	1995	Percival Cendaña	Nationale, Locale	Instances gouvernementales	Collectives; Institutionnelles; Priorités : mesures législatives
<b>Babaylanes Inc.</b>	Non spécifiée	Meggan Evangelista	Nationale, Locale	Groupes LGBTIQ étudiants; Instances universitaires; Instances gouvernementales	Collectives; Institutionnelles; Priorité : éducation/formation

\* Légende d'échelles : locale-municipalités; nationale-gouvernement philippin; régionale-Asie du Sud-Est; internationale-contacts occidentaux.

\*\*Ces militant.es ont occupé des postes dans plusieurs organismes depuis le début de leur mobilisation.

\*\*\*Roselle Pineda, interviewée présentée dans le cinquième chapitre, ne figure pas dans ce tableau puisqu'elle est désengagée du mouvement depuis le début des années 2000.

## Cinquième chapitre : Analyse des dynamiques du mouvement LGBTIQ aux Philippines

En septembre 2015 avait lieu la Pride Week à l'Université des Philippines. La semaine, culminant avec la marche sur le campus, donnait lieu à de nombreux événements de sensibilisation à propos des enjeux LGBTIQ. L'un d'entre eux était une conférence où les membres de certaines organisations présentaient leur travail en plus de discuter du mouvement LGBTIQ. À la période de questions, une intervenante, Meggan Evangelista a posé une question à première vue anodine, soit : « is there a LGBT movement in the Philippines ? » Les participant.es ont unanimement répondu qu'il y avait bien un mouvement. Toutefois, après réflexion, il n'est pas aussi facile de répondre à cette question. Peut-on vraiment parler d'un mouvement considérant l'éclatement de la mobilisation ? En conservant ce questionnement en tête, le présent chapitre analyse plus en détail la fragmentation se manifestant dans le mouvement, identifiée précédemment à travers l'examen des échelles d'action, des cibles et des modalités d'action. Il s'agit d'expliquer les différences majeures entre les organisations du mouvement et les perceptions que les militant.es en ont. En identifiant ces différences et tensions, on pourra comprendre davantage pourquoi, malgré le dynamisme caractérisant les communautés LGBTIQ aux Philippines, le mouvement demeure si fragmenté.

Pour comprendre cette fragmentation, quatre facteurs explicatifs sont examinés. Tout d'abord, il sera question des difficultés identitaires liées à la mobilisation d'une identité collective instable dont la définition varie régulièrement. Ensuite, les différences de cadrage d'action collective sont examinées. Il s'agit de délimiter la perception du mouvement selon trois cadres, un identitaire, c'est-à-dire orienté sur les questions de genre et d'orientation sexuelle, un cadre plus traditionnel d'enjeux socioéconomiques liés aux questions de pauvreté et de classes, entre autres et un cadre intersectionnel. Le cadre intersectionnel s'intéresse à la discrimination LGBTIQ en lien avec d'autres formes de discrimination. Le chapitre analysera ensuite des effets de la fracture idéologique entre les conceptions *reaffirmed* et *rejectionnist*, une fragmentation retrouvée au sein de multiples mouvements progressistes aux Philippines. Enfin, les différences organisationnelles et stratégiques sont analysées, en lien avec la discussion sur les variétés de trajectoires démontrées par les militant.es interviewées. Enfin, le rôle des structures d'opportunités politiques dans la fragmentation du mouvement sera également étudié. Avant d'examiner ces facteurs, il importe toutefois d'analyser un peu plus en détail la diversification et la fragmentation du mouvement philippin.

### Diversification et fragmentation du mouvement LGBTIQ

La description du mouvement entamée dans le chapitre précédent, bien qu'elle ne soit pas exhaustive, témoigne des nombreuses actions entreprises en parallèle et donc de sa diversité. Cette situation dénote la présence d'obstacles majeurs à l'avancement de l'agenda du mouvement. Cette diversification témoigne en fait d'objectifs différents. Cela témoigne aussi de la jeunesse du mouvement, qui n'est pas aussi développé que le mouvement féministe philippin, possédant une base de mobilisation beaucoup plus solide (entrevue Roselle Pineda, 23 septembre 2015).

Un premier problème se pose quant à la priorisation des différents groupes LGBTIQ. Bien que pour plusieurs, les mesures législatives soient la priorité, d'autres groupes considèrent que d'autres mesures doivent être mises de l'avant. Plusieurs croient qu'une loi comme l'ADB ne serait pas suffisante concrètement. Pour les communautés trans, Mikee Inton et Brenda Alegre de STRAP ont mentionné que les mesures législatives ne sont pas tout à fait représentatives de leur réalité. Mikee Inton faisait d'ailleurs état de certaines réticences quant à leur efficacité. Ce faisant, elle précisait que même si l'ADB ou le CADB venait à être adopté, cela ne signifierait pas nécessairement que les actes de discriminations arrêteront envers les personnes trans. Pour plusieurs personnes des communautés trans, les mesures législatives ne s'attaquent pas à une de leurs considérations prioritaires, soit la possibilité de changer légalement de genre. Bien que Mikee Inton et Brenda Alegre supportent les démarches législatives, la priorité d'un point de vue légal est justement cette possibilité de reconnaissance. Cela permettrait à une personne trans d'être reconnue officiellement par l'État selon le genre auquel elle s'identifie. De plus, pour les communautés trans, les mesures législatives réifient une certaine logique binaire entre genre féminin et masculin, ce qui ne correspond qu'à une solution partielle et temporaire aux enjeux auxquels ils et elles sont confronté.es. L'identité trans dépasse en réalité la division binaire entre homme/femme. Si cette considération n'est pas incluse dans les projets de loi, il y a beaucoup de chance que ces individus soient toujours discriminés. Brenda Alegre mentionne que même parmi les communautés LGBTIQ, certains militant.es ont toujours une perspective limitée quant aux expressions de l'identité trans. Lorsque les enjeux trans sont abordés, il est souvent tenu pour acquis qu'il soit seulement question de transition vers le genre féminin ou masculin. Certains s'identifient comme neutres ou comme ayant une identité fluide. Ces individus refusent d'être catégorisés selon une logique binaire. D'autres, tout en s'identifiant comme trans, refusent d'effectuer une transition

physique. Or, cette réalité n'est pas vraiment prise en compte et la protection de ces individus risque d'être limitée au sein des mesures législatives proposées par le mouvement, qui n'y sont toujours pas suffisamment sensibles. Un autre problème remarqué par les membres de STRAP est que les femmes trans n'ont pas été toujours consultées lors de la rédaction initiale des mesures législatives. D'ailleurs, Mikee et Brenda présument que certains militant.es LGB sont réticent.es quant à l'inclusion des enjeux trans, puisque la mobilisation pour des projets de loi risque d'être complexifiée davantage.

On remarque également que la dispersion des actions du mouvement LGBTIQ fait en sorte qu'il est difficile d'avoir une vue d'ensemble de la direction prise par celui-ci. Chaque groupe agit à plusieurs niveaux, leurs actions s'entrecroisent, beaucoup d'objectifs sont similaires, mais les priorités divergent. D'un point de vue stratégique, cela est difficile à gérer. Le tout est exacerbé par un manque de recherches et de statistiques sur les communautés LGBTIQ, comme en témoigne Anne Lim de GALANG. Elle affirme justement qu'il est difficile de savoir combien d'individus composent les communautés LGBTIQ (entrevue avec Anne Lim et Marie Ramos, 2 septembre 2015).

Conséquemment, il y a des problèmes considérés comme étant beaucoup plus urgents que les enjeux de discrimination visés par l'ADB. L'identification des priorités est relativement différente en fonction des groupes et militant.es rencontré.es. À titre d'exemple, bien que les projets de règlements locaux soient encouragés, certains militant.es considèrent que seule une loi nationale risque d'être efficace concrètement afin de lutter contre certaines formes de discrimination, particulièrement les actes de violence. Le manque de mécanisme de mise en place efficace propre aux règlements municipaux explique partiellement ce manque d'efficacité. Pour plusieurs groupes, il est nécessaire de promouvoir des projets de loi distincts qui bénéficieraient également aux communautés LGBTIQ plus pauvres.

Germaine Leonin, de PRISM, voit également un problème important dans le manque de consensus face à certains enjeux des communautés LGBTIQ. Cela est lié au manque de contact considérable entre les différents groupes et à la dispersion du mouvement en différentes factions. Ce manque de consensus entraîne la dispersion des actions à différentes échelles simultanément ; ces dernières n'étant pas nécessairement complémentaires. Elle remarque aussi un manque d'autoévaluation de la part des militant.es, empêchant de poser un regard critique sur le mouvement

et les actions à privilégier pour rompre le statu quo qui affecte présentement les revendications des communautés LGBTIQ. Il y a un manque de vision quant à la direction à prendre par le mouvement.

Ces problèmes reflètent la jeunesse du mouvement LGBTIQ. Le mouvement LGBTIQ s'est concrètement manifesté au début des années 1990. L'évolution est donc, sommes toutes, encore assez récente, comparativement au mouvement féministe philippin, par exemple. Le fait que le mouvement LGBTIQ n'est pas autant institutionnalisé rend la mobilisation plus difficile et diffuse. Il est aussi important de mentionner que le mouvement n'est pas aussi bien organisé que le mouvement féministe, limitant les possibilités d'en reproduire les succès, notamment la mobilisation pour l'adoption d'une loi concernant la santé reproductive (entrevue avec Roselle Pineda). Perci Cendaña soulève des considérations similaires en remarquant que le mouvement se concentrait sur des enjeux de visibilité. Il était principalement question de choisir une identité collective et de déterminer comment le mouvement pouvait s'affirmer. Il s'agissait d'une étape importante, puisqu'à l'époque, les enjeux LGBTIQ étaient pratiquement invisibles et considérés comme secondaires. Cela est dû, selon lui, au fait que l'attention portait principalement sur les enjeux liés à la chute du régime de Marcos, reléguant beaucoup d'autres au second rang. Il était donc nécessaire pour le mouvement émergent de s'affirmer, effort toujours important à ce jour.

En résumé, cette section contextualise davantage les problèmes découlant de cette fragmentation et tension stratégique du mouvement LGBTIQ.

### Les enjeux d'identité collective du mouvement LGBTIQ philippin

Les enjeux de mobilisation d'identités collective LGBTIQ sont le premier facteur examiné afin d'expliquer la fragmentation de ce mouvement. On remarque que l'identification demeure difficile et qu'il y a une dissonance entre l'identité des militant.es et l'identité des populations LGBTIQ. De fait, le rôle mobilisateur associé à l'identité collective ne peut être accompli, puisque celle-ci n'est pas suffisamment ancrée dans le mouvement. En définissant l'identité collective comme processuelle et contingente, il est possible de comprendre pourquoi des tensions et des conflits se sont manifestés à ce sujet. Ainsi, bien que l'identité collective LGBTIQ soit acceptée des militant.es du mouvement, on remarque des interprétations différentes quant à ses éléments et son degré d'inclusion. La première interprétation se concentre sur les questions de genre et d'orientation sexuelle propre à cette identité. La deuxième élargit cette définition aux identités de classes. Enfin, la troisième interprétation se concentre sur les identités multiples, c'est-à-dire



qu'être LGBTIQ est une identité parmi d'autres, comme l'ethnicité, la religion, la langue, l'âge et ainsi de suite.

La définition de Melucci du concept d'identité collective la caractérise comme un processus dialogique entre plusieurs militant.es simultanément. Aux Philippines, ce processus mène à une instabilité et à une contestation de la définition de l'identité LGBTIQ étant donné les perspectives des différents groupes et militant.es. La fluidité et la volatilité de cette identité supposent qu'elle risque encore d'évoluer, ce qui pourrait alimenter la fragmentation du mouvement. Cela nuit du même coup au développement d'un agenda de mobilisation commun. Par exemple, comme le dit Melucci, la mobilisation d'une identité collective permet d'orienter les actions d'un mouvement. Or, dans le cas du mouvement philippin, les conflits et les tensions liés à l'utilisation de cette identité collective rendent cette orientation difficile. De plus, les conflits actuels autour de cette identité collective affectent l'efficacité de la mobilisation des groupes. Comme l'identité n'est pas fortement partagée, le support envers les actions de mobilisation est souvent sporadique et relativement éclaté. Ainsi, le poids des revendications avancées en est considérablement réduit.

Comme cela a été mentionné dans la revue de la littérature, la complexité propre aux nouvelles identités collectives fragilise les processus d'identification, les rendant beaucoup plus instables que les identités sociales antérieures (Melucci, p. 158). L'identité LGBTIQ est donc interprétée différemment selon les militant.es, ce qui explique le côtoiement des trois orientations identitaires décrites. Comme le précise Michele Ford, il y a une certaine hybridité dans l'identité des mouvements sociaux philippins, rendant l'acceptation d'une identité LGBTIQ beaucoup plus ardue.

Dans son traitement de la politique identitaire souvent associée à la mobilisation LGBTIQ, Melucci anticipe le risque de divisions et de sectorisation des mouvements sociaux. Ce problème se reflète la situation actuelle du mouvement LGBTIQ philippin et fait écho aux propos de plusieurs interviewé.es qui considèrent que le mouvement est maintenant trop fragmenté. Ces remarques de Melucci trouvent écho dans ce que Germaine appelle le *self-concerned advocacy*. Selon elle, les milieux propres à chaque organisation créent des divisions importantes. Les militant.es mieux nantis ne s'intéressent pas aux enjeux LGBTIQ des groupes représentant les populations plus pauvres. Leur mobilisation s'arrête lorsque la discrimination à laquelle ils sont confrontés est résolue. D'autre part, les communautés LGBTIQ plus pauvres ne voient pas l'intérêt des actions législatives. Leur priorité concerne avant tout la satisfaction de besoins primaires, par exemple

avoir assez de ressources pour subvenir aux besoins de leur famille. Germaine Leonin considère d'ailleurs que les divergences entre les générations de militant.es du mouvement expliquent en partie cette situation. Ainsi, selon elle, la première génération s'impliquait simultanément dans plusieurs mouvements, comme ceux pour la protection de l'environnement ou s'attaquant aux enjeux de pauvreté. Or, elle croit que la suivante s'intéresse plus précisément aux enjeux LGBTIQ, entraînant une perte de cette diversité initiale.

On remarque que les différentes interprétations de l'identité collective l'empêchent de jouer son rôle cohésif et que cela fragmente davantage la mobilisation du mouvement. Cette instabilité de l'identité collective est d'autant plus forte qu'elle n'arrive pas à outrepasser les différences créées par des identités connexes et antérieures au développement du mouvement.

La conception de l'identité collective chez Polletta et Jasper met en évidence l'aspect non rationnel des processus d'identification. Les auteurs précisent que les militant.es d'un mouvement n'agissent pas seulement en fonction des gains réels ou potentiels. Pour eux, en abandonnant une conception rationaliste de l'identité collective, il devient plus facile d'aborder les conflits inhérents à ces processus pour le mouvement LGBTIQ. La contingence de l'identité collective chez Polletta et Jasper permet de comprendre les difficultés rencontrées par le mouvement LGBTIQ dans son utilisation des identités LGBTIQ. Il s'agit d'une forme d'identité collective qui est arrivée plus récemment dans la société philippine et n'a pas remplacé systématiquement les identités en place auparavant. L'utilisation des identités LGBTIQ se fait en dialogue avec d'autres formes d'identités collectives, mais également entre le mouvement et les populations représentées par celui-ci. Ce dialogue ne se fait pas sans tensions entre les différents militant.es.

Polletta et Jasper se demandent si l'identité collective se manifeste nécessairement avant le processus de mobilisation, un a priori souvent retrouvé lorsqu'on traite de ce concept. Dans le cas philippin, il semblerait que ce ne soit pas le cas. L'identité LGBTIQ s'est développée avec le mouvement lui-même. C'est pourquoi cette identité collective demeure en construction et est toujours sujette à un processus de négociation quant à la forme à privilégier. Le déploiement de l'identité collective ne se conçoit donc pas de manière linéaire ou uniforme pour le mouvement LGBTIQ, témoignant à nouveau de sa fragilité. De plus, cela permet d'expliquer davantage la fragmentation du mouvement d'un point de vue interne.

Selon les auteurs, l'identité collective n'explique pas pourquoi les individus se mobilisent dans un mouvement, mais également pourquoi certains s'en dissocient. Le déploiement d'une

identité collective demande que certains aspects soient priorités par rapport à d'autres. En conséquence, certains membres d'un mouvement peuvent considérer que l'identité véhiculée par un mouvement n'est plus assez représentative de leur réalité. C'est ce qui s'est passé avec Roselle Pineda, professeure à l'Université des Philippines Diliman, qui était très engagée dans le mouvement LGBTIQ jusqu'au début des années 2000. La rupture avec le mouvement s'est effectuée lorsqu'elle souhaitait que les militant.es prennent position contre les attentats du 11 septembre 2001, entre autres. Confrontée au refus d'agir dans cette direction, Roselle a réalisé que:

[...] [The movement] always end up celebrating diversity and then, concentrating on coming out and celebrating people's coming out. Well that's good, but I thought we had to expand because there are a lot of economic issues that we are not dealing with, especially with the number, the large number of gays and lesbians [and transwomen] in the Philippines. That's one. And then the other thing also that kind of veered me away from the LGBTIQ movement was the 9/11 because I was compelling people to have a statement on what is the implication of the 9/11 to the LGBTIQ communities in the Philippines. And they, again, just told me [that they wouldn't talk about politics]. So I was really annoyed and angry. From then on, that was a turning point for me, [it was the moment when I thought] maybe I should look into something else (rises) and not put so much efforts in this movement anymore, which is only concerned about cosmopolitanism, gay movements, parties, commercial industry of the LGBT, coming out and diversity. [Entrevue avec Roselle Pineda. Université des Philippines-Diliman, 23 septembre 2015, Quezon City].

Elle considère que les événements comme la Pride March sont désormais beaucoup trop axés sur le divertissement. Elle croit donc qu'il y a un manque de représentativité au sein du mouvement comparativement à la mobilisation des années 1990. Cela rejoint en quelque sorte l'argument de Murphy Red à propos du manque de considération d'enjeux de classes sociales. Comme Roselle le mentionne, une grande majorité des membres de la population philippine vit sous le seuil de la pauvreté, y compris des membres de la communauté LGBTIQ. Ce manque de représentativité s'accompagne d'une certaine commercialisation du mouvement, contribuant au désengagement avec les enjeux connexes de droits économiques ou encore d'accès à l'éducation. Ce type de critique s'adresse, notamment, à des militant.es comme Ging Cristobal, Germaine Leonin, Perci Cendaña ou encore Meggan Evangelista, pour qui l'adoption de l'ADB est primordiale. Sans dire que ces militant.es omettent de s'intéresser aux enjeux de pauvreté, Murphy Red et Roselle Pineda croient que cette priorisation sera très peu bénéfique pour régler les problèmes urgents auxquels les populations vivant dans la pauvreté sont confrontées. Ils cherchent donc à se distancier de cette approche, fragmentant davantage le mouvement.

Un autre aspect de ce conflit en ce qui concerne l'identité collective est que pour des militant.es comme Roselle et Murphy, l'identité collective développée actuellement n'est qu'une reproduction des identités occidentales, ce qui ne permet pas de rendre compte de la diversité propre au contexte philippin, particulièrement dans les zones rurales. Conséquemment, les mesures mises de l'avant ne reflètent pas nécessairement les besoins actuels de la communauté LGBTIQ philippine. Les militant.es visées par ces critiques sont conscients de ce biais, mais réfutent l'idée selon laquelle ils ne font que reprendre les identités occidentales. En effet, pour Mikee Inton et Brenda Alegre, bien qu'elles utilisent l'identité trans, elles ne manquent pas de rappeler que la définition qu'elles en ont est bien différente de sa version traditionnelle et inclut les identités locales *baklas* et *tomboys*.

Le manque de représentativité de différentes communautés LGBTIQ a aussi été remarqué, bien qu'à un autre niveau, par Mikee Inton et Brenda Alegre. Selon elles, le mouvement n'arrive pas à inclure complètement les identités trans, notamment leur réelle diversité, dans leur définition de l'identité LGBTIQ. Ces interviewé.es ont remarqué une fermeture à l'inclusion de leurs enjeux de la part d'autres militant.es, ces derniers voulant réduire la complexité de leur demande de manière à minimiser l'opposition. Or, cela amène plusieurs militant.es trans à contester les intentions des autres militant.es, affectant leur engagement et leur intérêt envers le mouvement. Cela peut également contribuer à une fragmentation du mouvement selon l'identité sexuelle ou de genre de chacun. Ainsi, bien que Mikee Inton et Brenda Alegre supportent les actions législatives promues par la majorité des militant.es du mouvement actuellement, elle remarque un certain malaise ainsi que des incompréhensions quant aux enjeux des individus trans. De fait, l'identité collective telle qu'elle est déployée présentement n'est représentative que partiellement pour les militant.es trans, favorisant un engagement moindre avec le mouvement, ce qui a également des effets fragmentant.

Brièvement, les enjeux liés à la mobilisation d'une identité collective LGBTIQ sont le premier facteur identifié afin d'expliquer la fragmentation de ce mouvement. On remarque que les interprétations varient et qu'il y a une dissonance entre l'identité des militant.es et l'identité des populations LGBTIQ. De fait, le rôle mobilisateur associé à l'identité collective ne peut être accompli, puisqu'elle n'est pas suffisamment ancrée dans le mouvement. En définissant l'identité collective comme processuelle et contingente, il était possible de comprendre la manifestation de tensions et de conflits à ce sujet.

### Différences de cadrages : cadre identitaire, cadre socioéconomique ou cadre intersectionnel?

La conceptualisation des mouvements LGBTIQ peut varier selon les militant.es et les organisations rencontrés.es. Ces différences peuvent mener à des tensions importantes entre les militant.es. Cette division se manifeste surtout entre une les approches suivantes : une approche spécifiquement identitaire, une approche socioéconomique et une approche intersectionnelle. L'approche identitaire fait appel spécifiquement au cadre SOGIE et LGBTIQ. Il en découle une conceptualisation des actes de discriminations comme étant liés à l'orientation sexuelle et le genre d'une personne. Ce cadre fait appel aux référents identitaires occidentaux et est aujourd'hui particulièrement populaire de par son utilisation à l'échelle régionale et occidentale. Toutefois, ce cadre est sujet à de vives critiques, considéré comme étant accessible aux populations urbaines et scolarisées seulement tout en aliénant les identités locales. Le cadre socioéconomique mise plutôt sur les différences de classes et inscrit les discriminations LGBTIQ dans une perspective plus large. De là, il est question d'aborder simultanément les différences entre les classes sociales, le manque d'accès à l'éducation, les instances de néocolonialisme et ainsi de suite, étant perçues comme omises du cadre identitaire. De ce cadre découle une perspective critique quant au déploiement actuel du mouvement LGBTIQ, ce qui amène plusieurs militant.es à s'en distancier ou à se démobiliser. Quant au cadre intersectionnel, les actes de discriminations commis envers les communautés LGBTIQ sont mis en relation avec les autres formes de discrimination basée sur la communauté ethnique, la religion ou encore l'âge, par exemple. Donc, ce cadre se rapproche de la perspective identitaire, mais conçoit qu'il faut aller plus loin et que les enjeux des communautés LGBTIQ ne peuvent être étudiés isolément. Théoriquement, beaucoup de militant.es considèrent cette approche comme étant bénéfique, mais des doutes persistent quant à son utilisation concrète, puisqu'elle pourrait mener à une sensibilisation moins profonde des enjeux spécifiquement LGBTIQ.

De ces différences naissent des tensions importantes entre les militant.es. Un exemple probant de cette réalité est celui de Meggan Evangelista, du groupe Babaylan Inc. qui, lors d'un entretien, considérait que cadrer les enjeux LGBTIQ dans une perspective plus large d'enjeux socioéconomiques était problématique. Préférant personnellement le cadre identitaire, elle avance que tous les problèmes ne peuvent être analysés à l'aide par des considérations socioéconomiques. Elle trouvait même cela insultant d'avancer qu'il est impossible de parler d'enjeux LGBTIQ sans

parler d'enjeux de classes, vision partagée par certaines militant.es. Le problème avec cette approche, selon Meggan, est que les propos de plusieurs groupes actifs du mouvement sont alors discrédités. Une manifestation concrète de ce problème se retrouve dans la mobilisation suivant le meurtre de Jennifer Laude, une femme trans, par un soldat américain<sup>24</sup>. Plusieurs groupes critiqués par Meggan ont abordé cet enjeu sous l'angle de la souveraineté étatique, considérant que la présence du soldat américain était due au *Visiting Force Agreement* (VFA) en vigueur entre les États-Unis et les Philippines. Or, Meggan Evangelista croit qu'il faut aborder cet enjeu sous l'angle de la violence genrée ; le meurtre ayant été perpétré puisque Jennifer Laude était une femme trans. L'argument souverainiste avance que cela ne se serait pas produit s'il n'y avait pas VFA entre les deux pays. Par contre, l'interviewée avance que le soldat américain aurait pu être aux Philippines à titre de touriste et aurait pu agir de la même manière. En outre, cet acte aurait pu être commis par un autre individu ayant les mêmes aprioris envers les individus trans. En fait, en analysant ces enjeux à l'aide de cadre plus large, on occulte le caractère fondamentalement genré de ces violences physiques subies par les communautés LGBTIQ, ce qui empêche une réelle sensibilisation à ces enjeux.

Ces deux approches face à cet événement ont créé une tension entre les groupes utilisant l'un ou l'autre cadrage. À ce sujet, Meggan observe :

What the other groups did was to call out the [LGBTIQ] community for alienating the issue from the masses, they accused [LGBTIQ] advocates of making the issue exclusive to gender violence. That wasn't the case. They were saying that Jennifer Laude was killed because of her gender status. With or without the VFA, if Jennifer Laude met someone like Pemberton, she would still have been killed. So, these groups divided the support for the Jennifer Laude's case. [Entrevue avec Meggan Evangelista. Babaylanes Inc, 5 septembre 2015, Quezon City]

Quant à lui, Murphy Red de l'organisation Kapederasyon croit plutôt qu'un cadrage identitaire est problématique puisqu'il ne permet pas de s'attaquer aux problèmes rencontrés par la grande majorité des individus LGBTIQ aux Philippines. C'est d'ailleurs ce qu'il reproche à des projets comme *l'Anti-Discrimination Bill* qui, bien qu'utiles, représentent principalement les intérêts de la classe moyenne. Le cadrage identitaire de ces enjeux ne permet pas de s'attaquer aux difficultés d'accès à l'emploi ou à la difficulté pour une grande majorité de se nourrir

---

<sup>24</sup> Jennifer Laude est une femme trans ayant été assassinée par un soldat américain lorsque celui-ci a découvert son identité de genre. Le mouvement LGBTIQ s'est rapidement mobilisé afin qu'un procès ait lieu pour condamner l'homme américain. Cet acte témoigne à nouveau des risques pour la sécurité des individus trans, qui sont toujours victimes de violence. Pour plus d'informations sur ce sujet, lire l'article à l'adresse suivante : <http://www.abs-cbnnews.com/focus/07/01/15/gay-friendly-discrimination-still-claims-lgbt-lives-ph>

quotidiennement. De surcroît, la mobilisation autour des mesures anti-discrimination se base sur l'utilisation du sigle LGBTIQ qui, selon cet interviewé, demeure incompréhensible pour la plupart des communautés supposément représentées. En fait, son rejet du cadre identitaire ne doit pas être compris comme un refus des identités LGBTIQ. Toutefois, dans l'application actuelle de ce cadre et dans l'utilisation des identités LGBTIQ se reflète des dynamiques néocoloniales et des relations de pouvoir inégales entre les populations urbaines et scolarisées et les populations rurales. Pour ces dernières, le cadre identitaire n'est pas accessible et, malgré les nombreuses formations offertes, demeure incompréhensible et donc son utilisation prédominante actuellement reflète l'intérêt des individus LGBTIQ plus privilégiés.

Kapederasyon, l'organisation de Murphy Red, se caractérise comme l'un des seuls regroupements anticoloniaux et antiaméricains. Cela correspond à l'approche critiquée par Meggan Evangelista en ce qui concerne le meurtre de Jennifer Laude. Pour Murphy Red et son organisation, il est indispensable de traiter des enjeux de classes lorsqu'il est question des communautés LGBTIQ. Précisément, pour s'attaquer aux enjeux de discrimination, selon Murphy Red, il est nécessaire de s'attaquer à la pauvreté, au chômage élevé ou encore aux actes de violence commis envers les groupes LGBTIQ.

Roselle Pineda est d'accord avec la vision de Murphy Red lorsque questionnée sur ces différences de cadrage. Pour elle, le cadre identitaire se base trop précisément sur ce qu'elle appelle la terminologie *queer*. Elle considère qu'il y a un manque de réflexion quant à l'application unilatérale de ces termes, surtout lorsque les communautés représentées se situent à l'extérieur de la capitale. Pour reprendre l'exemple de Jennifer Laude, Roselle Pineda estime que le cadrage de cet enjeu comme étant un acte de violence genré est pertinent pour le mouvement. Un tel cadrage permet notamment d'attirer l'attention des médias internationaux. Toutefois, elles considèrent que le terme trans demeure incompréhensible pour certaines personnes qui, comme susmentionné, n'a pas de définition stable. Elle présume plutôt que Jennifer Laude s'identifiait comme étant *bakla*. C'est pourquoi Roselle émet certaines réserves quant aux identités occidentales pour expliquer le cas de Jennifer Laude. De plus, contrairement à Meggan Evangelista, Roselle croit que pour comprendre les causes du meurtre de Jennifer Laude, il faut aller au-delà des considérations de genre. Roselle avance que ce meurtre s'est également produit en considération de son statut de classe. À propos de ce drame, Roselle précise brièvement que :

[it is] not only about transwomen, it's about making gay and lesbian more vulnerable because of lack of education, lack of basic social services, etc. [Entrevue avec

Roselle Pineda. Université des Philippines-Diliman, 23 septembre 2015, Quezon City].

Cette source de tension entre les militant.es philippin.es fait écho aux propos de Benford et Snow quant à la cohérence des cadres d'analyse utilisés dans le mouvement. Le cadre identitaire avancé par une grande partie des groupes est souvent rejeté ou remis en question. Ce questionnement est en lien avec sa résonance empirique, c'est-à-dire la crédibilité et la cohérence d'un cadre dépend selon le contexte dans lequel il est déployé (Benford et Snow, 2000). Dans le conflit mentionné ci-haut, on remarque justement que les militant.es ne s'entendent pas sur le cadrage approprié afin de représenter la situation des communautés LGBTIQ. D'un côté, certains groupes considèrent qu'il faut utiliser la lentille identitaire et comprendre les enjeux de discrimination comme des actes de violence commis envers des individus sur les bases de leur orientation sexuelle ou de leur genre. Or, d'un autre côté, certains groupes rejettent cette perspective, avançant que les identités LGBTIQ ne sont pas cohérentes dans le contexte philippin.

L'utilisation du cadre LGBTIQ est caractérisée comme une mesure « stupide » par Roselle Pineda. Elle comprend l'idée initiale qui veut que ce sigle englobe toute la diversité inhérente à ce mouvement. Toutefois, elle considère que cela est en réalité plus contraignant. Elle juge qu'il serait plus pertinent d'établir des liens de solidarité pouvant englober ces identités plutôt que d'identifier seulement quelques identités précises. Comme elle le mentionne:

Everyone has their nuances in term of sexuality and gender expression and the LGBTIQ letters do not help diversifying the movement, you only add barriers [Entrevue avec Roselle Pineda. Université des Philippines-Diliman, 23 septembre 2015, Quezon City].

Aian Perucho, de l'organisation Bahaghari LGBT<sup>25</sup>, réitère les critiques quant à la compréhension des enjeux LGBTIQ à l'aide d'un cadre identitaire. Selon elle, il s'agit également d'une compréhension rejoignant des classes aisées, moyennes et urbaines et non pas les communautés plus pauvres et situées dans les régions rurales. En effet, les seuls termes utilisés pour décrire ces communautés sont bakla et tomboy. De fait, il faut que ces termes soient localisés davantage afin qu'ils soient véritablement efficaces pour l'amélioration de la situation des communautés LGBTIQ. À titre d'exemple, Aian racontait que lors d'une séance d'information à propos des terminologies SOGIE, certains participants n'arrivaient pas à saisir la différence entre un homme homosexuel et une femme trans. Aian, qui s'identifie personnellement comme étant une

---

<sup>25</sup> Bahaghari LGBT est une organisation LGBTIQ se décrivant comme progressiste et anti-impérialiste. Leur idéologie se rapproche de la faction RA de la gauche philippine.



femme trans, était perçu comme un homme homosexuel, plus précisément un homme *bakla*. Cet exemple illustre que, malgré les intentions de sensibilisation témoignée par de nombreux organismes, vulgariser et populariser l'utilisation du cadre identitaire est beaucoup plus difficile que ce l'on pourrait penser à priori. Il est d'ailleurs important de préciser que bien qu'Aian reconnaisse l'utilité du sigle LGBTIQ, elle conçoit également que ces terminologies ne sont pas accessibles à toutes et tous.

Selon Aian, le cadre identitaire a mené à la priorisation des mesures anti-discrimination et comporte plusieurs limites. Le développement et la perpétration des actes de discrimination découlent du fait que la société philippine soit ancrée dans un système préindustriel, néocolonial et reculé technologiquement. Cela signifie qu'il s'agit d'un problème de fond et l'efficacité d'un projet comme l'ADB est remise en question conséquemment. Questionnée quant à la possibilité pour l'ADB de répondre à des enjeux précis, notamment la discrimination au niveau de l'éducation, Aian exprime plusieurs doutes quant à la logique inhérente au projet. Selon elle, il s'agit d'une loi favorisant les intérêts des groupes homosexuels et lesbiens, sans traiter d'enjeux sociaux plus larges. Cela est problématique puisque cela ne s'attaque pas aux problèmes rencontrés par de nombreux individus LGBTIQ. Cela amène Aian à caractériser le projet comme étant une solution « band-aid », c'est-à-dire temporaire et superficielle.

À propos, Aian est d'accord avec Murphy Red quant aux mesures à privilégier. Selon elle, l'ADB ou le CADB ne peuvent être supportés par les groupes religieux ; un changement de cette position semble peu probable. Or, des problèmes latents ne sont toujours pas adressés, particulièrement en ce qui concerne la violence et les crimes commis à l'endroit des communautés LGBTIQ. Aian croit alors qu'il serait plus probant de promouvoir un *Anti-Crime Law*, qui aurait probablement plus de visibilité et de support des regroupements religieux. D'ailleurs, selon cette logique, le cadre identitaire attire beaucoup plus de résistance des groupes conservateurs, limitant les avancées du mouvement. Or, un cadre socioéconomique permettrait de dépasser cela tout en adressant ces enjeux pressants des communautés LGBTIQ affectées par la pauvreté.

Bien que ces critiques soient reconnues, tous les militant.es ne vont pas jusqu'à douter ou simplement rejeter l'utilisation du sigle LGBTIQ et du cadre identitaire dans leur approche des enjeux LGBTIQ. C'est ce que fait Germaine Leonin, qui avance que l'utilisation du cadre identitaire n'est pas seulement basée sur un désir d'imitation des mouvements occidentaux. Elle découle plutôt du fait qu'au début de la mobilisation de ces mouvements, ce cadre était le seul sur

lequel il était possible d'établir des bases législatives. En effet, pour commencer la mobilisation à ce sujet, il était nécessaire d'analyser ce qui était fait au niveau régional et international, popularisant du coup l'utilisation du cadre identitaire.

En fait, l'adoption plus généralisée du cadre identitaire est arrivée suite à l'adoption des Principes de Yogyakarta, en 2006. Ces principes sont devenus un outil important puisqu'ils représentaient une base internationale sur laquelle développer l'activisme LGBTIQ aux Philippines. Il a donc été jugé pertinent et nécessaire d'y faire référence dans la rédaction initiale des mesures législatives. D'ailleurs, avec l'adoption de ces principes, plusieurs militant.es ont reçu des formations à l'étranger quant aux terminologies SOGIE, ce qui selon Germaine, a eu des effets importants sur le développement du mouvement LGBTIQ aux Philippines. L'importance qu'elle accorde aux actions régionales et internationales dans le développement de l'agenda LGBTIQ à l'échelle nationale justifie également ce choix envers le cadre identitaire. En utilisant des concepts compréhensibles à l'étranger, il est plus aisé de mobiliser du support externe, ce qui pourrait être un moyen efficace d'exercer plus de pression sur les instances gouvernementales philippines.

D'autre part, l'utilisation du cadre identitaire ne signifie pas que celui-ci est appliqué unilatéralement, sans contextualisation. Plusieurs militant.es cherchent à élargir son application et à l'utiliser avec une sensibilité aux questions de l'intersectionnalité. C'est d'ailleurs ce que fait STRAP lors de l'organisation de séance d'informations auprès du public ou de la communauté LGBTIQ elle-même. En effet, malgré leur utilisation du cadre SOGIE, les membres du groupe situent ces identités dans un contexte philippin, menant à la création d'un terme plus près de cette réalité, soit « transpinay ». STRAP est aussi une organisation ayant grandement travaillé à la dissémination d'informations sur les enjeux et les identités trans. Comme les interviewées m'expliquaient en entrevue, elles offrent une formation trans « 101 » qui est offerte non seulement aux universités, mais également aux organisations ou aux compagnies privées. Ainsi, bien que le cadre identitaire soit important pour cette organisation, il y a un engagement constant relativement à la contextualisation de ces identités en plus d'une volonté d'intégrer ultérieurement l'approche intersectionnelle. Il faut préciser ici que l'approche intersectionnelle s'apparente à l'approche identitaire. Toutefois, les militant.es privilégiant cette approche sont d'avis qu'il faut désormais aller plus loin que la perspective identitaire puisqu'il est impossible de régler les problèmes des communautés LGBTIQ sans prendre en compte d'autres facteurs discriminants pouvant les affecter.

Or, l'adoption d'une approche intersectionnelle ne se fait pas sans résistance. Jesus Falcis, à l'instar de Meggan Evangelista, affirme que vouloir s'attaquer aux enjeux de discrimination des communautés LGBTIQ sous un cadre trop large peut être contreproductif. Selon lui, des mesures comme l'ADB devraient être spécifiquement SOGIE, puisqu'une solution comme le CADB, qui est intersectionnelle, détourne l'attention des enjeux supposément prioritaires pour ces communautés. Il affirme que cela concède trop de place à d'autres enjeux. De fait, il rejette les cadres socioéconomiques et intersectionnels puisqu'ils ne permettent pas de sensibiliser la population générale aux enjeux LGBTIQ, ce qui ne peut mener à un changement de mentalité significatif au sein de la société. Le cadre identitaire est pour lui le plus approprié.

À la lumière des informations fournies dans cette section, il est possible d'appréhender une deuxième source de tension important au sein du mouvement LGBTIQ aux Philippines. Bien que cela puisse sembler anodin, le cadre d'action collective choisi afin d'aborder ces questions influence beaucoup les relations entre les différents groupes en plus des possibilités de coopération afin de promouvoir des intérêts communs. Ces différences au sein du mouvement peuvent aussi mener à une certaine répétition des mesures entreprises, ou encore à un croisement entre celles-ci, pouvant donner l'illusion que les objectifs du mouvement manquent de cohésion. De plus, la promotion de différents efforts disperse l'attention des cibles choisies ce qui peut compliquer l'adoption de ces projets. Ces efforts se déclinent comme étant par exemple l'adoption de l'ADB, du CADB ou de l'Anti-Crime Law, l'adoption des règlements municipaux ou la mobilisation locale.

Brièvement, cette section aura permis d'aborder une deuxième source de tension importante du mouvement LGBTIQ, soit la conceptualisation de ces enjeux. Les cadres identitaire, socioéconomique et intersectionnel se recoupent à plusieurs niveaux et s'influencent mutuellement. Toutefois, ils semblent tout de même diviser le mouvement selon la position de chaque organisation et militant.e. Avant d'aborder les différences idéologiques rencontrées au sein du mouvement, il est important de se questionner quant à la pertinence du débat entre le cadre identitaire, le cadre socioéconomique ou encore le cadre intersectionnel. Il semble que malgré les différences exprimées par les interviewées, il y ait un consensus sur la pertinence du cadre identitaire afin d'adopter des mesures de protection comme les propositions législatives. En même temps, ce cadre n'est que très peu garant d'une sensibilisation accrue de ces enjeux auprès des communautés locales peu familières à son utilisation. Par contre, il semblerait que les militant.es rencontrées préconisent

une certaine prise de position nette entre l'une ou l'autre des approches, alors que cela me semble une solution peu productive à long terme. Une telle prise de position réduirait les chances d'une plus grande unité du mouvement. Il serait ainsi pertinent de se questionner quant à la possibilité d'une approche hybride, favorisant l'utilisation de ces différentes terminologies selon le contexte, chaque approche ayant ses forces et ses faiblesses.

### Différences idéologiques : le redéploiement de la division entre *rejectionist* et *reaffirmed*

Pour comprendre les problèmes inhérents au mouvement LGBTIQ aux Philippines, il est aussi nécessaire d'aborder l'enjeu représenté par la division de la gauche philippine survenue après la chute du régime dictatorial de la famille Marcos. Cette division a mené à la création de deux factions distinctes, les *rejectionists* (RJ) et les *reaffirmed* (RA). Les groupes RJ, bien que représentant une variété d'organisations et d'orientations, ont rompu avec la doctrine maoïste du mouvement révolutionnaire pendant la dictature. D'autre part, les RA, représentés par le Parti communiste des Philippines, ont réaffirmé cette doctrine dans leurs actions contemporaines (Caouette, 2004). Sans élaborer en détail sur les causes de cette division, il est important de noter qu'elle a des conséquences importantes sur les mouvements sociaux depuis les années 1990.

Caouette avance qu'en 1995, trois factions distinctes étaient présentes dans la gauche philippine, soient les RA, le groupe Siglaya et le groupe Sanlakas, tous deux représentant la faction RJ. Toutefois, mis à part pour le CPP, il est important de préciser que la branche RJ demeurait relativement fragmentée, quoique plus visible (*ibid.*, p. 609). Comme l'auteur le précise, la gauche philippine post-Marcos partage les caractéristiques de fragmentation identifiées dans les mouvements de gauche dans de nombreux pays distincts. Elle est devenue une gauche fragmentée et sectaire, et ce, même si l'influence du nationalisme démocratique se reflète dans la plupart des groupes et factions nées de cette rupture (*ibid.*, p. 612).

L'aspect sectaire de la gauche philippine a également démontré que la plupart des allégeances des militant.es étaient plus liées aux réseaux auxquels les groupes et les individus appartenaient et ne correspondaient plus vraiment à des principes idéologiques abstraits (*ibid.*).

Ensuite, il faut préciser que les tensions sont plus marquées dans la faction RJ que RA et se présentent à différents niveaux. Par exemple, Caouette remarque que des sources de conflits émergeaient entre les différentes générations de militant.es ou entre ceux préférant une

représentation individuelle et ceux voulant une représentation collective (*ibid.*, p. 614). Caouette apporte la précision suivante:

These institutional conflicts were time-consuming but important as they involved control over resources (financial, logistics, human) and international connections (*ibid.*, p. 619).

En guise de synthèse de cette rupture idéologique, le travail de Rosanne Rutten est pertinent. Suite à la chute du régime de Marcos, beaucoup de débats ont éclaté entre les membres du mouvement révolutionnaire :

Power uprising of 1986 and the restoration of formal democracy intensified debates among cadres about the aptness of the Maoist frame (Rutten, 2008, p. 14).

Le tout a culminé en 1992, lorsque le dirigeant idéologique Jose Ma. Sison a publié un document visant la réaffirmation d'une doctrine Marxiste-Léniniste-Maoïste. S'en est suivie une rupture entre les membres supportant cette réaffirmation, les RA et ceux la rejetant, les RJ. Enfin, selon Rutten, la faction RJ a connu des divisions subséquentes, segmentant davantage le mouvement révolutionnaire (Rutten, 2008, p.14). Cet argument est rejoint par celui de Kathleen Weekley, qui précise que la faction RA a réussi à se consolider idéologiquement, il n'en était pas de même du côté des RJ (p. 253). Ainsi, cette division initiale entre RA et RJ a été approfondie davantage par ces nouvelles sources de divisions.

Cette division est toujours importante aujourd'hui et influence le développement du mouvement LGBTIQ. Beaucoup d'intervués.es ont abordé la question lors des entrevues. Ce faisant, il faut comprendre que les conflits intrinsèques soient en partie un redéploiement de cette division idéologique. En saisissant les tensions idéologiques, il devient possible de mieux comprendre les frontières conflictuelles influençant le mouvement présentement.

Durant l'interview avec Ging Cristobal, nous avons discuté des deux différents caucus propres à chaque projet de loi anti discrimination, l'ADB et le CADB. Ging a précisé que la dynamique partisane au sein du caucus de l'ADB reflétait cette rupture idéologique entre Akbayan, représentant les RJ, et Bayan Munan, représentant les RA. L'approche dominante au sein du caucus ADB est celle d'Akbayan et est de plus en plus remise en question. En fait, leur approche serait beaucoup plus partisane, plusieurs membres de cette faction ayant obtenu des postes gouvernementaux au sein de l'administration d'Aquino. L'aspect critique envers les politiques gouvernementales est alors considérablement réduit. Leur promotion pour l'ADB passe, entre autres, par des retours de faveurs de la part des autres membres gouvernementaux.

Conséquemment, les bases sur lesquelles ce groupe mobilise du support pour l'ADB sont moins exhaustives et risquent de ne mener qu'à des changements de mentalité superficiels.

Quant à Roselle Pineda, lorsque questionnée quant à l'importance de la fracture idéologique de la gauche pour le mouvement LGBTIQ, elle affirme :

Yes, unfortunately... It is at the crux of it! (*rires*) [Entrevue avec Roselle Pineda. Université des Philippines-Diliman, 23 septembre 2015, Quezon City].

Selon elle, cette rupture idéologique mène à des analyses complètement différentes des enjeux LGBTIQ. Elle remarque que lors du développement initial du mouvement, les militant.es ont pu dépasser ces différences jusqu'à un certain degré. Toutefois, avec le développement des problèmes et des analyses subséquentes, ces différences sont devenues plus marquées et ont engendré une perte de la solidarité retrouvée à l'époque. De plus, selon elle, un autre point confirmant l'importance de la rupture idéologique est que la plupart des militant.es proviennent de ce milieu et a été influencé par cet évènement.

Cette fracture idéologique a, selon Roselle, en plus de la perte des solidarités initiales, réduit la diversité du mouvement. En analysant le mouvement actuellement, Roselle affirme :

I have yet to see the day when the mainstream LGBT movement will come close to what we had before in terms of Pride Marches that had driver lesbians within the ranks, basketball players, farmer lesbians, gays that had a contingent from the parlor. Now it is really more mainstreaming of identities that are quite alienated from the practices. [Entrevue avec Roselle Pineda. Université des Philippines-Diliman, 23 septembre 2015, Quezon City].

Ces considérations amènent Roselle à se questionner quant à la possibilité de parler d'un mouvement LGBTIQ. Elle justifie cette position par la considération qu'il faut être en mesure d'intégrer des bases populaires de ces communautés pour être un mouvement. Elle croit également que les groupes LGBTIQ n'ont pas les capacités organisationnelles nécessaires et qu'il n'y a pas assez d'efforts faits en ce sens. Cela représente pour elle une seconde régression par rapport aux années 1990, où les programmes et les agendas des organisations étaient plus spécifiques. De plus, le développement initial du mouvement tenait compte du fait que la majorité des membres de la communauté LGBTIQ étaient confrontés à des enjeux de pauvreté importants. Or, actuellement, le mouvement n'est plus vraiment intéressé par ce type d'analyse. Selon Roselle, le mouvement ne voulait plus être associé avec ce type d'activisme et les militant.es s'intéressaient plutôt à une analyse identitaire.

Meggan Evangelista, de Babaylanes Inc., témoigne également de l'importance de cette rupture. Elle précise que le groupe est entré en conflit avec le groupe étudiant LGBTIQ de UP Los Baños puisque celui-ci a finalement adopté des positions plus radicales, donc plus près de la faction RA. Babaylanes Inc., étant une organisation RJ, n'a pas vraiment apprécié cette décision, menant à un éloignement des deux groupes et à une rupture des liens. On peut donc remarquer comment le positionnement idéologique des organisations crée rapidement des antagonismes dans le mouvement.

Avec la contextualisation de cette rupture idéologique de la gauche philippine, il est possible d'élaborer davantage sur les enjeux internes entourant le mouvement LGBTIQ. D'ailleurs, il est important de préciser que la division idéologique ne crée pas deux factions distinctes et unifiées entre elles. Comme cela a été précisé par Dominique Caouette, particulièrement avec les RJ, beaucoup de conflits persistent. Les enjeux traités sont donc multiples. En tenant compte de ce point, la prochaine section de ce chapitre traitera des différences stratégiques.

#### Différences stratégiques et organisationnelles

Le mouvement LGBTIQ aux Philippines, bien que caractérisé par son dynamisme, est assez éclaté, notamment en ce qui concerne les actions entreprises et les priorités propres à l'agenda des différentes organisations et militant.es. Malgré un certain consensus quant à l'importance de mesures législatives comme l'ADB et le CADB, il y a différents niveaux de priorisation entre le travail législatif, le travail communautaire et local, la dissémination d'informations quant aux identités et enjeux LGBTIQ et les moyens utilisés à ces fins. Ces différences font en sorte que les actions du mouvement ne convergent pas toujours, rendant la collaboration et la création de coalitions fortes beaucoup plus difficiles.

D'abord, le secteur plus influent du mouvement LGBTIQ se concentre sur la promotion d'actions législatives. Or, même si le support envers ces mesures est généralisé, ce ne sont pas toutes les organisations qui y travaillent quotidiennement. Cet effort est réparti entre deux mesures similaires, soit l'*Anti-Discrimination Bill* et le *Comprehensive Anti-Discrimination Bill*. Comme Ging Cristobal et Germaine Leonin en témoignent, bien qu'elles aient participé à la création initiale de l'ADB, elles privilégient aujourd'hui la version plus intersectionnelle qu'est le CADB. Selon elles, le travail autour de l'ADB est maintenant trop dominé par une logique partisane et ne représente plus une solution optimale. D'un point de vue technique, le travail législatif demande

aux militant.es de se concentrer sur plusieurs fronts. En effet, outre la rédaction et la présentation du projet de loi, ces militant.es doivent participer à des consultations publiques et promouvoir les mesures tant aux législateurs et législatrices qu'à la société en général. La promotion de tels projets passe aussi par la rencontre d'acteurs régionaux et internationaux. À titre d'exemple, Germaine Leonin a mentionné l'importance de contacter les ambassades étrangères dans la promotion de l'ADB lors de l'entrevue. En effet, les ambassades peuvent, d'une manière limitée, mais non négligeable, faire pression sur l'administration philippine afin de favoriser l'adoption de loi anti-discrimination. Cela témoigne du travail important entourant la promotion des mesures législatives, considérée comme une base nécessaire au développement subséquent de l'agenda des groupes LGBTIQ. À propos, un premier problème se pose relativement à l'agenda législatif, soit le manque de travail constant sur ces questions comme le remarque Ging Cristobal.

Parallèlement, plusieurs membres de la communauté LGBTIQ agissent dans le milieu académique. Dans le cadre des entretiens réalisés pour cette recherche, cette échelle d'action cadre avec l'activisme d'Eric Manalastas. Plusieurs éléments témoignent de l'importance de ces actions. D'abord, elles permettent de poser un regard d'ensemble sur le mouvement et arrivent à l'analyser de manière critique. C'est ce qu'Eric Manalastas a fait en cartographiant les mesures anti-discrimination municipales à travers les Philippines. Son étude a démontré que, malgré l'importance de ces mesures, elles demeurent marginales. En outre, beaucoup de développement sera nécessaire afin que les mesures anti-discrimination soient efficaces. Il faut préciser qu'en plus d'Eric Manalastas, des auteurs comme Neil Garcia (1996), Martin Manalansan (2006), Mira Alexis P. Ofreneo (2003), Tesa Casal de Vela (2010) ou encore Bobby Benedicto (2014), partagent une trajectoire similaire, en s'intéressant à des enjeux comme l'histoire des identités LGBTIQ aux Philippines, les identités lesbiennes et leur déploiement ou encore la scène urbaine des communautés gaies à Manille. L'engagement de ces auteur.es vise la création de connaissances sur le mouvement LGBTIQ qui, par la suite, peuvent être utilisées par le mouvement afin d'appuyer ses revendications.

Pour des organisations comme STRAP, GALANG, Babaylan Inc. ou encore Kapederasyon, une des priorités est de mobiliser, sensibiliser et émanciper les communautés LGBTIQ locales. Ce faisant, l'accent est mis sur l'organisation de mouvements sociaux et la mobilisation sociale. Pour STRAP, il s'agit de disséminer l'information quant aux réalités et aux enjeux des femmes trans aux Philippines, alors que GALANG cherche à émanciper les communautés lesbiennes et trans dans



une perspective municipale et d'accès au marché du travail. Quant à Babaylan Inc., il s'agit plutôt de mobiliser les groupes d'étudiants LGBTIQ dans différentes universités philippines en plus de leur donner les ressources nécessaires à leur mobilisation, du moins sur le campus. Distinctement, Kapederasyon cherche à émanciper les communautés locales aux Philippines dans une logique socioéconomique, où les enjeux LGBTIQ sont imbriqués à l'intérieur des questions de classes, de pauvreté et de néocolonialisme.

Il importe de souligner que chaque organisation s'implique, à différents niveaux, dans des forums nationaux, régionaux ou encore transnationaux. En outre, elles se mobilisent en ce qui concerne les séances publiques de discussion à propos de l'ADB avec les instances gouvernementales ou participent à des événements comme la Pride March.

À ce stade, une distinction importante se remarque entre les actions législatives et les actions de mobilisation locale, respectivement entre une logique « top-down » et une logique « bottom-up ». Pour ces derniers la possibilité de changement passe certes par l'adoption de lois anti-discrimination, mais avant tout par la mobilisation des communautés LGBTIQ, notamment les individus pauvres et situés à l'extérieur des centres urbains.

L'analyse des modalités d'action collective démontre les effets des divergences organisationnelles et stratégiques du mouvement. La collaboration est limitée, alors qu'une coalition forte ne semble pas envisageable à long terme. La fragmentation du mouvement est plus forte et il semble que les différences découlant de plusieurs de tensions soient difficilement surmontables. La portée de la mobilisation LGBTIQ est donc considérablement réduite.

#### Fragmentation du mouvement LGBTIQ : le rôle des structures d'opportunités politiques?

Bien qu'il s'agisse d'une variable intermédiaire, on peut remarquer comment les structures d'opportunités politiques de Tarrow influencent les actions de mobilisation du mouvement. Dans le cas de Germaine Leonin, le support obtenu à l'étranger ou de la part des ambassades justifie la pression continue en faveur des mesures anti-discrimination, et ce même si le projet n'a toujours pas été adopté. En effet, ces appuis régionaux et internationaux peuvent augmenter le niveau de pression sur le gouvernement, améliorant les chances qu'un projet de loi soit adopté. De plus, il est perçu par ces militant.es que ce type de pression peut apporter des changements significatifs à court terme pour les communautés LGBTIQ. Cela justifie également pourquoi ces militant.es travaillent simultanément en faveur des ordonnances municipales, ces dernières pouvant apporter des

changements rapides. En outre, ces ordonnances ont la possibilité d'influencer les décisions du gouvernement national dans le futur. L'importance de la perception d'opportunités de mobilisation se retrouve d'ailleurs chez Meggan Evangelista. Elle avance que l'ancien gouvernement des Philippines du président Aquino présentait une ouverture favorable aux mesures anti-discrimination. Ainsi, il était nécessaire de se mobiliser pour ce projet avant les dernières élections.

Le rôle des opportunités politiques pour le mouvement LGBTIQ est notable lorsqu'il est question de financement. En effet, le financement des organisations LGBTIQ est insuffisant et sporadique. À titre d'exemple, il n'y a pas de financements gouvernementaux pour ces organisations. Il est alors nécessaire de se tourner vers le financement international. Dans le cas de GALANG, qui a mentionné cette question lors de l'entrevue, le financement provient des États-Unis et des Pays-Bas. Bien que celui-ci soit relativement stable et flexible, les membres de l'organisation remarquent à quel point la dépendance financière peut poser des limites importantes. Dans plusieurs cas, le financement est accordé par projet et est relativement limité. De plus, cette situation demande que les militant.es appliquent régulièrement pour du nouveau financement lorsque leurs projets arrivent à échéance. Il s'agit d'un processus déstabilisant et excessivement lourd d'un point de vue bureaucratique. De plus, le financement n'est pas toujours flexible. Certaines organisations se retrouvent ainsi contraintes dans leurs actions, puisqu'elles doivent répondre de leurs actions aux donateurs étrangers. À titre d'exemple, il est souvent demandé que les organismes justifient chaque dépense, en précisant le nombre de pamphlets imprimés, le nombre de participant.es participant aux événements, etc.. Ce travail demande beaucoup de ressources et peut être difficile à accomplir, considérant le caractère bénévole du travail des militant.es.

Les problèmes de financement expliquent d'ailleurs pourquoi autant de militant.es LGBTIQ agissent à titre de bénévoles et occupent donc d'autres emplois rémunérés. Cela fait en sorte que leur mobilisation dépend de leur temps libre, limitant ainsi le travail exécuté au sein d'un groupe. Les actions sur lesquelles les militant.es et les organisations peuvent se concentrer sont considérablement plus limitées, ce qui explique pourquoi certaines mesures sont privilégiées.

D'un point de vue technique, les actions d'émancipation locales demandent énormément de ressources et sont difficilement réalisables, particulièrement à long terme. Ce problème a été remarqué par plusieurs interviewé.es, dont les membres de GALANG. Elles font mention qu'il est insuffisant de se rendre dans les communautés à quelques reprises seulement, par exemple à l'occasion d'une marche ou pour organiser un atelier. Selon elles, une présence constante est

nécessaire afin que ce type de travail soit efficace. Toutefois, ce ne sont pas tous les organismes qui le font ou qui en ont les moyens. Cela explique d'ailleurs pourquoi GALANG se limite sa mobilisation communautaire à une seule ville. De fait, les structures d'opportunités politiques influencent l'efficacité des actions entreprises ainsi que la portée et la durée des changements pouvant être apportés.

### Peut-on vraiment parler d'un mouvement LGBTIQ aux Philippines?

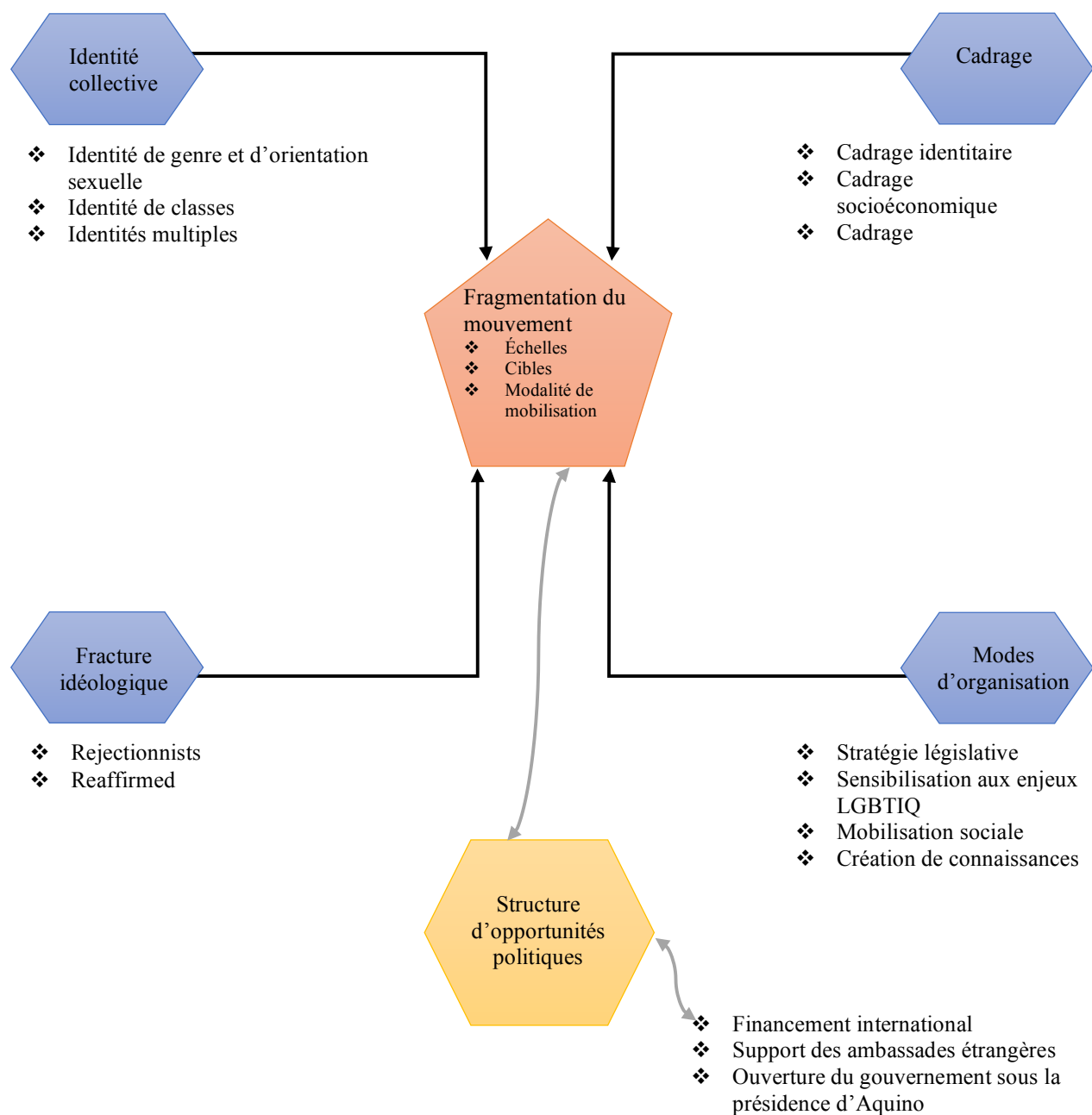
La question posée par Meggan Evangelista a permis d'aborder en détail les problèmes internes au mouvement LGBTIQ aux Philippines. D'abord, la fragilité de l'identité collective a été abordée, alors que plusieurs interprétations se côtoient. Ces différences font en sorte que cette définition non partagée ne peut réellement unifier le mouvement, ce qui a des conséquences sur sa fragmentation. Ensuite, le cadrage des actions collectives diverge selon les militant.es et leur organisation, alimentant les sources de tensions internes. Il y a un manque de cohérence dans les actes de mobilisation du mouvement. Le cas de Jennifer Laude illustre ce point, alors que certains militant.es ont voulu aborder l'enjeu en termes d'actes de violence transphobe et que d'autres voulaient lier cet enjeu au *Visiting Force Agreement* et à des problèmes socioéconomiques. De plus, tel qu'analysé, ces différences sont nettement influencées par une cause idéologique plus importante, touchant à de nombreux mouvements de gauche dans ce pays. Il s'agit de la division de la gauche entre les deux factions distinctes des « *Rejectionists* » et des « *Reaffirmed* », ces deux factions sujettes à plusieurs conflits intrinsèques, mais inter factions également. Ainsi, pour bien comprendre les sources des tensions susmentionnées, il est important de demeurer sensible au rôle joué par cette fracture dans le développement du mouvement. Un autre point de réflexion pertinente à mentionner ici est que le mouvement LGBTIQ ne s'est réellement développé qu'au début des années 1990. Le poids de cette fracture idéologique est passablement plus important que dans d'autres mouvements, notamment puisque les possibles solidarités entre les groupes et les militant.es du mouvement ont été rapidement structurées selon la position idéologique de chacun et de chacune. Enfin, le dernier facteur explicatif de la fragmentation du mouvement a été identifié comme étant les différences stratégiques et organisationnelles. Ces différences concernent le degré d'importance accordée aux stratégies législatives et aux stratégies de mobilisation locales. L'action collective ou individuelle des militants et le milieu dans lequel ils et elles décident de s'engager justifient les différences organisationnelles. Il était également question d'aborder les structures

d'opportunités politiques, par exemple les sources de financement et l'ouverture du dernier gouvernement, et leur influence relative dans la fragmentation du mouvement.

À la lumière de l'analyse de ce chapitre, il est utile de présenter à nouveau le cadre conceptuel créé à la suite de la revue de la littérature. Cela permet de mieux synthétiser l'information présentée dans ce chapitre.

## Cadre conceptuel revu

Question : quels sont les facteurs endogènes au mouvement qui expliquent sa fragmentation?



## Conclusion

Dans ce mémoire, je cherchais à répondre à la question suivante : comment est-il possible d'expliquer la fragmentation du mouvement LGBTIQ philippin malgré son dynamisme, limitant l'obtention de gains politiques substantifs? Plutôt que d'analyser les facteurs externes, abordés par plusieurs études, j'ai préféré me concentrer sur les dynamiques internes au mouvement. Les communautés LGBTIQ, étant opposées par des groupes conservateurs au pouvoir, sont relativement dispersées et fragmentées dans leur mobilisation. Dans le domaine académique, les recherches sur ce sujet demeurent sporadiques. Dans ce mémoire, quatre facteurs explicatifs ont été identifiés : les conflits d'identités collectives, les différences de cadrage, les tensions idéologiques et enfin les différences organisationnelles. Le tout a été appuyé par une variable secondaire, les structures d'opportunités politiques, qui ont aussi une certaine influence.

Pour répondre à ce questionnement, j'ai utilisé la méthode des entrevues semi-dirigées. J'ai effectué des rencontres avec des militant.es LGBTIQ de mai à octobre 2015. Ces quatre mois de recherche ont permis d'apporter une profondeur à l'analyse que des sources secondaires n'auraient pas fournies.

Les informations récoltées lors des entrevues ont été appuyées par une revue de la littérature appropriée, et ce, pour chaque facteur identifié dans le deuxième chapitre. Cette recherche étant de nature explicative, divers concepts théoriques sont apparus de l'analyse. Ce faisant, la position d'auteur.es comme Michele Ford qui insiste sur la sensibilité nécessaire à l'étude des mouvements sociaux en Asie du Sud-Est est soulignée.

Le troisième chapitre a permis de contextualiser davantage les Philippines post-Marcos afin de comprendre pourquoi le mouvement LGBTIQ s'est développé si tardivement comparativement à d'autres mouvements de gauche. Par la suite, quelques auteur.es de l'étude des mouvements sociaux sud-est asiatiques ont été présentés afin de lier la littérature mobilisée dans le deuxième chapitre à l'étude de cas.

Pour aborder les difficultés intrinsèques au mouvement LGBTIQ, le quatrième chapitre de ce mémoire a dressé un portrait non exhaustif des actions entreprises par ces communautés. Trois critères permettaient l'identification de cette diversité : les échelles d'actions, les cibles de revendications et les modalités de mobilisation des militant.es. En ce qui concerne le premier point, il se dégageait des entrevues une hétérogénéité des actions entre les échelles locales, nationales, régionales et transnationales. Des militant.es comme Ging Cristobal et Germaine Leonin militent

non seulement pour le passage de projets de loi comme l'ADB ou le CADB, mais participent également à des forums internationaux qui ont pour but d'élargir les liens de la communauté LGBTIQ philippine ou encore d'obtenir des formations sur des thèmes comme l'utilisation du cadre SOGIE. Pour leur part, des groupes comme STRAP et GALANG agissent avant tout à l'échelle locale, notamment afin de contextualiser l'utilisation du sigle LGBTIQ aux communautés et sensibiliser la société aux enjeux de discrimination rencontrés par les personnes trans et lesbiennes. Ces groupes font pression également en faveur de projets de loi à l'échelle nationale tout en étant membre de groupes régionaux et internationaux comme ILGA et ILGA-Asia. Du point de vue des cibles, on remarque plusieurs divergences. Bien que la majorité vise les instances gouvernementales, certaines militant.es et organisations préfèrent le Congrès comparativement à la Cour Suprême, pour d'autres. Certain.es ont des cibles locales et cherchent plutôt à favoriser l'adoption d'ordonnances municipales à l'aide des gouvernements régionaux. Pour des groupes se situant dans une logique d'émancipation locale, l'organisation des communautés LGBTIQ est le premier objectif. Des groupes comme STRAP ciblent plusieurs instances simultanément, mais visent principalement la sensibilisation aux enjeux trans dans le domaine public et privé. Ainsi, outre les instances gouvernementales locales et nationales, ce groupe vise des instances professionnelles comme les groupes policiers ou encore les compagnies privées.

Les dynamiques internes sont la source de plusieurs problèmes, ce qui contribue à l'éclatement du mouvement. D'abord, l'utilisation de l'identité collective LGBTIQ ne se fait pas sans tensions, ce qui ne permet pas une unité identitaire forte dans le mouvement. Être LGBTIQ ne permet pas toujours de surmonter d'autres identités, notamment socioéconomiques, ce qui renforce les clivages entre les militant.es du mouvement. L'identité collective LGBTIQ n'arrive donc pas à orienter efficacement les actions du mouvement. De plus, cette identité collective n'arrive pas à représenter adéquatement toutes les communautés LGBTIQ, amenant plusieurs militant.es et organisations à la redéfinir ou à se distancier du mouvement.

D'autre part, la fragmentation interne du mouvement découle des différences de cadrage. On remarque que trois cadres distincts sont utilisés : le cadre identitaire, le cadre socioéconomique et le cadre intersectionnel. Ces cadres influencent la conceptualisation des enjeux LGBTIQ, ce qui mène à des conflits entre les militant.es. L'exemple du meurtre de Jennifer Laude illustre ces conflits. Une tension est née entre les groupes voulant aborder le problème du point de vue identitaire comme un évènement transphobe et ceux voulant plutôt adresser l'enjeu en termes de

pauvreté, de marginalisation systémique tout en critiquant les effets du néocolonialisme. Cette tension a mené à des répliques divergentes et non complémentaires du mouvement face à cet évènement. Cela témoigne à nouveau de sa fragmentation.

D'un point de vue idéologique, depuis la fin du régime de Marcos, une fracture idéologique importante s'est créée à travers le mouvement révolutionnaire, donnant naissance à deux factions distinctes (mais non unies), soit les RJ et les RA. Cette division se retrouve également dans le mouvement LGBTIQ. Ainsi, il y a des tensions importantes quant à la dénomination du mouvement LGBTIQ en lui-même et la manière de cadrer les enjeux LGBTIQ. Du côté du RJ, certains militant.es croient en la pertinence du cadre SOGIE et cherche à expliquer les problèmes rencontrés sur cette base principalement. Du même côté, certains vont chercher à élaborer un cadre intersectionnel, tout en laissant une place prépondérante au cadre identitaire. Du côté de la faction RA, des doutes persistent quant à la pertinence de tels cadrages et il est considéré qu'il faut dépasser la logique identitaire. Il est plus pertinent pour cette faction de considérer les enjeux LGBTIQ dans un contexte socioéconomique plus large, ce qui touche à nouveau à des considérations de classes, de pauvreté ou encore de discrimination.

De cette situation découlent des différences stratégiques et organisationnelles majeures, menant à la fragmentation du mouvement et au développement d'un caractère de plus en plus sectaire. D'ailleurs, il y a souvent des répétitions d'actions entre les groupes, ce qui nuit à la crédibilité et la cohérence du mouvement. En définitive, bien qu'à première vue le mouvement LGBTIQ philippin apparaisse comme dynamique, il faut se demander si cela n'est pas simplement le reflet des multiples problèmes et conflits internes s'amplifiant depuis son développement initial dans les années 1990.

### L'apport théorique de la recherche

Pour conclure ce travail, il importe de discuter de l'apport théorique de l'analyse du mouvement LGBTIQ philippin. Cette recherche aura permis de nuancer davantage l'utilisation des théories classiques des mouvements sociaux. Le cas philippin montre que les typologies théoriques ne peuvent rendre compte complètement de la complexité de ces mouvements aux Philippines. Par exemple, il n'est pas vraiment possible de parler d'identité post-matérielle dans le mouvement LGBTIQ, considérant l'importance des identités socioéconomiques. Il est donc nécessaire de voir l'identité collective du mouvement LGBTIQ comme étant hybride et nuancer la distinction



théorique entre identité matérielle et identité post-matérielle. En fait, on peut voir que ces deux types d'identités se côtoient aux Philippines, ce qui ne se fait pas sans tension. Plus précisément, une rupture se remarque entre l'identité à laquelle les militant.es veulent s'identifier et celle des communautés LGBTIQ qu'ils cherchent à représenter, ce qui crée une distance entre le mouvement et les communautés. D'ailleurs, STRAP témoigne de cette réalité. Le groupe a souvent été accusé d'élitisme, ce qui renforce certains aprioris négatifs à son égard :

Mikee Inton: There is also this unfortunate reputation of STRAP as well as being elitist, which probably comes from that [most of the visible members are highly educated], it's valid critique and it is something that we acknowledge. We don't discriminate in terms of membership. Everyone is welcome if they identify as transwomen [...]

Brenda Alegre: There is no particular requirement on education and on the proficiency level of English.

Mikee Inton: It just happens that the officers are mostly professionals and the officers are the one who are really active in promoting STRAP and doing all this advocacy work. Because, let's face it, we have the time to do it! [Entrevue avec Brenda Alegre et Mikee Inton. STRAP, 22 juillet 2015, Quezon City]

Quant à la théorie du cadrage, son utilité était d'illustrer les conflits importants quant à la manière de conceptualiser les enjeux LGBTIQ, plus précisément les actes de discrimination. Le cadre identitaire, le cadre socioéconomique et le cadre intersectionnel ont donc été identifiés. Bien qu'on aurait pu essayer d'expliquer la fragmentation du mouvement à partir de cette approche théorique seulement, l'analyse aurait été réifiée à un seul processus conflictuel. Toutefois, en regardant les différences de cadrage, il est impossible de ne pas tenir compte des différences identitaires et idéologiques sous-jacentes. Ces mêmes différences influencent également le choix des cadres d'action collective. Il était donc nécessaire de mettre ce bagage théorique en dialogue avec d'autres théories influentes des mouvements sociaux.

D'ailleurs, l'approche théorique sur l'idéologie aura permis de voir comment se cachent des systèmes de valeurs ancrés profondément dans les actions des militants, derrière les tensions jusqu'alors identifiées ; propos qui font référence ici à l'argumentation de Mayer N. Zald. De plus, ce pan de la théorie des mouvements sociaux illustre comment les conflits d'identités collectives et de cadrage ne découlent pas seulement de calculs rationnels. Dans le cas philippin, l'importance accordée à la littérature idéologique aura permis de traiter de l'influence toujours notable de la rupture idéologique du parti communiste philippin entre *Reaffirmed* et *Rejectionists*. Cette rupture survenue il y a plus de 20 ans doit être abordée afin de comprendre les dynamiques internes du mouvement LGBTIQ, ce qui n'est toutefois pas toujours le cas dans la littérature.

Enfin, en traitant des différences stratégiques et organisationnelles, on comprend pourquoi le mouvement n'arrive pas à former une coalition, nécessaire à une mobilisation plus efficace. Ici, revenons sur les conditions identifiées par Mizrahi et Rosenthal. Les quatre facteurs influençant la collaboration et la formation de coalitions sont les conditions, l'engagement, les contributions et la compétence. La discussion ci-dessus montre que le mouvement LGBTIQ diverge quant à l'importance et l'urgence associée aux revendications du mouvement. Pour les militant.es législatifs, l'urgence est associée aux projets de loi, alors que pour des groupes comme Kapederasyon, il s'agit de l'émancipation locale. L'engagement réfère à la balance entre l'altruisme et les intérêts individuels des militant.es d'un mouvement. Or, les militant.es LGBTIQ peinent à l'atteindre, créant un désengagement de la part de plusieurs groupes ayant l'impression que les factions législatives agissent simplement afin de satisfaire leurs intérêts personnels. Les leaders du mouvement n'arrivent pas à mobiliser certaines valeurs communes de protection des droits des communautés LGBTIQ, ce qui limite énormément la collaboration. Puis, plusieurs aspects jugés nécessaires au mouvement sont manquants ou sporadiques. Parmi ces aspects, on retrouve par exemple le financement et l'expertise requise à la mobilisation. Les contributions idéologiques sont limitées, considérant les différences majeures marquant toujours le mouvement. Dans le cas philippin, plusieurs groupes avancent que le mouvement est trop urbain et déconnecté des enjeux locaux.

Cette discussion théorique souligne les propos de Michele Ford, qui conçoit que l'utilité des théories sur les mouvements sociaux se retrouve dans l'amalgame de concepts pouvant être utilisés afin d'analyser ces questions en Asie du Sud-Est. Je crois que l'analyse proposée démontre concrètement la pertinence d'une telle démarche plutôt que de se limiter strictement à une seule approche théorique. Cette approche pallie également à un défaut important de la littérature sur les mouvements sociaux, qui s'est largement inspiré des développements des mouvements occidentaux. De fait, la diversité de concepts développés ne peut être utilisée systématiquement de la même manière en Asie du Sud-est.

### Limites de la recherche

Naturellement, cette recherche comporte des limites importantes. Étant donné les ressources disponibles lors de mon travail de terrain, il n'était pas vraiment possible pour moi d'interviewer des membres actifs dans ce mouvement à l'extérieur de Manille. Cette recherche ne

reflète alors que partiellement la réalité actuelle du mouvement. De plus, l'approche proposée est définitivement plus urbaine. Élargir cette recherche à d'autres régions des Philippines serait définitivement bénéfique afin de développer davantage les conclusions de ce mémoire. La recherche pourrait également être approfondie par des entrevues avec les communautés LGBTIQ non engagées dans le mouvement lui-même. Cela aurait permis de mieux comprendre les tensions et les réserves de certain.es militant.es quant à l'utilisation des identités LGBTIQ. De plus, l'ajout d'une perspective comparative pourrait être particulièrement révélateur en marquant les différences entre les différents mouvements selon le contexte national dans lequel il est déployé en Asie du Sud-Est. On peut souhaiter que des recherches ultérieures explorent cette direction pour une comparaison dans les différentes régions des Philippines ainsi que dans les pays d'Asie du Sud-Est.

## Bibliographie

### Sources primaires

Ging Cristobal : OutRight Action International. 8 juillet 2015, Quezon City.

Germain Trittle P. Leonin : PRISM, 11 juillet 2015, Quezon City.

Eric Manalastas. Université des Philippines-Diliman, 19 juillet 2015, Quezon City.

Brenda Alegre et Mikee Inton. STRAP, 22 juillet 2015, Quezon City.

Murphy Red. Kapederasyon, 1<sup>er</sup> août 2015, Quezon City.

Jesus Falcis. Avocat indépendant, 24 août 2015, Quezon City.

Perci Cendaña. National Youth Commission, 27 août 2015, Quezon City.

Aian Perucho. Bahaghari LGBT, 30 août 2015, Quezon City.

Anne Lim et Marie Rose R. Ramos. GALANG, 2 septembre 2015, Quezon City.

Ryan Sylverio. ASEAN SOGIE Caucus, 4 septembre 2015, Quezon City.

Meggan Evangelista. Babaylanes Inc, 5 septembre 2015, Quezon City.

Roselle Pineda. Université des Philippines-Diliman, 23 septembre 2015, Quezon City.

## Sources secondaires

- Balzer, Carsten et Jan Simon Hutta. 2012. « Transrespect versus Transphobia Worldwide: A Comparative Review of the Human-rights Situation of Gender-variant/Trans People ». *Transrespect versus Transphobia Worldwide (TVT) Publication Series*, vol. 6.
- Benedicto, Bobby. 2014. *Under Bright Lights: Gay Manila and the Global Scene*. Difference Incorporated Series. Minneapolis : University of Minnesota Press, 2014.
- Benford et Snow. 2000. « Framing Processes and Social Movements: An Overview and Assessment ». *Annual Review of Sociology*, vol. 26, pp. 611-639.
- Bernstein, Mary et Verta Taylor. 2013. « Identity Politics ». Dans David A. Snow et al. *The Wiley-Blackwell Encyclopedia of Social and Political Movements*.
- Borah, Porismita. 2011. « Conceptual Issues in Framing Theory: A Systematic Examination of a Decade's Literature ». *Journal of Communication*, vol. 61, pp. 246-263.
- Boudreau, Vincent. 2012. « Philippine contention in the democratic 'transitions' ». Dans Michele Ford, ed. *Social Activism in Southeast Asia*. Routledge, pp. 56-71.
- Caouette, Dominique. 2004. *Persevering Revolutionaries: Armed Struggle in the 21<sup>st</sup> Century, Exploring the revolution of the Communist Party of the Philippines*. Thèse de doctorat. Département de science politique. Cornell University.
- Carastathis, Anna. 2013. « Identity Categories as Potential Coalitions ». *Signs*, vol. 38, no 4, pp. 941-965.
- Clarke, Gerard. 2013. *Civil Society in the Philippines: Theoretical, methodological and policy debates*. New York: Routledge.

- Fominaya, Cristina Flesher. 2010. « Collective Identity in Social Movements: Central Concepts and Debates ». *Sociology Compass*, vol. 4, no 6, pp. 393-404.
- Ford, Michele. 2012. *Social Activism in Southeast Asia*. New York: Routledge.
- Garcia, J. Neil. C. 2008. *Philippine Gay Culture: Binabae to Bakla, Silahis to MSM*. Quezon: The University of the Philippines Press, pp. 7.
- Garcia, J. Neil C. 2010. « Performativity, the bakla and the orientalizing gaze ». *Inter-Asia Cultural Studies*, vol. 1, no 2, pp. 265-281.
- Halperin, Sandra et Olivier Heath. 2012. *Political Research. Methods and Practical Skills*. Oxford: Oxford University Press.
- Harper, Phillip Brian et al. 1997. « Queer Transexions of Race, Nation, and Gender: An Introduction ». *Social Text*, no. 52-53, pp. 1-4.
- Jackson, Peter A. 2001. « Pre Gay, Post Queer ». *Journal of Homosexuality*, vol 40, no 3-4, pp. 1-25.
- Jagose, Annamarie. 1996. *Queer Theory: An Introduction*. New York : New York University Press.
- Jasper. M., James. 2011. « Emotions and Social Movements: Twenty Years of Theory and Research ». *Annual Review of Sociology*, vol. 37, pp. 285-303.
- Manalansan, Martin F. 2006. *Global Divas: Philippine Edition*. Manille : Ateneo de Manila University Press.
- Melucci, Alberto. 1996. *Challenging Codes: Collective action in the information age*. Cambridge: Cambridge University Press.

- Mizrahi, Terri et Beth B. Rosenthal. 2001. « Complexities of Coalition Building : Leaders' Successes, Strategies, Struggles, and Solutions ». *Social Work*, vol. 46, no 1, pp. 63-78.
- Mucciaroni, Gary. 2011. « The Study of LGBT Politics and Its Contributions to Political Science ». *Symposium: The State of LGBT/Sexuality Studies in Political Science*, pp. 17-21.
- Nolwenn Gueguen. 2012. *La santé reproductive, enjeu de domination sociale aux Philippines ?* Rapport de stage. Département de science politique. Université de Montréal.
- Ofreneo, Mira Alexis P. 2003. « Tomboys and Lesbians: The Filipino Female Homosexual and Her Identity Development Process ». *Philippine Journal of Psychology*, vol. 36, no 1, pp. 26-52.
- Ofreneo, Mira Alexis P. et Tesa Casal de Vela. 2010. « Spheres of Lesbian, Gay, Bisexual and Transgender Struggles ». *Gender, Technology and Development*, vol. 14, no 2, pp. 197-215.
- Oliver, Pamela E. et Hank Johnston. 2000. « What A Good Idea! Ideologies and Frames in Social Movement Research ». *Mobilization: An International Journal*, vol. 4, no 1, pp. 37-54.
- Oswin, Natalie. 2006. « Decentering queer globalization: diffusion and the 'global gay' ». *Environment and Planning D: Society and Space*, vol. 24, pp. 777-790.
- Peletz, Michael G. 2007. *Gender, Sexuality, and Body Politics in Modern Asia*. Ann Arbor: Association for Asian Studies.
- Polleta, Francesca et James M. Jasper. 2001. « Collective Identity and Social Movements ». *Annual Review of Sociology*, vol. 27, pp. 283-305.
- Ponce, Martin Joseph. 2012. *Beyond the Nation : Diasporic Filipino Literature and Queer Reading*. Sexual Cultures Series. New York : New York University Press.

- Rutten, Rosanne. 2008. *Brokering a Revolution: Cadres in a Philippine Insurgency*. Quezon City: Ateneo de Manila University Press.
- Soriano, Cheryll Ruth Reyes. 2014. « Constructing collectivity in diversity : online political mobilization of a national LGBT political party ». *Media Culture Society*, vol. 36, no 1, pp. 20-36.
- Special issue on LGBT Psychology. 2013. *Philippine Journal of Psychology*, vol. 46, no 2.
- Stone, Amy L. 2010. « Diversity, Dissent, and Decision Making: The Challenge to LGBT Politics ». *GLQ: A Journal of Lesbian and Gay Studies*, vol. 16, no 3, p. 465-472.
- Tan, Michael L. 2001. « Survival Through Pluralism ». *Journal of Homosexuality*, vol. 40, no 3-4, pp. 114-142.
- Tarrow, Sydney. 2011. *Social Movements and Contentious Politics*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Thoreson, Ryan Richard. 2012. « Realizing Rights in Manila: Brokers and the Mediation of Sexual Politics in the Philippines ». *GLQ: A Journal of Lesbian and Gay Studies*, vol. 18, no 4, pp. 529-563.
- Van Dyke, Nella. 2003. « Crossing Movement Boundaries: Factors that Facilitate Coalition Protest by American College Students, 1930-1990 ». *Social Problems*, vol. 50, no 2, pp. 226-250.
- Voegtli, Michael. 2009. « Identité Collective ». Dans Olivier Fillieule et al. *Dictionnaire des mouvements sociaux*. Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.), pp. 292-299.
- Weekley, Kathleen. 2001. *The Communist Party of the Philippines 1968-1993*. Quezon City : The University of the Philippines Press.



Weiss, Meredith. 2008. « Civil Society and Close Approximation Thereof », *Southeast Asia in Political Science : Theory, Region and Qualitative Analysis*, (sous la dir.), Erik Martinez Kuhonta, Dan Slater et Tuong Vu. Stanford University Press : pp. 144-170.

Weiss, Meredith. 2015. « Winning and Losing in the Modern Era: Identity, Mobilisation, and Empowerment in Southeast Asia ». *TRaNS : Trans-Regional and National Studies of Southeast Asia*, vol. 3, no 1, pp. 95-116.

Zald, Mayer N. 2000. « Ideologically Structured Action: An Enlarged Agenda for Social Movement Research ». *Mobilization: An International Journal*, vol. 5, no 1, pp. 1-16.

## Annexe A : Grille d'entrevue

## Questions de base :

1. Quel est le but de l'organisme?
2. Depuis combien de temps est-elle active et dans quel domaine particulier?
3. Avec quels autres organismes travaillez-vous régulièrement?
4. Quel est votre rôle dans l'organisation?
5. Questions relatives à la formation professionnelle et académique.
6. Choix de l'organisme. Comment l'individu fut amené à y travailler?
7. Agenda de l'organisme. Quels projets sont prioritaires?
8. Quels sont les moyens de mobilisation utilisés par l'ONG?
9. Quelles sont les relations avec les autres ONG travaillant sur ces enjeux?
10. Selon vous, quels facteurs influencent la coopération (ou non) des ONG?
11. Quels sont les problèmes liés à l'obtention d'un support important dans la société afin de mettre de l'avant votre programme politique en tant qu'ONG?

## Questions relatives à l'Anti-Discrimination Bill

1. Quels sont les buts de l'organisme en lien avec ce projet précis?
2. Est-ce que cela permet une cohésion et une discussion plus importante entre les ONG travaillant sur les questions LGBT?
3. Comment s'est organisée la mobilisation autour de ce projet?
4. Est-ce que ce projet constitue, selon vous, un momentum pour le mouvement LGBTQ aux Philippines
5. Croyez-vous que ce projet pourra être adopté avant les élections de 2016?

## Questions relatives à la crise du VIH

1. Quelles sont les positions/mesures adoptées par votre organisme par rapport à cet enjeu?
2. Quels projets aimeriez-vous mettre de l'avant par rapport à ces enjeux?
3. Y a-t-il consensus entre les organisations quant à la priorité de cet enjeu?
4. Est-ce que cet enjeu pourrait, comme cela est le cas (ou non) de l'Anti-Discrimination Bill, servir de base de coopération entre les ONG?

#### Questions relatives aux nouveaux médias sociaux

1. Quelle est la place des médias sociaux pour votre organisation?
2. Quels sont les avantages, selon vous, de la mobilisation en ligne?
3. Croyez-vous que cela permet de surmonter certains clivages sociaux (rural-urbain, par exemple)?

#### Questions relatives aux élections

1. En vue des prochaines élections, quelles sont les activités importantes pour votre organisme?
2. Quels changements attendez-vous avec un nouveau président ou une nouvelle présidente?